Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 FÉVRIER, 1935.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9TH FEBRUARY, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1—1-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B. — The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2—1-8-o

Lettres patentes

"C. Lamond & Fils, Limitée—(C. Lamond & Sons, Limited)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Cornelius Lamond, junior, Arthur Lamond, Alexandre Lamond, tous trois manufacturiers, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. (*a*) Exercer aucune et toutes lignes de commerce comme manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs et exportateurs en général, sans limite quant à la classe de produits et marchandises, et manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles et choses requis en rapport ou incidents à tel commerce;

2. Exercer dans toutes ou aucune de leurs lignes, tous ou aucun ou plusieurs des commerces suivants: La fabrication, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation de tous articles de bijouteries et d'orfèvreries, articles religieux et insignes de toutes sortes, pierres précieuses ou semi précieuses, ornements d'église;

(*b*) Pour fins susdites exercer le commerce de voituriers, agents expéditeurs, agents de camionnage, transport de marchandise, emmagasinage, propriétaires et affréteurs de vaisseaux, propriétaires de bassins, entrepreneurs, gardiens de quais, manufacturiers de boîtes et agents à commission;

(*c*) Manufacturer soit en tout ou en partie, et vendre tous articles, substances, machines, instruments, articles, appareils ou choses pour la manufacture desquels l'atelier, la machinerie ou la propriété de la compagnie peut de temps à autre être disponible ou convenable;

(*d*) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer ou exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucun des dits commerces ou communément fournis ou trafiqués par des personnes enga-

Letters patent

"C. Lamond & Fils, Limitée—(C. Lamond & Sons, Limited)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1935, incorporating: Cornelius Lamond, junior, Arthur Lamond, Alexandre Lamond, all three manufacturers, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, merchants, dealers, importers, and exporters, generally without limitation as to class of products and merchandise, and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell, and otherwise deal in any materials, articles, or things required in connection with or incidental to such business;

2. To carry on in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses: the business of manufacturing, buying, selling, importing or exporting any jewelry articles and gold and silverware, religious articles, and badges of every kind, precious or semi-precious stones, church ornaments;

(*b*) For the purposes aforesaid to carry on the business of carriers, forwarding agents, cartage agents, transportation of merchandise, storage, shipowners, charterers of vessels, dockowners, warehousemen, wharfingers, box-makers and commission agents;

(*c*) To manufacture, either wholly or in part, and to sell any goods, substances, machines, tools, articles, apparatus or things for the manufacture of which the plant, machinery or property of the Company may from time to time be available or suitable;

(*d*) To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said businesses or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem

gées dans tous tels commerces ou qui peuvent sembler susceptibles d'être trafiqués avec profit en rapport avec aucun des dits commerces;

(*e*) Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir, administrer toute fabrique, magasin, boutique, dépôt, fonderie, atelier de machines, hangars pour engins, et autres constructions et érections nécessaires et convenables pour l'exercice de son industrie et de tous autres biens réels et personnels, nécessaires ou utiles pour l'exercice d'aucune des fins de la compagnie et de les louer, les vendre ou autrement en disposer;

(*f*) Solliciter, acheter, ou autrement acquérir et protéger, prolonger et renouveler des brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, protection, concessions et autres droits similaires, conférant ou se rapportant à aucun droit exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou secret ou autre renseignement concernant ces inventions, qui pourraient être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, améliorer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(*g*) Construire et / ou acheter ou acquérir des maisons pour les employés de la compagnie et vendre, louer ou autrement en disposer pour de l'argent ou à crédit ou de la manière que les directeurs le jugeront le mieux;

(*h*) Employer toute ou toutes personnes, sociétés ou corporations pour faire de la sollicitation et des démonstrations et prendre des commandes et livrer à toutes personnes, aucun des effets, articles et marchandises manufacturés ou vendus par la compagnie;

4. (*i*) Acheter et autrement acquérir, prendre à bail, et vendre, échanger, louer, faire valoir, disposer et faire le commerce de propriété réelle et personnelle, et tous intérêts en iceux et droits de toutes sortes, et en particulier des options, contrats, maisons d'affaires et entreprise;

(*j*) Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels et personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme et corporation et accepter comme considération de telle vente, location ou aliénation, des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*k*) Promouvoir, organiser, administrer, et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle compagnie, corporation, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leurs réclamations;

(*l*) Prendre ou détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

(*m*) Faire ou permettre que le titre, droit et intérêt légal dans toute propriété ou industrie

capable of being profitably dealt with in connection with any of said businesses;

(*e*) To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, hold, maintain and manage all factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business, and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell or otherwise dispose of the same;

(*f*) To apply for, purchase, or otherwise acquire and to protect, prolong and renew patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, protections, concessions and the like, conferring or relating to any exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, improve, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired;

(*g*) To build and / or purchase or acquire houses for the employees of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same for cash or on credit or as to the directors may seem best;

(*h*) To employ any person or persons, partnership or corporation to solicit, demonstrate and take orders from and deliver to any person any of the goods, wares and merchandise manufactured or sold by the company;

4. (*i*) To purchase and otherwise acquire, take on lease and to sell, exchange, lease, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal, and any interests therein and rights of all kinds and in particular options, contracts, business concerns and undertakings;

(*j*) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

(*k*) To promote, organize, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

(*l*) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property, of whatsoever kind, sold by the company, or any sum of money or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*m*) To cause or allow the legal title, estate and interest in any property or business acquired,

acquise, établie ou exercée par la compagnie reste ou soit conféré ou enregistré au nom de ou exercée par toute autre compagnie, ou compagnies domestiques ou étrangères, constituées ou à être constituées et soit à titre de fiducie, pour ou comme agent ou nominataire de cette compagnie, ou à tous autres termes ou conditions qui pourraient profiter à cette compagnie, et administrer les affaires ou se charger et exercer l'industrie de telle compagnie ou compagnies ainsi constituées ou à être constituées, soit par l'acquisition des actions, titres ou autres valeurs de toutes compagnies, ou de toute autre manière quelconque, exercer la totalité ou aucun des pouvoirs de détenteurs de leurs actions, titres ou valeurs et recevoir et distribuer les dividendes et intérêts sur telles actions, titres ou valeurs;

established or carried on by the company to remain or to be vested or registered in the name of or carried on by any other company, or companies, foreign, or domestic, formed or to be formed, and either upon trust for, or as agents or nominees of this company, or upon any other terms or conditions which may be for the benefit of this company, and to manage the affairs or take over and carry on the business of such company or companies so formed, or to be formed, either by acquiring shares, stocks, or other securities thereof, or otherwise howsoever, and to exercise all or any of the powers of holders of shares, stocks, or securities thereof and to receive and distribute the dividends and interest on such shares, stock, or securities;

(*n*) Emettre des actions libérées, des obligations, actions-débentures et / ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, et autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, actions-débentures, et / ou autres valeurs en paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures et / ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

(*n*) To issue paid up shares, bond, debenture-stock and / or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and with the approval of the shareholders for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture-stock and / or other securities in part payment or exchange for shares, bonds or debenture stock and / or other securities of any other company;

(*o*) Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution d'aucun contrat ou l'exécution de toute obligation, ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur les obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs, hypothèques ou obligations de toutes autres compagnies ou personnes, et accepter en garantie de tels emprunts et garantir toutes garanties qui peuvent être offertes par telles compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débentures, actions-débentures, hypothèques, gages, biens ou autres titres de ces compagnies ou sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

(*o*) To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any other company or persons, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or upon the property of such persons or companies;

5. (*p*) Etablir des agences ou succursales;

5. (*p*) To establish agencies and branches;

6. (*q*) Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

6. (*q*) To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

7. (*r*) Acheter, souscrire, ou solliciter, prendre en échange, ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transporter, céder ou autrement disposer ou mettre en valeur les titres, actions, obligations, débentures, actions-débentures, billets et autres valeurs et titres d'intérêts ou de créance, ou tout autre intérêt dans et réclamations contre toute personne, firme, association volontaire, compagnie de fidéicommis, et compagnie à fonds social, ou corporation, et durant la possession ou détention de ces valeurs, exercer, par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourraient nommer, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles valeurs;

7. (*r*) To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of, and all other interest in and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company, or corporation and, while the owner or holder thereof to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

8. (*s*) Procurer du capital, du crédit, ou toute autre aide, pour établir, agrandir, et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

8. (*s*) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the company has business relations;

9. (*t*) Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise dont les

9. (*t*) To take part in the management, supervision or control of the business or operation of any company or undertaking having objects

objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables, d'autres experts ou agents pour gérer, exploiter, et administrer comme gérants la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires de la corporation dont les obligations, actions, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour le prix qu'on croira raisonnable et juste;

10. (*u*) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de quelques-uns des biens, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personnes exerçant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui possèdent des biens convenant aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dont cette compagnie détient des actions, bons et débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie ou en partie en argent et partie en actions ou valeurs ou pour toute autre considération, et exercer le commerce de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

11. (*v*) Rémunérer soit en argent ou en parts entièrement acquittées ou valeurs de la compagnie, aucune compagnie, firme, association, ou syndicat ou personne, pour frais encourus, et avec l'approbation des actionnaires pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en faisant souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débentures, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ou dans l'occasion de sa formation, de son organisation, sa promotion, ou dans la gestion de ses affaires;

12. (*w*) Solliciter, promouvoir, et obtenir de la Puissance du Canada, ou de toute autre autorité, soit dominion, provinciale, impériale, coloniale et étrangère, et y compris des autorités subordonnées et municipales, tous statuts, ordonnance, ordre, règlementation, ou autre autorisation ou décret que la compagnie croira désirable ou susceptible directement ou indirectement de bénéficier à la compagnie et opposer toute procédure ou demande qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de porter préjudice aux intérêts de la compagnie;

13. Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

14. Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et preuves de dettes de toutes

altogether or in part similar to those of this company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate, and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

10. (*u*) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

11. (*v*) To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the company in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures, or other securities of the company, or in or about organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

12. (*w*) To apply for, promote and obtain from the Dominion of Canada, or any other authority, whether Dominion, Provincial, Imperial, Colonial or Foreign, and including subordinate and municipal authorities, any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem desirable to the company or calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

13. And it is further ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, provided the fact of such interest was disclosed to other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the company for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

14. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds,

sortes, soit garantis par des hypothèques, nantissement ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par des hypothèques, gages ou autrement;

15. Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de louage, gages sur des biens, meubles, billets avec privilèges et autres garanties pour iceux ou aucun d'iceux; accepter aucune garantie ou document commercial en paiement de la vente d'aucune propriété personnelle et vendre aucune de ces garanties sur des biens meubles, reçue dans le cours de son industrie;

16. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

17. Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme et corporation, et accepter comme considération de telle vente, transport ou aliénation des actions, débentures, actions-débentures, obligations, ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

18. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

19. Faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, à commission ou autrement, entrepreneurs, et par agents ou autres, soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "C. Lamond & Fils, Limitée—(C. Lamond & Sons, Limited)", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
739–o Sous-secrétaire de la Province.

"Collegi-Anna Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Leon-D. Freedman, Moses Bauman, tous deux comptables agréés, et Freda Pomerance, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer dans toutes ses spécialités le commerce en gros et en détail, de manufacturiers de robes, costumes et toutes sortes de vêtements pour dames, habits pour hommes et enfants, et tout autre commerce qui peut être avantageusement exercé en rapport avec icelui;

2. Importer et exporter et manufacturer des costumes, robes, et toutes sortes de confection pour dames et de vêtements pour hommes et garçons;

3. Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

15. To buy, sell, exchange and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, chattel mortgages, lien notes and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property, received in the course of its business;

16. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

17. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

18. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

19. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "C. Lamond & Fils, Limitée—(C. Lamond & Sons, Limited"), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
740 Assistant Provincial Secretary.

"Collegi-Anna Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1935, incorporating: Leon D. Freedman, Moses Bauman, both chartered accountants, and Freda Pomerance, stenographer, fille *majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of dresses, suits and all kinds of ladies' wear, men's and children's clothing and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith:

2. To import and export and manufacture suits, dresses, and all kinds of ladies' wear, men's and children's clothing;

3. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

4. Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

5. Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

6. Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

7. Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce, vendre et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

8. Emprunter de l'argent par tel montant ou montants, à tels taux d'intérêts et à tels termes et conditions qui seront trouvés convenables pour obliger la compagnie au remboursement des sommes empruntées, et l'intérêt sur icelles, et la réalisation des termes et conditions, et s'il est jugé convenable, hypothéquer ou nantir la totalité ou aucune partie des biens immobiliers et / ou mobiliers de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, de l'intérêt et la réalisation des termes et conditions;

9. Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relation d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

10. Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

11. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

12. Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

13. S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

14. Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, ou débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tous droits acquis par la compagnie, et rémunérer, soit pour toute propriété ou droit acquis par la compagnie, soit en argent ou en actions, obligations ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Collegi-Anna Dress Company, Limited", avec un capital total

4. To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

5. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouses, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

6. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

7. To subscribe for, purchase, or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed;

8. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions, and if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immoveable and / or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

9. To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company in which it is in any way interested;

10. To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

11. To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

12. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company, or corporation;

13. To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

14. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures of the company, to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company and to remunerate either for any property or rights acquired by the company either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Collegi-Anna Dress Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided

de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
741 Sous-secrétaire de la Province.

"Goulet Electric Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Sarto Goulet, agent, Paul Roy, avocat, et Rita Breton, fille majeure, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux, comme électriciens, poseurs d'appareils électriques, faire l'installation de tous systèmes d'énergie électrique et d'éclairage, poser, construire, établir, fixer des câbles, fils métalliques, moteurs, accumulateurs, transformateurs, dynamos, lampes, radios, et exécuter tous travaux de toute nature quelconque relativement à l'usage ou à la production de l'électricité, pour l'éclairage, le chauffage, force motrice et propulsion mécanique, exploiter, acheter, vendre tous matériels bruts qui entrent dans la fabrication des objets susdits;

Acquérir et posséder des immeubles, bâtisses de toutes sortes, des maisons de logements aux fins de les vendre ou en disposer de quelque manière que ce soit;

Exercer le commerce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes, instruments électriques, fils électriques, appareils électriques et tous articles pouvant servir, de proche ou de loin, dans toutes installations et appareils électriques et tous genres d'articles alliés aux objets susdits;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Ouvrir et exploiter des succursales, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans les magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toutes compagnies, corporations, sociétés ou personnes faisant des affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera convenable d'obtenir et d'exécuter et mener à bien ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens ou obligations de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser une invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet

into eight hundred (800) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
742-o Assistant Provincial Secretary.

"Goulet Electric Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to Article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of January, 1935, incorporating: Sarto Goulet, agent, Paul Roy, advocate, and Rita Breton, spinster, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders or general contractors as electricians, electrical apparatus fitters; to carry on the installation of any systems of electric power and light, to lay, construct, establish, install cables, metallic wires, motors, accumulators, transformers, dynamos, lamps, radios, and to perform all works of any kind whatsoever, in connection with the use or generating of electricity for light, heat, motive power and mechanical propulsion; to exploit, purchase, sell any raw materials which may enter into the manufacturing of the aforesaid objects;

To acquire and own immovables, buildings of all kinds, dwellings, for the purpose of selling or disposing of same in any manner whatsoever;

To carry on the business of manufacturers, retailers, merchants, importers, exporters, and agents of all kinds, electrical instruments, wires and apparatus, and any articles which may closely or remotely be used in any electrical installation or apparatus and all kinds of articles allied to the aforesaid;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To open and operate branches, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and in any kind of places where the company's business may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on any line of business similar to that of the present company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, turn to account and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, properties and liabilities of any individual, or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any invention, or any secret or other information as to any inven-

d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour une des fins quelconques de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la considération que la compagnie peut juger convenable et en particulier, pour des actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seul ou de concert avec d'autres;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables, et placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis dans les valeurs et de la manière déterminées par la compagnie;

Faire et exercer dans toutes ses spécialités, le négoce, l'industrie et les opérations de manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, marchands et négociants d'appareils électriques, accessoires électriques de toute nature;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de la clientèle, commerce et propriété de toute personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie y autorise à exercer et les payer en argent, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions, conférant aucun droit ou aucun secret ou autre information en ce qui concerne toute invention qui paraîtra susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre à bénéficier, directement ou indirectement, à la compagnie, et utiliser, développer et transférer les dits permis pour le bénéfice de la compagnie;

Faire toutes les choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seul ou avec d'autres;

Passer tous règlements qui pourront aider à l'exécution des fins susdites et à l'administration de la présente compagnie, sous le nom de "Goulet Electric Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
743–o Sous-secrétaire de la Province.

tion which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments; and to invest the money of the Company not immediately required in such securities and in such manner as may be determined by the company;

To engage in and carry on in all its branches, the business, industry and operations of manufacturers, buyers, sellers, exporters, importers, merchants of and dealers in electrical apparatus and accessories of all kinds;

To acquire and assume the whole or any part of the good-will, business and property of any person, firm or company carrying on any business that the company is authorized to carry on and pay for same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the present company, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, conferring any right or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, develop and transfer the said licenses for the benefit of the company;

To do all the aforesaid things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or with others;

To enact any by-laws conducive to the attainment of the above purposes and the management of the present company, under the name of "Goulet Electric Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
744 Assistant Provincial Secretary.

"Grand Cloak Co., Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quinzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joel Marcovitz,

Grand Cloak Co., Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of January, 1935, incorporating: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, Harry J. Erdrich,

Harry-J. Erdrich, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exploiter la totalité ou toute partie des industries de manufacturiers de vêtements et confections de toutes sortes, tailliers, drapiers, bonnetiers, marchands de mode, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux, confectionneurs en général, et négociants d'articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements, accessoires de toilette, parfums, savons et tous autres articles, commodités, marchandises, ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission dans toutes lignes d'articles, effets, produits, marchandises et matériels;

2. Exercer le commerce d'entrepreneurs en habits, confections et vêtements de toutes sortes pour hommes, garçons et dames;

3. Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants au comptant et à crédit, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

4. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

5. Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines ou propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie, ainsi que tous biens mobiliers et immobiliers qui peuvent être utiles aux fins de la compagnie;

6. Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec les fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

7. Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

8. Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

9. Acheter, acquérir et assumer comme industrie en exploitation, aucun commerce ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, biens ou entreprises de la compagnie, ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie croira convenable et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie;

11. Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer ou aliéner des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

12. Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement faire affaires avec lesdites compagnies;

13. Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit et émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

14. Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers

all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the businesess of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, unbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

2. To carry on the business of clothing contractors and men's, boy's and ladies' clothing and wearing apparel of all kinds;

3. To carry on the business as manufacturers, retailers, jobbers for cash and credit, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

4. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

5. To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company. Also any moveable and non-moveable property that may be useful for the purposes of the company;

6. To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

7. To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

8. To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

9. To purchase, acquire and take over, as a going concern, any business or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company;

10. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or security of any other company having objects, altogether or in part, similar to those of the company;

11. To mortgage, pledge, sell or dispose of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

12. To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the said other company or companies;

13. To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

14. To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or

la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie;

15. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou nécessaires aux affaires des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme courtiers, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Grand Cloak Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
745 Sous-secrétaire de la Province.

"Imprimerie Bourguignon, Limitée—Bourguignon Printing, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Emile Bourguignon, Imprimeur, Dosithée Lafleur, Pressier, et Ovila Lecompte, Typographe, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Faire tous travaux et ouvrages de reliure, de réglage, d'imprimerie, de lithographie et en général tous ouvrages se rapportant à ces choses;

(*b*) Editer des journaux, périodiques, revues, magazines, pamphlets, livres et matières imprimées en général, et exercer tous les commerces et industries d'un établissement d'imprimerie et d'édition;

(*c*) Acheter et vendre en gros et en détail, manufacturer et acquérir à quelque titre que ce soit, toutes sortes de papier, carton, cuir, toile, corde, fil, coton, colle, encre, or et argent en feuilles, cuivre, plomb, broche, bronze et tous objets propres à la calligraphie, encre, crayons et toutes espèces de marchandises en général;

(*d*) Acquérir, louer, vendre patentes ou disposer autrement de marques de commerce, dessins industriels, brevets ou brevets d'inventions pour et en rapport à toutes inventions jugées convenables aux affaires de la compagnie, acquérir et exploiter brevets d'inventions ou patentes, faire usage d'inventions qui pourraient être profitables en rapport aux affaires de la compagnie;

(*e*) Acheter, détenir, vendre, échanger, hypothéquer, louer des terrains, immeubles et propriétés foncières et faire en général toutes opérations et transactions immobilières permises par la loi;

(*f*) Avoir des agents à salaire, ou à commission, pour la sollicitation des comptes et des commandes, pour la collection à domicile et pour l'achat, la vente, l'échange et le louage d'immeubles;

(*g*) Acquérir par achat, échange, ou autrement, des actions, obligations, débentures, ou autres valeurs, obligations scolaires, municipalités ou du gouvernement, vendre ou transporter la totalité ou toute partie des dites actions, obligations, débentures à toutes telles personnes, corporations ou sociétés, aux termes, prix, clauses et conditions que la compagnie jugera convenables et appropriées;

(*h*) Payer pour tous services rendus à la compagnie, pour toutes dettes personnelles ou contractées par d'autres personnes, ou compagnies, et que la présente compagnie désirerait acquitter,

to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

15. To do all such other things as are incidental or conducive to the affairs of the above objects, and to do all or any of the above things as brokers, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and these either alone or in conjunction with others, under the name of "Grand Cloak Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
746–o Assistant Provincial Secretary.

"Imprimerie Bourguignon, Limitée—Bourguignon Printing, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1935, incorporating: Emile Bourguignon, printer, Dosithée Lafleur, pressman, and Ovila Lecompte, typographer, all of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on any binding, ruling, printing or lithographic undertakings and works, and any works, in general, connected with the same;

(*b*) To publish newspapers, periodicals, reviews, magazines, pamphlets, books and printed matter in general, and carry on the trade and business of a printing and publishing establishment;

(*c*) To purchase and sell, wholesale and retail, manufacture and acquire under any title whatsoever, all kinds of paper, cardboard, leather, linen, cord, thread, cotton, glue, gold and silver leaves, brass, lead, wire, bronze and any objects connected with calligraphy, ink, pencils and all kinds of merchandise in general;

(*d*) To acquire, lease, sell patents or otherwise dispose of trade-marks, industrial designs, patents or patents of invention for and in connection with any inventions deemed expedient for the company's business, to acquire and exploit patents of invention or patents, make use of any inventions capable of being profitable in connection with the affairs of the company;

(*e*) To purchase, hold, sell, exchange, hypothecate, lease lands, immovables and real estate and generally to carry on any immovable operations and transactions, permitted by law;

(*f*) To employ agents on salary or on commission, to solicit accounts and orders, for house to house collection and for the purchase, sale, exchange and lease of immovables;

(*g*) To acquire by purchase, exchange or otherwise, shares, bonds, debentures or other securities, school, municipal or government bonds, to sell or transfer in whole or in part the said shares, bonds, debentures to any such persons, corporations or partnerships, on such terms, prices, clauses and conditions as the company may deem suitable and appropriate;

(*h*) To pay for any services rendered to the company, for any personal debts or debts contracted by other persons or companies and which the present company wishes to pay for, as well

ainsi que toutes acquisitions par cette dernière de biens mobiliers ou immobiliers, en deniers comptants ou en actions acquittées de cette compagnie;

(*i*) Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies légalement constituées en corporation;

(*j*) Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec les opérations de la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

(*k*) Conclure tous arrangements avec toute autorité municipale, locale, ou autrement, qui sembleront avantageux aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*l*) Tirer, souscrire, accepter, endosser des chèques, billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets et instruments négociables;

(*m*) Se fusionner, s'unir, ou se joindre avec toute personne, firme, associations ou corporations exploitant tout commerce similaire ou allié et acquérir la clientèle, le commerce, les droits, propriétés et biens, et assumer et se charger de la totalité ou de toute partie des responsabilités de toute personne, firme, association ou corporation exploitant tout commerce similaire ou allié et le payer en argent, actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

(*n*) Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Imprimerie Bourguignon, Limitée—Bourguignon Printing, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en deux mille actions ordinaires de $10.00 chacune, est fixé à la somme de $20,000., monnaie légale du Canada, et aucun appel ne sera fait au public pour souscrire les actions ou débentures de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans notre province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
747–o Sous-secrétaire de la Province.

"Kyle Steampship Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1935, constituant en corporation: A.-Henri Schneider, comptable public licencié, Charles-Emile Bruchési, avocat, Annoncia Lacasse, sténographe, (non-mariée), tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Agir comme agents ou représentants de corporations, sociétés ou individus engagés dans l'industrie du transport sous toutes ses formes;

2. Agir comme encanteurs, négociants, exportateurs et importateurs et posséder des terrains, édifices et entrepôts et tous accessoires nécessaires en rapport avec les fins pour lesquelles la compagnie projetée exercera ses opérations comme agences de transport, sous le nom de "Kyle

as for any acquisitions by the latter, of movable or immovable properties, in cash or in paid up shares of the said company;

(*i*) To purchase, accept in payment for, own or sell shares in other lawfully incorporated companies;

(*j*) To carry on any other business, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*k*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*l*) To draw, subscribe for, accept, endorse cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

(*m*) To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to acquire the good-will, business, rights, property and assets thereof and to take over and undertake the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any similar or allied business and to pay therefor in cash, shares or bonds of the company or otherwise;

(*n*) To do all things incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "Imprimerie Bourguignon, Limitée—Bourguignon Printing, Limited".

The amount of the capital stock of the company, divided into two thousand common shares of $10.00 each, is fixed to the sum of $20,000., Canadian currency, and no appeal shall be made to the public for the subscribing of the shares or debentures of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, in Our Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
748 Assistant Provincial Secretary.

"Kyle Steampship Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 125, bearing date the sixteenth day of January, 1935, incorporating: A. Henri Schneider, certified public accountant, Charles Emile Bruchesi, Lawyer, Annoncia Lacasse, stenographer, (unmarried), all of Montreal, for the following purposes:

1. To act as agents or representatives of corporations, partnerships, or individuals engaged in business of transportation of all kinds whatsoever;

2. To act as auctioneers, traders, exporters and importers and to own land, buildings and warehouses and all necessary accessories in connection with purpose for which the proposed company will carry on business as transportation agencies, under the name of "Kyle Steamship

Steamship Agencies, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.-00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secretaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
749 Sous-secrétaire de la Province.

"Local Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1935, constituant en corporation: William-Fraser Macklaier et George-Miller Hyde, avocats, et James-Burnett Taylor, gérant de bureau, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs, et construire, ériger ou réparer des chemins de fer, canaux, chemins, conduites, aqueducs, trottoirs, quais, élévateurs, édifices ou tous autres travaux, soit publics ou privés, et conclure tous contrats avec tous gouvernements, corporations, municipalités, associations, firmes ou personnes pour la construction de travaux de toutes sortes et espèces et sous-louer ou disposer autrement de la totalité ou de toute partie de contrats passés pour telles constructions;

Exercer le métier de carrier et d'exploiter des terrains, mines et carrières et en extraire la pierre de taille, la pierre meulière, le schiste, l'ardoise, le grès à pavé, le sable, la terre à brique, la pierre à chaux, la pierre à plâtre, le granit, le marbre et toutes autres espèces de pierre, des minerais, métaux et substances métalliques et chimiques, les manufacturer, les préparer, les traiter et les ouvrer et acheter, acquérir, vendre et faire le commerce en général, en gros et en détail, à l'état brut ou à l'état manufacturé, de tous les produits ci-dessus ainsi que de tous leurs sous-produits;

Concasser de la pierre pour en obtenir des produits de diverses grosseurs et qualités, y compris la poussière de pierre inorganique et la pierre à chaux pour fins d'engrais, et en faire le commerce en gros ou en détail;

Acheter, louer, acquérir, posséder, exploiter, vendre et aliéner des carrières, gisements de sable et de gravier, des mines et des terrains miniers contenant du granit, du marbre, de la pierre de toutes sortes, des minéraux et des métaux;

Manufacturer, acheter, acquérir, posséder, vendre, aliéner et faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de pierre artificielle, de la brique et de toutes les matières premières servant à leur fabrication, de la chaux sous toutes ses formes, des blocs de pavage, du ciment, de l'asphalte, du béton de ciment, du béton asphaltique, du sable, et de tous autres matériaux utilisés dans la construction et la réfection des édifices, des routes, chemins, pavages, viaducs, ponts, barrages, canaux, égouts et dans tous autres travaux soit publics ou privés;

Passer et faire des contrats pour fournir des matériaux aux autres entrepreneurs et personnes engagés dans des travaux semblables;

Acheter, manufacturer et faire le commerce de machineries, outils, outillages et matériaux nécessaires ou en usage pour l'exercice des pouvoirs énumérés ci-dessus;

Acquérir par achats, louages, concessions, échanges ou autres titres légaux et construire, ériger, exploiter, entretenir et régir des fabriques,

Agencies, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
750-o Assistant Provincial Secretary.

"Local Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1935, incorporating: William Fraser Macklaier and George Miller Hyde, advocates, and James Burnett Taylor, office manager, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, and to construct, erect or repair railways, canals, roads, conduits, waterworks, sidewalks, wharves, elevators, edifices and works of all sorts, public or private, and to enter into contracts with any government, corporation, municipality, association, firms or persons for construction work of all sorts and kinds, and to sublet or otherwise dispose of the whole or part of the contracts made for the said construction work;

To carry on business as quarriers, to operate lands, mines, quarries and extract therefrom cut stone, millstone, shale, slate, paving gravel, sand, brick clay, limestone, plaster stone, granite, marble and every other species of stone, minerals, metal and metal and chemical substances, to manufacture, prepare, treat and work same, and purchase, acquire, sell and carry on a general wholesale and retail business in a raw or manufactured state of all the above mentioned products as well as their by-products;

To crush stone to obtain therefrom products of divers size and quality including inorganic stone dust and limestone for fertilizing purposes and to deal therein wholesale and retail;

To purchase, lease, acquire, hold, exploit, sell and alienate quarries, sand and gravel pits, mines and mining land containing granite, marble, stone of every sort, minerals and metals;

To manufacture, purchase, acquire, own, alienate, sell and deal wholesale and retail in all kinds of artificial stone, brick and all raw materials used in manufacturing same, lime in all its forms, paving blocks, cement, asphalt, concrete, asphaltic concrete, sand, and all other material used in the construction and repairing of buildings, highways, roads, pavings, viaducts, bridges, barrages, canals, drains and any other public or private works;

To make and enter into contracts for the furnishing of materials to other contractors and persons engaged in similar work;

To purchase, manufacture and deal in machinery, tools, implements and materials necessary or in use for the exercise of the above mentioned powers;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and build, erect, exploit, maintain and manage factories, work-

ateliers, magasins, dépôts, ateliers de construction de machines, chambres de machines et autres constructions nécessaires pour les industries ci-dessus, et toutes autres propriétés mobilières ou immobilières, les louer, les vendre et en disposer;

Acheter, louer, exploiter, échanger, aliéner et mettre en service pour le transport des biens et produits de la compagnie des voitures, automobiles, camions et autres véhicules-moteurs de tous genres, bateaux-automobiles, barges, vaisseaux, avions et généralement toutes sortes de moyens de transport mécanique ou non, sur terre, sur l'eau ou dans l'air, de quelque genre que soit la force motrice;

Construire, ériger, acquérir à un titre quelconque, exploiter et entretenir des installations à vapeur, réservoirs pour le gaz, la gazoline, le pétrole et tous autres liquides et explosifs, subordonnément à toutes les lois générales et règlements locaux à ce sujet, aux fins de produire la force motrice en rapport avec l'industrie de la compagnie;

Produire, manufacturer, et fournir de l'électricité pour les fins de lumière, de chaleur, de force motrice, pour l'usage de la compagnie, construire, ériger, entretenir et mettre en service toutes machines pour produire de l'électricité pour les besoins de la compagnie;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des aqueducs;

Acquérir des sources d'eau et des droits de prendre de l'eau dans des rivières ou des lacs pour la construction et l'exploitation d'aqueducs; acquérir les terrains nécessaires pour construire des chaussées ou des rivières ou des lacs ainsi que des réservoirs et toutes autres constructions; obtenir de toutes corporations municipales ou de tous particuliers tous les pouvoirs et privilèges nécessaires et utiles à cette fin et exercer tous les pouvoirs inhérents à l'exploitation des industries ci-dessus;

Acheter, acquérir, louer, posséder, exploiter, donner et aliéner sous réserve de royauté ou autrement, des marques de commerce ou de fabrique, permis, brevets, dessins industriels, concessions, franchises, et privilèges ainsi que toutes inventions, améliorations et procédés nouveaux, en demander et en obtenir l'enregistrement conformément aux lois existantes;

Acheter, acquérir, posséder, donner, aliéner et échanger des actions, obligations, bons, débentures ou autres titres émis par toute personne, individu, société, compagnie ou corporation et exercer tous les pouvoirs découlant des dites actions, bons et débentures, et, en particulier, user du droit de vote conféré par les dites actions, bons et débentures par l'entremise des officiers de la compagnie ou d'un mandataire dûment autorisé; agir comme gérants ou administrateurs de toutes compagnies ou corporations dont les actions sont ainsi détenues par la compagnie et recevoir en retour toutes rémunérations jugées convenables;

Acheter, accepter, acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner, donner, échanger et hypothéquer toutes espèces de propriétés mobilières et immobilières;

Acquérir, acheter, posséder, exploiter, aliéner ou donner toutes promesses de vente d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que hypothèques, privilèges ou autres droits; acquérir, acheter, posséder, aliéner, donner ou échanger des terres et lots vacants; diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre; faire construire ou construire tous lots vacants ou toutes étendues de terre lui appartenant;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger et aliéner toutes propriétés mobilières ou immobi-

shops, stores, depots, machine shops, machine-rooms, and other buildings necessary for its business and any other movable or immovable property and to lease, sell and dispose thereof;

To purchase, lease, exploit, exchange, alienate and operate, for the transportation of the property and products of the company, any vehicles, automobiles, trucks and other motor vehicles of all kinds, motor-boats, barges, ships, aeroplanes and generally any means of transportation, whether mechanical or otherwise, by land, water or air, whatever be the motive power thereof;

To construct, erect, acquire under any title, operate and maintain steam plants, gas, gasolene, petroleum reservoirs, and reservoirs for any other liquids or explosives, subject to all general laws and local by-laws on that behalf, for the generating of motive power in connection with the company's business;

To produce, manufacture and supply electricity, for light, heat and motive power purposes for the use of the company; to construct, erect, maintain and operate any machinery for the production of electricity or the requirements of the company;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire waterworks;

To acquire springs and the right to take water in rivers or lakes for the construction and operation of waterworks; to acquire the necessary lands for the construction of embankments, rivers or lakes as well as reservoirs and any other constructions; to obtain from any municipal corporations or individuals all powers and privileges necessary and useful for the said purposes and to exercise all powers connected with the exploitation of the hereinabove industries;

To purchase, acquire, lease, possess, exploit, give and alienate on royalty or otherwise, trademarks or trade-names, licenses, patents, industrial designs, concessions, franchises and privileges and also any inventions, improvements and new processes, to apply for and secure registration thereof, in conformity with the existing laws;

To purchase, acquire, possess, give, alienate and exchange shares, bonds, obligations, debentures or other securities issued by any person, individual, partnership, company or corporation and to exercise all the powers attached to the said shares, bonds and debentures, and, in particular, to enjoy the voting right conferred by the said shares, bonds and debentures through the officers of the company or by a duly authorized proxy; to act as managers or administrators of any companies or corporations the stock whereof being thus held by the company, and to receive in return any remuneration deemed proper;

To purchase, accept, acquire, possess, lease, operate, alienate, give, exchange and hypothecate all kinds of movable and immovable property;

To acquire, purchase, possess, operate, alienate or give any promises of sale of real estate and any real rights upon immovables, such as hypothecs, privileges or other rights; to acquire, purchase, possess, alienate, give or exchange vacant lands and lots; to divide into lots and prepare the cadastre of any tracts of land; to cause the building or build upon any vacant lots or any tracts of land belonging to the company;

To accept, possess, exploit, lease, exchange, and alienate movable and immovable, property

lières pour recouvrer des créances ou pour en faciliter et en assurer le paiement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre, aliéner des biens de toutes natures, réels ou personnels, meubles ou immeubles;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants;

Fonder, organiser, aider à fonder ou à organiser des sociétés, compagnies ou corporations en rapport, directement ou indirectement, avec le commerce ou les affaires de la présente compagnie, et, à telles fins, prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, cautionnements, endossements, garanties ou autres titres, tous individus, sociétés ou corporations, ou souscrire au capital social des dites compagnies ou corporations;

Faire toutes conventions et conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations, engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant; acquérir, posséder, vendre et aliéner des actions, obligations, bons, débentures et autres valeurs de toutes autres compagnies ou corporations;

Constituer seul ou en coopération avec toutes personnes, compagnies ou corporations un fonds spécial de réserve pour couvrir les risques d'incendies, de vol ou d'accident relativement à tous biens, meubles et immeubles, de la compagnie et faire tous contrats relativement à la constitution, l'administration et l'emploi de ce fonds spécial;

Acquérir de toutes personnes, compagnies ou corporations, par achat, bail ou par tous autres titres légaux, tous commerces ou industries comme entreprises en opération (going concern), son actif et son passif ou partie d'iceux, y compris toutes réserves et surplus accumulés, lesquels pourront demeurer tels sans que la compagnie soit tenue de les distribuer immédiatement; acquérir en outre de toutes personnes, compagnies ou corporations, par achat, bail ou autres titres légaux, les propriétés mobilières ou immobilières, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges, contrats et entreprises de toutes personnes, associations, compagnies ou corporations exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie; payer les biens ci-dessus énumérés en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ou de toutes compagnies et assumer les dettes ou obligations de telles personnes, associations, compagnies ou corporations;

Exercer toutes autres industries, manufacturières ou autres, que la compagnie croira capables d'être convenablement exercées en rapport avec les industries ci-dessus;

Faire tous arrangements avec les autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, tendant à la réalisation des objets de la présente compagnie dans le but d'obtenir des dites autorités tous statuts, ordonnances, licences, contrats, décrets, droits, pouvoirs, franchises, privilèges et concessions qui peuvent paraître opportuns à la compagnie pour atteindre ses fins;

Louer, vendre ou autrement disposer de tout ou partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie moyennant le prix et aux conditions qu'elle jugera convenables et, en particulier, pour les actions, bons, débentures ou autres titres ou valeurs de toutes compagnies ou corporations;

to recover credits or to facilitate and assure such recovery; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as security for existing debts; take, acquire, hold, exchange, sell, alienate property of all kinds, real or personal, movable or immovable;

To act as agents for manufacturers, producers and dealers;

To found, organize, or assist in founding or organizing firms, companies or corporations in connection directly or indirectly with the business and affairs of the present company, and for such purposes, to raise or in raising money, to aid by means of bonuses, loans, security bonds, endorsements, securities or other titles, any individuals, firms or corporations and to subscribe to the capital stock of the said companies or corporations;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and enterprises, reciprocal concession or co-operation with all persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or any industry which the present company is authorized to carry on, or into any enterprise conducive to incidental to the attainment of the purposes of the present company; to acquire, possess, sell and alienate stocks, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation;

To establish, either alone or in co-operation with any persons, companies or corporations, a special reserve fund to cover fire, burglary or accident insurance, respecting any movable and immovable property of the company and to enter into any contracts respecting the establishment, management and use of the said special fund;

To acquire from any persons, companies or corporations, b ypurchase, lease or any other legal title, as a going concern, any business or industry, its assets and liabilities, or part thereof, including any accumulated reserves and surpluses, the same being allowed to remain as such, the company not being bound to make an immediate distribution thereof; moreover, to acquire from any person, company or corporation, by purchase, lease or other legal title, the movable or immovable property, assets, good-will, rights, privileges, contracts, enterprises of any persons, associations, companies or corporations carrying on a business altogether or partly similar to the above; to pay for the same in cash or bonds or paid up shares of the company or of any companies and to take over the debts or liabilities of such persons, associations, companies or corporations;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the above business;

To enter into any arrangements with any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects and to obtain from any such authorities any statutes, orders, licenses, contracts, decrees, rights, powers, franchises, privileges and concessions which the company may think desirable to attain its purposes;

To lease, sell or otherwise dispose of all or any part of the business, property and enterprise of the company, at such price and for such conditions as the company may deem suitable; and in particular, for the shares, bonds, debentures and other titles and securities of any companies or corporations;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèces ou en nature, sous forme de dividendes ou bonus, déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens ou toutes propriétés de la compagnie, y compris ses propres actions, obligations ou valeurs ainsi que les actions, obligations ou valeurs de toutes compagnies ou corporations, acquises, détenues ou possédées par la compagnie;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens, meubles ou immeubles, ou par dépôts, ou émission d'obligations;

Emettre des actions acquittées de la compagnie, des bons ou des débentures de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes marchandises, biens, propriétés mobilières et immobilières, droits réels et personnels, contrats, concessions, brevets et privilèges, bons, actions et obligations, en un mot en paiement de tous droits ou biens quelconques que la compagnie pourra acquérir, acheter ou louer en aucun temps, de même qu'en paiement de tous frais, déboursés ou services rendus ou futurs;

Le nombre des actionnaires est limité à cinquante, exception faite des employés actuels ou anciens qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie et qui pourront continuer de l'être après avoir quitté leur emploi;

Sauf les actions détenues par les requérants et sauf la transmission des dites actions par succession ou par testament, et sauf résolution des actionnaires au contraire, aucune action de la compagnie, après émission, ne pourra être vendue, cédée ni transférée dans les livres de la compagnie à une personne qui n'est pas un actionnaire dûment enregistré de la compagnie, à moins d'avoir été offerte au préalable aux actionnaires de la compagnie à un prix n'excédant pas le prix déterminé par le dernier bilan approuvé par les actionnaires à leur dernière assemblée générale annuelle. L'offre devra se faire par lettre recommandée adressée au Président ou au secrétaire de la compagnie, au bureau principal de cette dernière, et un délai de soixante jours sera accordé pour la réponse du président ou du secrétaire. A défaut d'acceptation totale ou partielle de l'offre dans le susdit délai, les dites actions ou partie d'icelles non comprises dans l'acceptation, pourront alors être vendues, cédées et transférées dans les livres de la compagnie à toute autre personne, conformément aux règlements de la compagnie;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Local Construction Company, Limited";

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Local Construction Company, Limited", avec un capital total de cent soixante et quinze mille dollars ($175,000.00), divisé en mille sept cent cinquante (1,750) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
751–o Sous-secrétaire de la Province.

To distribute among the shareholders, in specie or kind, as dividends or bonus, legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for in section 81 of the companies' Act, any assets or properties of the company including its own shares, bonds or securities, and also any shares, bonds, or securities which the company may acquire, hold or own;

To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business or industry, at any times, and as often as the company will deem expedient, on such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, notably by hypothecs on the movable and immovable property, or by deposits or by the issue of bonds;

To issue paid-up shares, bonds or debentures of the company, as whole or part payment for any merchandise, assets, movable and immovable property, real and personal rights, contracts, concessions, patents and privileges, bonds, shares and obligations, in a word, as payment for all rights and property whatsoever which the company may acquire, purchase or lease at any time, and also as payment for any expenses, disbursements or services rendered or to be rendered;

The number of shareholders shall be limited to fifty, exclusive of the actual or former employees who may become shareholders of the company and who may continue to be shareholders of the company after the termination of their employment;

Save those shares held by the petitioners and save the transfer of the said shares by legacy or will, and except upon a resolution of the shareholders to the contrary, no share of the company, after the issue thereof, may be sold, assigned or transferred in the books of the company, to any person who is not a duly registered shareholder in the company, unless it be previously offered to the shareholders of the company for a price not exceeding the price determined by the last balance sheet approved by the shareholders at their last general annual meeting. The offer must be made by registered letter addressed to the President or Secretary of the company, at the latter's head-office, and a delay of sixty days shall be allowed for the answer from the President or Secretary. In the absence of total or partial acceptance of the offer within the aforesaid delay, the said shares or part thereof, not included in the acceptance, may then be sold, assigned and transferred to any other person, in conformity with the by-laws of the company;

No appeal shall be made to the public for the subscription of its shares, under the name of "Local Construction Company, Limited";

To do and execute any other acts and things which may be useful or seem advantageous for the exploitation of the above undertakings, under the name of "Local Construction Company, Limited", with a total capital stock of one hundred and seventy five thousand dollars ($175,000.00), divided into one thousand seven hundred and fifty (1,750) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, iu the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
752 Assistant Provincial Secretary.

"Martini Frocks, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Demoiselle Janet Mendels, fille majeure, sténographe, Thomas-Michael Tansey, et Théodore-Israel Levine, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter en gros et en détail des robes, habits, manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour dames;

2. Exercer le commerce de négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de toutes sortes de tissus, lainages, soie, doublures et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin, faire toutes ou aucune des choses se rapportant à ce dit commerce;

3. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour tous vêtements propres au marché, lainages, doublures, soieries, à base de commission ou autrement;

4. Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou aucun risque conjoint semblable avec aucune personne, firme, ou compagnie que cette compagnie croira à propos;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs d'aucune compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie; les détenir, vendre ou autrement en disposer;

6. Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tout fonds de commerce ou machinerie;

8. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

9. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

10. Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie, corporation et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

12. Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés conve-

"Martini Frocks, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1935, incorporating: Miss Janet Mendels, Spinster, of the age of majority, stenographer, Thomas Michael Tansey, and Theodore Israel Levine, Advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacturers of women's apparel of any description whatsoever;

2. To carry on the business of jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, dealers, importers, exporters, wholesalers retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks, on commission basis or otherwise;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

6. To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carries on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on, lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any stock in trade, machinery plant;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

9. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to laws of such foreign country;

11. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities, or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

12. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient,

nables et en particulier, au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

13. Vendre, améliorer, gérer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

14. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

15. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Martini Frocks, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
753 Sous-secrétaire de la Province.

and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

13. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

15. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Martini Frocks, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
754–o Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Water Terminals, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1935, constituant en corporation: A. Henri Schneider, comptable public licencié, Charles-Emile Bruchési, avocat, Annoncia Lacasse, (sténographe) fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations d'un commerce d'entreposage et quaiage;
2. Exploiter un commerce de transport;
3. Posséder des terrains et édifices;
4. Importer et exporter des articles manufacturés et matériels bruts;
5. Faire le commerce en gros et en détail;
6. Agir comme agents ou représentants de corporations et individus;
7. Agir sous tout rapport dans toutes lignes se rapportant aux fins pour lesquelles la compagnie projetée sera autorisée à exercer ses opérations comme une compagnie d'entreposage, sous le nom de "Montreal Water Terminals, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de $20,000.00 divisé en cent cinquante actions privilégiées non-cumulatives à (6%) de $100.00 chacune et en cinq cents actions ordinaires de $10.00 chacune.

Les dites actions privilégiées et ordinaires porteront et seront sujettes aux préférences, droits, privilèges et restrictions suivants, savoir:

(*a*) Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié non-cumulatif fixe, au taux de six pour cent (6%) par année sur le capital acquitté sur icelles, tel dividende devant être payé aux dates qui seront fixées de temps à autre sur résolution des directeurs;

(*b*) Dans le cas de toute liquidation, ventilation ou dissolution de la compagnie ou distribution des biens (soit capital ou surplus) de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit, avant qu'aucun montant ait été payé aux porteurs des actions ordinaires, à recevoir un montant équivalent au capital payé sur icelles et tout dividende privilégié impayé accrû sur icelles;

"Montreal Water Terminals, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of January, 1935, incorporating: A. Henri Schneider, Certified Public Accountant, Charles Emile Bruchesi, Lawyer, Annoncia Lacasse, (Stenographer) unmarried, all of Montreal, for the following purposes:

1. To operate a warehousing and wharfing business;
2. To operate a transportation business;
3. To own land, and buildings;
4. To import and export manufactured goods and raw materials;
5. To trade wholesale and retail;
6. To act as agents or representatives of corporations and individuals;
7. To act in every respect in all branches in connection with the purpose for which the proposed company shall be authorized to carry on its operations as a warehousing company, under the name of "Montreal Water Terminals, Limited".

The capital stock of the company is to be $20,000.00 divided into one hundred and fifty (6%) non cumulative preference shares of $100.00 each and five hundred common shares of $10.00 each.

The said preference and common shares shall carry and be subject to the following preferences, rights, privileges and restrictions, namely:

(*a*) The said preference shares shall carry the right to a fixed non-cumulative preferential dividend at the rate of six per cent (6%) per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be payable on dates to be fixed from time to time by resolution of the directors;

(*b*) In the event of any liquidation, winding up or dissolution of the company or distribution of the assets (whether capital or surplus) of the company, the holders of said preference shares, before any amount shall be paid to the holders of the common shares, shall be entitled to receive an amount equivalent to the capital paid up thereon and any unpaid preferential dividend accrued thereon.

(*c*) Le capital ordinaire aura le droit exclusif de voter à toutes les assemblées;

(*d*) Nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie, jusqu'à ce que tous les dividendes courus et à courir sur les actions privilégiées, tel que prévu dans les présentes, aient été déclarés et payés ou qu'on y ait pourvu.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
755 Sous-secrétaire de la Province.

"Piccadilly Dress Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Rubin Saul Lavey, marchand, Sigmund Rubinovich, comptable, et Dame Lena Eisenstatt, épouse séparée de biens de Sigmund Rubinovich, et ledit Sigmund Rubinovich, partie aux présentes pour autoriser son épouse, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de ma-

(*c*) The common stock shall have the voting power in all meetings.

(*d*) No dividend shall be declared or paid on the common shares of the company, until all accrued and accruing dividends on the preference shares as herein provided for shall have been declared and paid or provided for.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
756-o Assistant Provincial Secretary.

"Piccadilly Dress Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of January, 1935, incorporating: Rubin Saul Lavey, Merchant, Sigmund Rubinovich, Accountant, and Dame Lena Eisenstatt, Wife separate as to property of Sigmund Rubinovich, and the said Sigmund Rubinovich a party to these presents to authorize his wife, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indi-

nière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

rectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts, by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right, or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Piccadilly Dress Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
757 Sous-secrétaire de la Province.

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Piccadilly Dress Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
758-o Assistant Provincial Secretary.

"Samuel Golick Dresses, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Delle Janet Mendels, fille majeure, sténographe, Samuel Golick, dessinateur, et Théodore-Israel Levine, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter en gros et en détail des robes, habits, manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour dames;

2. Exercer le commerce de négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de toutes sortes de tissus, lainages, soie, doublures et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire toutes ou aucune des choses se rapportant à ce dit commerce;

3. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour tous vêtements propres au marché, lainages, doublures, soieries, à base de commission ou autrement;

4. Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou aucun risque conjoint semblable avec aucune personne, firme, ou compagnie que cette compagnie croira à propos;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les

"Samuel Golick Dresses, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1935, incorporating: Miss Janet Mendels, spinster, of the age of majority, stenographer, Samuel Golick, designer, and Theodore Israle Levine, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies and children's dresses, suits, coats and manufacturers of women's apparel of any description whatsoever;

2. To carry on the business of jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, dealers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks on commission basis or otherwise;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take or otherwise acquire,

actions et valeurs d'aucune compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie; les détenir, vendre ou autrement en disposer;

6. Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous les droits et privilèges que la compagnie, jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tout fonds de commerce ou machinerie;

8. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

9. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

10. Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie, corporation et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

12. Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

13. Vendre, améliorer, gérer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

14. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

15. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Samuel Golick Dresses, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
759 Sous-secrétaire de la Province.

shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

6. To acquire or take over the whole or any part of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carries on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on, lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any stock in trade, or machinery plant;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

9. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

10. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

11. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

12. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

13. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

15. To do all such other things as are conducive or incidental or to the attainment of the above objects, under the name of "Samuel Golick Dresses, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
760-o Assistant Provincial Secretary.

"Shiller Amdur Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de janvier 1935, constituant en

"Shiller Amdur Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1935, incorporating: Moses Fei-

corporation: Moses Feigenbaum, David-L. Cahana, tous deux avocats, Harry-C. Bernard, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre et négocier en général toutes sortes de blouses, cravates, foulards, robes, manchons, formes de manchons, et nouveautés de toutes sortes et description quelconques;

(*b*) Importer et exporter toutes sortes de tissus de toutes variétés et descriptions nécessaires aux fins dudit commerce;

(*c*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que l'industrie, de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*d*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie; et les payer en deniers, ou en actions de cette compagnie, ou partie en deniers et partie en actions de cette compagnie;

(*e*) Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou garantis par lettres patentes ou autrement, du Canada, ou de tout autre pays; et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes telles marques de commerce, permis, licences, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits et informations ainsi acquis, et en vue de leur travail et de leur développement, exercer toute industrie, soit minière, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable, directement ou indirectement, pour exécuter ces objets;

(*f*) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exploitant ou exerçant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir les contrats ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, les détenir, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*g*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*h*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

genbaum, David L. Cahana, both advocates, Harry C. Bernard, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To fabricate, manufacture, purchase, sell, and deal in generally all kinds of blouses, neckwear, scarves, dresses, muffs, muff-beds, and novelties of whatsoever kind and description;

(*b*) To import and export all kinds of cloth of all varieties and descriptions necessary for the purpose of the business;

(*c*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business calculated, to enhance, directly or indirectly, the value or render profitable any of the company's property or rights;

(*d*) To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to pay for the same in cash, or in shares of this company, or partly in cash and partly in shares of this company;

(*e*) To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent, or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether mining, manufacturing or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

(*f*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*g*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company;

(*h*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*j*) Faire des prêts et avances d'argent aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou personne;

(*k*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

(*l*) Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*m*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour ou au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

(*n*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

(*o*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(*p*) Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt par publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons;

(*q*) Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

(*r*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

(*s*) Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou des dépenses incidentes à sa formation ou son organisation;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Shiller Amdur Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de dix-huit mille dollars ($18,000.00), divisé en trois cent soixante (360) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
761 Sous-secrétaire de la Province.

(*i*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*j*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

(*k*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*l*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*m*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for or on behalf of the company of any process or suit;

(*n*) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

(*o*) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation with which the company may have business dealings, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

(*p*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchases, and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

(*q*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*r*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*s*) To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the formation or organization thereof;

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Shiller Amdur Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of eighteen thousand dollars ($18,000.00), divided into three hundred and sixty (360) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
762-o Assistant Provincial Secretary.

"Société Anonyme de Crédit, Inc.—(Credit Corporation)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Jean Trudel, Eugène Simard, avocats, Victor-W. Meek, notaire, Simone Olivier et Rosianne Villemaire, sténographes et filles majeures, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Consentir et effectuer des prêts d'argent et accepter en nantissement tous immeubles, droits immobiliers, privilèges, hypothèques ou autres droits sur iceux, tous gages, connaissements, reçus d'entrepôts, billets à ordre, lettres de change ou autres effets de commerce, tous meubles, marchandises ou objets mobiliers ainsi que toutes marchandises en consignation;

2. Recevoir de l'argent en dépôt à intérêt ou autrement, et agir comme procureurs, agents financiers, courtiers, marchands à commission ou autrement pour la transaction d'affaires, le placement de fonds, la perception des prêts, rentes, intérêts, dividendes et l'émission, création, manipulation et perception de dettes, hypothèques, actions, débentures, obligations, comptes, billets, coupons et autres titres négociables;

3. Emettre des reçus d'entrepôts et faire généralement toutes autres opérations financières, commerciales, industrielles et foncières particulières aux maisons de crédit;

4. Agir comme comptables vérificateurs et comme courtiers en assurance;

5. Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants;

6. Tenir une agence mercantile et un bureau de recouvrement de créances; acheter et vendre des créances; demander, rechercher, obtenir des informations sur l'état financier des individus, des compagnies, des corporations; communiquer telles informations à ses clients; préparer et vendre des rapports et des états à ce sujet ainsi que des états ou rapports commerciaux; préparer et distribuer des journaux, circulaires, brochures, almanachs d'adresse se rapportant à la situation financière et commerciale des individus et des corporations;

7. Agir généralement comme courtiers en immeubles et acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner et hypothéquer toutes espèces de propriétés mobilières et toutes espèces de propriétés immobilières, tels que conciergeries, immeubles, bureaux, maisons de rapport, logements, fabriques, entrepôts, boutiques et autres;

8. Acquérir, posséder, exploiter et aliéner toutes promesses de vente d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que hypothèques, privilèges ou autres droits, des terres et lots vacants; diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre lui appartenant, altérer, améliorer et reconstruire tous immeubles lui appartenant et les exploiter comme propriétaires;

9. Acquérir, posséder, louer, exploiter directement ou par l'entremise de locataires ou fermiers, échanger ou aliéner des terres à culture, terres à bois ou érablières, en un mot, tous genres d'exploitations agricoles et y ériger toutes constructions appropriées tels qu'étables, granges et autres bâtiments jugés utiles;

10. Acquérir, posséder, aliéner et faire le commerce en gros et en détail de tous les matériaux utilisés dans la construction et la réfection des édifices et immeubles de tous genres;

11. Passer et faire des contrats pour fournir des

"Société Anonyme de Crédit, Inc.—(Credit Corporation)".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1935, incorporating: Jean Trudel, Eugène Simard, advocates, Victor W. Meek, notary, Simone Olivier and Rosianne Villemaire, stenographers and spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To make and advance loans of money and to accept as security any immovables, immovable rights, privileges, hypothecs or other rights thereon, any mortgages, bills of lading, warehouse receipts, promissory notes, bills of exchange or other negotiable documents, any movables, merchandise or movable objects as well as any merchandise on consignment;

2. To receive money on deposit at interest or otherwise, and to act as attorneys, financial agents, brokers, commission merchants or otherwise for the transaction of business, the investment of money, the collection of loans, rentals, interests, dividends and the issue, creation, handling and collection of debts, hypothecs, shares, debentures, bonds, accounts, notes, coupons and other negotiable securities;

3. To issue warehouse receipts and in general carry on all other financial, commercial, industrial and real estate business appertaining to credit corporations;

4. To act as accountants, auditors and as insurance agents;

5. To act as agent for manufacturers, producers and dealers;

6. To operate a mercantile agency and a collection bureau; to buy and sell credits; to apply for, collect, obtain information on the financial standing of individuals, companies, corporations; to communicate such information to its clients; to prepare and sell reports and statements on this subject as well as commercial statements or reports; to prepare and distribute journals, circulars, pamphlets, directories in connection with the financial and commercial standing of individuals and corporations;

7. To act as general real estate brokers and to acquire, own, lease, operate, alienate and hypothecate all kinds of movable properties and all kinds of immovable properties, such as apartment houses, immovables, offices, tenement houses, dwellings, factories, warehouses, workshops and the like;

8. To acquire, own, operate and alienate any promises of sale of immovables, any real rights on the immovables, such as hypothecs, privileges and other rights, lands and vacant lots; to divide into lots and prepare the cadastral plan of all tracts of land belonging to it, to alter, improve and re-build any immovables belonging to it and to operate the same as proprietors;

9. To acquire, own, lease, operate directly or through lessees or farmers, exchange or alienate farm lands, wooded lots of land or Maple groves, in one word, all kinds of agricultural operations and to erect thereon any necessary buildings such as stables, barns and other buildings deemed useful;

10. To acquire, own, alienate and deal, both wholesale and retail in all materials used in the building and remodelling of buildings and immovables of all kinds;

11. To enter into and make contracts for the

matériaux aux entrepreneurs et personnes engagés dans des travaux semblables;

12. Acheter, louer, exploiter, échanger, aliéner et mettre en service pour le transport des biens et produits de la compagnie des voitures, automobiles, camions et autres véhicules-moteurs de tous genres, bateaux-automobiles, barges, vaisseaux, avions et généralement toutes sortes de moyens de transport mécanique ou non, sur terre, sur l'eau ou dans l'air, de quelque genre que soit la force motrice;

13. Etablir, acquérir, posséder, construire, louer, exploiter, échanger et aliéner des débarcadères, ateliers de réparations, boutiques, élévateurs, bureaux, garages, magasins, salles d'expositions, entrepôts et autres établissements analogues pour garder, entreposer, réparer et prendre soin généralement des automobiles et véhicules-moteurs de toutes espèces et descriptions;

14. Manufacturer, acheter, aliéner, importer, exporter, échanger et faire le commerce généralement, en gros et en détail, de véhicules-moteurs de toutes espèces et descriptions, automobiles, camions, taxis, motocycles, moteurs, engins, machines, outils, appareils de lubrifiants, réservoirs, de même tous accessoires, ustensiles, appareils et pièces servant directement ou indirectement à la fabrication et à l'usage des objets ci-dessus et s'y rapportant;

15. Acheter, vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail, des huiles, de la graisse, de la gazoline, du caoutchouc, de la gutta-percha, du cuir, du bois, des matières fibreuses, de lubrifiants, de la benzine, du pétrole, de même que tous leurs dérivés ou sous-produits, et généralement tous les articles et objets jugés avantageux ou utiles au commerce exercé par la compagnie;

16. Construire, ériger, acquérir à un titre quelconque, exploiter et entretenir des installations à vapeur, réservoirs pour le gaz, la gazoline, le pétrole et tous autres liquides et explosifs, subordonnément à toutes les lois générales et règlements locaux à ce sujet, aux fins de produire la force motrice en rapport avec l'industrie de la compagnie;

17. Produire, manufacturer et fournir de l'électricité pour les fins de lumière, de chaleur, de force motrice, pour l'usage de la compagnie, construire, ériger, entretenir et mettre en service toutes machines pour produire de l'électricité pour les besoins de la compagnie;

18. Acquérir par achat, bail ou autrement de l'énergie électrique ou autre force de toute sorte pour des fins de lumière, de chaleur, de force motrice ou autre, et la vendre, arrenter ou autrement en disposer ainsi que de toute force et énergie produite pour la compagnie;

19. Acquérir, louer, posséder, exploiter et aliéner sous réserve de royauté ou autrement, des marques de commerce ou de fabrique, permis, brevets, dessins industriels, concessions, franchises et privilèges ainsi que toutes inventions, améliorations et procédés nouveaux, en demander et en obtenir l'enregistrement conformément aux lois existantes;

20. Acquérir, posséder, aliéner et échanger des actions, obligations, bons, débentures ou autres titres émis par toute personne, individu, société, compagnie ou corporation et exercer tous les pouvoirs découlant des dites actions, bons et débentures et, en particulier, user du droit de vote conféré par les dites actions, bons et débentures par l'entremise des officiers de la compagnie ou d'un mandataire dûment autorisé; agir comme gérants ou administrateurs de toutes compagnies

supplying of materials to contractors and individuals engaged in similar works;

12. To purchase, lease, exploit, exchange, alienate and operate, for the transportation of the property and products of the company, any vehicles, automobiles, trucks and other motor vehicles of all kinds, motor-boats, barges, ships, aeroplanes and generally any means of transportation, whether mechanical or otherwise, by land, water or air, whatever be the motive power thereof;

13. To establish, acquire, purchase, own, construct, lease, exploit, sell, exchange and alienate landings, repair shops, workshops, elevators, offices, garages, stores, show rooms, warehouses and other similar establishments to keep, warehouse, repair and in general to take care of automobiles and vehicle-motors of any kind and descriptions;

14. To manufacture, purchase, alienate, import, export, exchange and generally deal wholesale and retail in motor-vehicles of all kinds and descriptions, automobiles, trucks, taxis, motorcycles, motors, engines, machinery, equipment, and lubricating appliances, reservoirs and also any accessories, utensils, apparatus, and parts used directly or indirectly for the manufacture and use of the hereinabove objects or connected therewith;

15. To purchase, sell, import and export and generally deal wholesale and retail in oil, grease, gasolene, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous materials, lubricants, benzine, petroleum and also all the derivatives or by-products thereof and generally any articles and objects deemed advantageous or useful to the business carried on by the company;

16. To construct, erect, acquire under any title, operate and maintain steam plants, gas, gasolene, petroleum reservoirs, and reservoirs for any other liquids or explosives, subject to all general laws and local by-laws on that behalf, for the generating of motive power in connection with th company's business;

17. To produce, manufacture and supply electricity, for light, heat and motive power purposes for the use of the company; to construct, erect, maintain and operate any machinery for the production of electricity for the requirements of the company;

18. To acquire by purchase, lease or otherwise electric or other power of any kind for light, heat, and motive power purposes and to sell, lease or otherwise dispose thereof as well as any power and energy produced for the company;

19. To acquire, lease, possess, exploit, and alienate on royalty or otherwise, trade-marks or trade-names, licenses, patents, industrial designs, concessions, franchises and privileges and also any inventions, improvements and new processes, to apply for and secure registration thereof, in conformity with the existing laws;

20. To acquire, possess, alienate and exchange shares, bonds, obligations, debentures or other securities issued by any person, individual, partnership, company or corporation and to exercise all the powers attached to the said shares, bonds and debentures, and, in particular, to enjoy the voting right conferred by the said shares, bonds and debentures through the officers of the company or by a duly authorized proxy; to act as managers or administrators of any companies or

ou corporations dont les actions sont ainsi détenues par la compagnie et recevoir en retour toutes rémunérations jugées convenables;

21. Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger et aliéner toutes propriétés mobilières ou immobilières pour recouvrer des créances ou pour en faciliter et en assurer le paiement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes;

22. Fonder, organiser, aider à fonder ou à organiser des sociétés, compagnies ou corporations en rapport directement ou indirectement avec le commerce ou les affaires de la présente compagnie, et, à telles fins, prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, cautionnements, endossements, garanties ou autres titres, tous individus, sociétés ou corporations, et souscrire au capital social des dites compagnies ou corporations;

23. Faire toutes conventions et conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations, engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant; acquérir, posséder, vendre et aliéner des actions, obligations, bons, débentures et autres valeurs de toutes autres compagnies ou corporations;

24. Acquérir de toutes personnes, compagnies ou corporations par achat, bail ou par tous autres titres légaux, tous commerce ou industries ainsi que la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges, contrats et entreprises et assumer les dettes et obligations de toutes personnes, associations, compagnies ou corporations exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie; payer les biens ci-dessus en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ou de toutes compagnies;

25. Adopter pour promouvoir la compagnie, son commerce, et pour attirer la clientèle, tels moyens qui seront jugés opportuns et en particulier se servir des annonces dans les journaux, des circulaires, de l'achat et de l'exposition des travaux artistiques ou intéressants, de la publication des livres, magasines, revues, journaux et de la distribution de prix, récompenses et dons;

26. Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèce ou en nature, sous forme de dividendes ou bonus, déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens ou toutes propriétés de la compagnie, y compris ses propres actions, obligations, ou valeurs, ainsi que les actions, obligations ou valeurs de toutes compagnies ou corporations, acquises, détenues ou possédées par la compagnie;

27. Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens, meubles ou immeubles, ou par dépôts, ou par émissions d'obligations;

28. Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, obligations, débentures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

29. Emettre des actions acquittées de la com-

corporations the stock whereof being thus held by the company, and to receive in return any remuneration deemed proper;

21. To accept, possess, exploit, lease, exchange, and alienate movable and immovable property to recover credits or to facilitate and assure such recovery; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as security for existing debts;

22. To found, organize, or assist in founding or organizing firms, companies or corporations in connection, directly or indirectly, with the business and affairs of the present company, and for such purposes, to raise or assist in raising money, to aid by means of bonuses, loans, security bonds, endorsements, securities or other titles, any individuals, firms or corporations and to subscribe to the capital stock of the said companies or corporations;

23. To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and enterprises, reciprocal concession or co-operation with all persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or any industry which the present company is authorized to carry on, or into any enterprise conducive or incidental to the attainment of the purposes of the present company; to acquire, possess, sell and alienate stocks, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation;

24. To acquire from any persons, companies or corporations, by purchase, lease or by any other legal title, any business or industry as well as any movable or immovable property, the assets, goodwill, rights, privileges, contracts and undertakings and to take over the debts and liabilities of any persons, associations, companies, corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company; to pay for the same in cash or bonds or paid up shares of the company or of any companies;

25. To adopt, to promote the business of the company and draw custom, such means as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books, magazines, reviews, newspapers, and the distribution of prizes, rewards and donations;

26. To distribute among the shareholders, in specie or kind, as dividends or bonus, legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for in section 81 of the Companies' Act, any assets or properties of the company including its own shares, bonds or securities, and also any shares, bonds, or securities of any company or corporation acquired, held or owned by the company;

27. To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business or industry, at any time, and as often as the company will deem expedient, on such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, notably by hypothecs on its movable and immovable property, or by deposits or by the issue of bonds;

28. To draw, make accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, obligations, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

29. To issue paid up shares, bonds or deben-

pagnie, des bons ou des débentures de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes marchandises, biens, propriétés mobilières ou immobilières, droits réels et personnels, contrats, concessions, brevets et privilèges, bons, actions et obligations, en un mot en paiement de tous droits et biens quelconques que la compagnie pourra acquérir, acheter ou louer en aucun temps;

30. Payer tous les déboursés relatifs à la promotion de la présente compagnie et à sa formation, ainsi que pour services rendus par les promoteurs ou par toutes autres personnes, soit en deniers comptants, soit en actions acquittées ordinaires de la compagnie;

31. Louer, vendre, céder et aliéner ses franchises, et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou partie d'icelles, ses propriétés et généralement tous ses biens à toutes personnes, compagnies ou corporations, pour tels prix et considérations, et aux termes et conditions qu'elle jugera convenables, et particulièrement, pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telle compagnie;

32. La compagnie pourra exercer séparément et sans restriction chacun des pouvoirs énumérés plus haut, dont l'interprétation ne devra pas être limitative mais devra dans le doute étendre plutôt que restreindre la portée des dits pouvoirs de la compagnie;

33. Il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt soit déclaré avant la passation du dit contrat aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

34. Le nombre des actionnaires est limité à cinquante, exception faite des employés actuels ou anciens qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie et qui pourront continuer de l'être après avoir quitté son emploi;

35. Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie:

36. Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Société Anonyme de Crédit, Inc.—(Credit Corporation)", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions d'une valeur nominale de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
763-o Sous-secrétaire de la Province.

tures of the company, as whole or part payment for any merchandise, assets, movable and immovable property, real and personal rights, contracts, concessions, patents and privileges, bonds, shares and obligations, in a word, as payment for all rights and property whatsoever which the company may acquire, purchase or lease at any time;

30. To pay all disbursements in connection with the promotion of the present company and its formation, as well as for services rendered by the promoters or by any other persons, either in cash or in paid up common shares of the company;

31. To lease, sell, assign, and alienate its franchises and part or all of the rights, privileges, powers possessed by the company, as well as its undertakings or part thereof, its properties and generally all its assets, to any person, company or corporation, at such price and for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem suitable, and particularly for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of such companies;

32. The company may exercise, separately and without any restriction, each of the powers hereinabove enumerated, the interpretation whereof not being limitative, but where doubtful, shall broaden rather than restrict the extent of the said powers of the company;

33. It is ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed before the passing of the said contract, to the other Directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

34. The number of shareholders shall be limited to fifty, exclusive of the actual or former employees who may become shareholders of the company and who may continue to be shareholders of the company after the termination of their employment;

35. No appeal shall be made to the public for the subscription of its shares;

36. To do and execute any other acts and things which may be useful or seem advantageous for the exploitation of the above undertakings, under the name of "Société Anonyme de Crédit, Inc. (Credit Corporation)", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
764 Assistant Provincial Secretary.

"Syndicat d'Immeuble de Marieville, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Raoul Daigneault, restaurateur, Frédéric Viens, cultivateur, Alcibiade Provost, camionneur, Pierre Cadieux, bourgeois, Elisée Tanguay, artisan, Ernest Fréchette, boucher, et Charles Renaud, chapelier, tous de Marieville, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner, louer, construire, exploiter et généralement faire le commerce de tous immeubles situés dans les limites de la ville de Marieville et de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, aux charges et conditions qu'elle jugera convenables;

Acquérir toute valeur et créance mobilière et en disposer à son gré;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les pouvoirs suivants sont demandés pour les directeurs, quand ils le jugeront à props; *a*) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie; *b*) émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables; *c*) hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour garantir tels emprunts, obligations ou autres valeurs, sous le nom de "Syndicat d'Immeuble de Marieville, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00 divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
765–o Sous-secrétaire de la Province.

"Syndicat d'Immeuble de Marieville, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of Januaray, 1935, incorporating: Raoul Daigneault, restaurant-keeper, Fréderic Viens, farmer, Alcibiade Provost, truckman, Pierre Cadieux, gentleman, Elisée Tanguay, workman, Ernest Fréchette, butcher, and Charles Renaud, hatter, all of Marieville, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, own, sell or otherwise alienate, lease, build, exploit and deal generally in any immovables situate within the limits of the Town of Marieville and the parish of Sainte Marie de Monnoir, subject to such charges and conditions which it may deem expedient;

To acquire any security or movable claim and dispose thereof at will;

If authorized by a by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds, in value, of the stock, represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the said by-law, the following powers are applied for, that the Directors may, when they deem expedient: *a*) borrow money upon the credit of the company; *b*) issue bonds or other securities of the company and sell or pledge the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; *c*) hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable, present or future property of the company, to guarantee such loans, bonds or other securities, under the name of "Syndicat d'Immeuble de Marieville, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Marieville, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
766 Assistant Provincial Secretary.

"Belvedere Foundation, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de janvier 1935, constituant en corporation sans capital-actions: Francis-George Bush, gérant; Herbert-William Jackson, comptable, et William-Patrick Creagh, commis en loi, tous des cité et district de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

a. Exploiter exclusivement et exercer aucune ou toutes fonctions d'une organisation de bienfaisance;

b. Recevoir et maintenir un ou plusieurs fonds, et, en appliquer le revenu à des fins de bienfaisance et si les directeurs le désirent, le principal de tels biens que la corporation pourra de temps à autre posséder;

c. Percevoir et recevoir des souscriptions, dons, legs et autres contributions et bénéfices pour les fins de la corporation, et placer tous deniers de la corporation de telle manière et dans telles obligations, débentures, actions-débentures, actions ou autres valeurs ou biens mobiliers ou immobiliers qui peuvent être jugés convenables, et varier et transposer tels placements;

d. Acquérir par legs, don, présent, achat ou location, soit absolument ou en fiducie, et les

"Belvedere Foundation, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieute ant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1935, to incorporate as a corporation without share capital: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and William Patrick Creagh, law clerk, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

a. To operate exclusively as and to perform any or all of the functions of a charitable organization;

b. To receive and maintain a fund or funds and to apply to charitable purposes the income, and if the Directors so decide, the principal of such property as the corporation may from time to time possess;

c. To collect and receive subscriptions, donations, bequests and other contributions or benefits for the purposes of the corporation, and to invest any moneys of the corporation in such manner, and in such bonds, debentures, debenture stock, shares or other securities or property, moveable or immoveable, as may be deemed expedient and to vary and transpose such investments;

d. To acquire by bequest, devise, gift, purchase, or lease either absolutely or in trust and to

détenir et en avoir la jouissance pour aucune de ses fins, tous biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de toute nature que ce soit;

e) Vendre, aliéner, améliorer, gérer, développer échanger, arrenter, louer, disposer ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens et droits de la corporation;

f) Faite toutes telles autres choses qui sont incidentes aux objets susdits ou susceptibles d'avancer ou aider à l'avancement des fins de la corporation ou à la meilleure promotion de ses objets, sous le nom de "Belvedere Foundation, Inc.".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
767 Sous-secrétaire de la Province.

hold and enjoy the same for any of its purposes, any property, real or personal, moveable or immoveable of all kinds whatsœver;

e. To sell, alienate, improve, manage, develop, exchange, let, lease, dispose of or otherwise deal with all, or any part, of the property and rights of the corporation;

f. To do all such other things as may be incidental to the foregoing or calculated to further or advance the purposes of the corporation or best promote its objects, under the name of "Belvedere Foundation, Inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is five thousand dollars ($5,000.).

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
768–o Assistant Provincial Secretary.

"Harricana Basin Mining Company".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Edgar Jolin, prospecteur, de Dupuy, P.Q., Hector Authier, avocat, et Alfred Roy, agent d'assurance, tous deux de Amos, P.Q., dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digueux, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagne minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exer-

"Harricana Basin Mining Company".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty first day of January, 1935, incorporating: Edgar Jolin, prospector, of Dupuy, P.Q., Hector Authier, advocate, and Alfred Roy, insurance agent, both of Amos, P.Q., for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Built, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act,

cer en vertu de cette dite Loi, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux-ci dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, le tout conformément à la section 6 de la Loi des compagnies minières de Québec, sous le nom de "Harricana Basin Mining Company" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires, d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-unième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
769 Sous-secrétaire de la Province.

and to pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Harricana Basin Mining Company" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) common shares, of par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
770-o Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Publication Laurie".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de janvier, 1935, constituant en corporation: Marcel Marcus, Saul Hayes et Frank Melvin Godine, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1) Exercer un commerce d'imprimerie en général, de reliure et de lithogravure dans toutes ses spécialités et agir comme stéréotypeurs, graveurs, électrotypeurs, graveurs en relief, libraires, étampeurs, entrepreneurs d'annonces, et exercer un commerce de promotion et d'agence en général en rapport avec les objets susdits, et exercer les opérations d'un journal et celui de manufacturiers de pulpe et papier de pulpe et autres articles semblables;

2) Imprimer, manufacturer, publier, mettre en circulation, acheter, vendre et en aucune manière faire le commerce de journaux, livres, brochures, périodiques, revues, magazines, annonces, cartes géographiques, cartes maritimes, gravures, lithogravures, vignettes, gravures à l'eau forte, électrotypes, images, illustrations, enseignes, pancartes, nouveautés, étiquettes, plaques, boutons-enseignes, dispositifs et spécialités de toutes sortes qui pourront être utilisés dans des espaces ou privilèges d'annonces;

3) S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

4) Acquérir et posséder de toutes compagnies constituées en corporation ou autres compagnies, des actions, débentures ou autres valeurs quelconques, et les accepter en paiement de tous contrats que ladite compagnie peut faire avec telles compagnies ou firmes;

5) Acquérir tous droits d'auteur et brevets d'invention, presses et toutes autres machines nécessaires aux fins du commerce de ladite compagnie ou le droit de faire usage de tels brevets d'invention;

6) Agir comme agents généraux pour des syndicats à nouvelles, pour des publicistes et imprimeurs, et fournir des articles de journaux par télégraphe ou autrement;

7) Faire et vendre du matériel composé de papier de pulpe, et toutes autres sortes de maté-

"La Compagnie de Publication Laurie".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1935, incorporating: Marcel Marcus, Saul Hayes, and Frank Melvin Godine, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1) To carry on a general job printing business, binding and lithographing in all its branches and as stereotypers, engravers, electrotypers, embossers, stationers, dye stampers, advertising contractors and a general promotion and agency business in connection with the aforesaid objects and to carry on the business of a newspaper and that of a manufacturer of pulp and pulp papers and other kindred articles;

2) To print, manufacture, publish, circulate, buy, sell and in any wise deal in newspapers, books, pamphlets, periodicals, reviews, magazines, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs, woodcuts, etchings, electrotypes, pictures, illustrations, signs, showcards, novelties, labels, plates, badges, devices and specialties of all kinds to be used in advertising space or privileges;

3) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

4) To acquire and own from any incorporated companies or others, shares, debentures or other values whatsoever and to accept them in payments of any contracts which the said company may make with such companies or firms;

5) To acquire all authors rights and patents of invention, printing presses and others and all machines useful for the purposes of the said company's business or the right of using such patents of invention;

6) To act as general agents for new syndicates, for publishers and printers and to supply news articles by wire or otherwise;

7) To make and sell pulp paper composite material or any other sort of material necessary

riaux nécessaires aux fins susdites, et pour telles fins acquérir des biens immobiliers, terrains et limites à bois, ériger des moulins, acquérir des pouvoirs hydrauliques et les améliorer et les utiliser;

8) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels ou mixtes, y compris toute industrie ou entreprise que la compagnie croira nécessaire ou désirable d'obtenir, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens de la compagnie, y compris aucun de ces biens ou droits quelconques;

9) Acheter, prendre en échange, souscrire ou autrement acquérir et détenir, vendre, échanger, transférer, disposer, et faire valoir, et généralement faire le commerce de titres, actions, obligations, débentures ou valeurs de toutes espèces ou nature, et vendre, aliéner ou autrement disposer d'aucun des biens de la compagnie de temps à autre; et généralement faire des placements des fonds ou de deniers de la compagnie, et changer, modifier, varier, ou convertir aucun des placements de temps à autre, et placer les revenus d'iceux;

10) Distribuer en espèces ou autrement tous biens de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou de ses actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie des biens ou obligations de cette compagnie;

11) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

12) Prendre et acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

13) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

14) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

16) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions,

for the above purposes and for such purposes to acquire immoveable property, lands and timber limits, to erect mills, to acquire water powers and improve and utilize them;

8) To purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any property, moveable or immoveable, real or personal or mixed, including any undertaking or enterprise which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property, including any of its assets or rights whatsoever;

9) To purchase, take in exchange, subscribe for or otherwise acquire and to hold, sell, exchange, transfer, dispose of and turn to account and generally deal in stocks, shares, bonds, debentures or security of every kind and nature, and to sell, alienate, or otherwise dispose of any of the assets of the company from time to time; and generally to make investments of the funds or monies of the company and to change, alter, vary or realize upon any of the investments from time to time and to invest the proceeds thereof;

10) To distribute in specie or otherwise any assets of the company amongst its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or its shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

11) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

12) To take and otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

13) To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

14) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

15) To lend money to customers or others having dealings with the company, or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

16) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities

les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

18) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par toute personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

19) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

20) Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété réelle ou personnelle achetée ou autrement acquise par la compagnie;

21) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses se rattachant à sa formation ou à son organisation ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire les actions, sous le nom de "La Compagnie de Publication Laurie".

Le capital-actions sera de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, sujet à augmentation de tel capital, conformément aux dispositions de ladite Loi.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
771 Sous-secrétaire de la Province.

of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

18) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person with whom the company has business relations;

19) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

20) To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

21) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof, or which the the company may consider to be preliminary;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "La Compagnie de Publication Laurie".

The capital stock shall be twenty thousand dollars, divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
772–o Assistant Provincial Secretary.

"Laurentian Heights Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Alex. Phelps Grigg, avocat, de la cité de Montréal, dans la Province de Québec, Clayton Foster Elderkin, comptable agréé, et Mary Carol Kennedy, commis, tous deux de la cité de Westmount, dans ladite Province, ladite Mary Carol Kennedy étant fille majeure, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, fermes, terrains miniers, sites de ville, terres à pâturages, terres à bois, et immeubles et biens immobiliers de toute description, et aucun intérêt et droits en iceux, les bâtir, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, subdiviser, améliorer ou autrement les négocier et en disposer, construire des rues, et systèmes d'égout et de drainage nécessaires sur iceux, y construire pour fins résidentielles ou autrement, et fournir aux édifices ainsi érigés toutes nécessités pour l'éclairage électrique, chauffage, gaz, eau ou autres nécessités;

(*b*) Agir comme agents d'immeubles, de maisons, de location et relativement à iceux, exercer les opérations d'agents d'assurance contre le feu;

(*c*) Exercer toute autre industrie que la compa-

"Laurentian Heights Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of January, 1935, incorporating: Alex. Phelps Grigg, Advocate, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, and Clayton Foster Elderkin, Chartered Accountant, and Mary Carol Kennedy, Clerk, both of the City of Westmount, in said Province, the said Mary Carol Kennedy being a spinster of the full age of majority, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining and town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and immovable property, or any interest or right therein; to build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, subdivide, improve or otherwise deal in and dispose of the same; to construct streets and any necessary sewerage or drainage systems thereon; to build upon the same for residential purposes or otherwise and to supply any buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

(*b*) To act as real estate, house and rental agents, and incidentally thereto to carry on the business of fire insurance agents;

(*c*) To carry on any other business which may

gnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, firme ou personnes exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables aux fins de cette compagnie;

(*e*) Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage de tous profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute autre compagnie ou société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites compagnies, sociétés, firmes ou personnes;

(*f*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(*g*) Conclure des conventions avec les gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dits gouvernements ou autorites tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*h*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*i*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*j*) Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété réelle ou personnelle achetée ou autrement acquise par la compagnie ou pour tous services rendus à la compagnie;

(*k*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature et espèces ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie, y compris tous produits de la vente ou aliénation de tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

(*l*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses inhérentes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie considèrera comme préliminaires;

(*m*) Placer et négocier les deniers de la com-

seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*d*) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*e*) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person;

(*f*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(*g*) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*h*) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*i*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(*j*) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(*k*) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose;

(*l*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(*m*) To invest and deal with the moneys of the

pagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*n*) Prendre ou détenir des hypothèques pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des biens de la compagnie de toute nature quelconque, vendus par la compagnie, ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs et autres, et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques;

(*o*) Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*p*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Laurentian Heights Development Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Morin Heights, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-unième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
773 Sous-secrétaire de la Province.

"Riverside Oil, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Achille Blain, camionneur-garagiste, Lacolle, Qué., Rose Abelle Blain, Lacolle, Qué., mariée en séparation de biens et dont document est enregistré au bureau de la Division d'Enregistrement, Comté Saint-Jean, Qué., dans le Reg. B, Vol. 67, page 244 sous le No 44043 et Jean-M. Lemay, comptable, Montréal, Qué., dans les buts suivants:

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros et en détail, de gazoline, d'huiles de toutes sortes, de lubrifiants et d'antigels de toutes sortes;

Exercer le commerce et l'industrie de propriétaires de garages, stations de services, dépôts de gazoline;

Acheter, bâtir ou louer des emplacements pour en exploiter le commerce de garages, stations de service ou dépôts de gazoline;

Acheter, bâtir ou louer des emplacements pour en faire exploiter le commerce de garages, stations de service ou dépôts de gazoline par quelqu'un, ou quelque compagnie ou corporation moyennant loyer, commission ou autres conventions convenues d'avance et par contrat;

Vendre, acheter ou échanger des automobiles, camions, neufs ou usagés, et de toutes sortes;

Opérer des ateliers de réparations pour les automobiles et camions de toutes sortes;

Agir comme gérants ou agents à commission, de toute compagnie, société ou personne exploitant toute industrie semblable ou similaire;

Exploiter toute autre industrie ou entreprise qui semblera directement ou indirectement promouvoir les intérêts de la compagnie;

Acheter ou acquérir des agences, détenir des marques de commerce, permis ou franchises, monopoles, en faire l'exploitation industrielle, en faire le commerce et en disposer;

company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*n*) To take or hold hypothecs to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said hypothecs;

(*o*) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agents, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*p*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Laurentian Heights Development Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Morin Heights, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
774–o Assistant Provincial Secretary.

"Riverside Oil, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty second day of January, 1935, incorporating: Achille Blain, truckman and garage-keeper, Lacolle, Que., Rose Abelle Blain, Lacolle, Que., married under the regime of separation as to property the document whereof is registered at the office of the Registration Division, county of Saint Jean, Que., in Reg. B, Vol. 67, page 244, under No. 44043, and Jean M. Lemay, accountant, Montreal, Que., for the following purposes:

To deal, in all its lines, both wholesale and retail, in gasoline, oils of all kinds, lubricants and anti-freeze of all sorts;

To carry on the business and industry of garage keepers, service stations, gasolene stations;

To purchase, build or lease emplacements for the carrying on of the garage business, service stations and gasolene stations;

To purchase, build or lease emplacements for the carrying on of the garage business, service stations or gasolene stations by anyone, or any company or corporation for a rental, commission or other arrangements agreed to in advance and by contract;

To sell, purchase or exchange automobiles, trucks, new or old, and of all kinds;

To operate repair shops for automobiles and trucks of all kinds;

To act as managers or commission agents, for any company, firm or person carrying on any like or similar business;

To carry on any other industry or undertaking which may directly or indirectly promote the interests of the company;

To purchase or acquire agencies, to hold trade marks, licenses or franchises, monopolies, to exploit the same for industrial purposes, deal in or dispose thereof;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie du commerce et de la propriété d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession des biens convenant aux fins de cette dernière, assumer tout ou partie du passif de tel commerce ou propriété, et les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement, à être déterminé par cette dernière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquelles cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, en obligation, ou actions acquittées de la compagnie;

Conclure des arrangements au sujet de partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, avec les actionnaires de la compagnie, toute personne ou autres compagnies;

Emettre des actions, parts, obligations ou débentures entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en deniers comptants ou en actions, obligations ou débentures comme celles mentionnées ci-dessus, toute personne, firme, ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation ou son organisation ou en rapport avec la conduite de l'industrie de la compagnie;

Emprunter de l'argent sur hypothèque ou autrement tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, des mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Garantir, donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations, de toute nature quelconque, de toute corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations;

Faire toutes les autres choses qui dans l'opinion des directeurs se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et d'aucun d'iceux;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents à commission ou entrepreneurs, par entremetteurs ou autrement et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Vendre, louer, transporter la totalité ou toute partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter en considération de telle vente, location ou transport du comptant ou des actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Prélever et aider à prélever de l'argent au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle corporation ou compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée, sous le nom de "Riverside Oil, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, the whole or part of the business and of the property of any person, firm or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the latter, to take over the whole or part of the liabilities of the said business or property, and to pay for same wholly or partly with paid up shares or stock of the present company, or otherwise, as may be agreed upon by the company;

To purchase or otherwise acquire and hold any movable or immovable properties which may be necessary or advantageous for the objects for which the company is incorporated, to pay for such acquisition or holding in cash, bonds, or paid up shares of the company;

To enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, concessions, with the shareholders of the company, any person or other companies;

To issue shares, stock, bonds, debentures, fully or partly paid up, of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or with shares, bonds or debentures as hereinabove mentioned, any person, firm, or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation or organization or in connection with the conduct of the industry of the company;

To borrow money on hypothec or otherwise, to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all the aforesaid things or any of same as principals, commission agents, or contractors, intermediaries or otherwise, either alone or in conjunction with others;

To sell, lease, transfer the whole or any part of the industry or undertaking of the company, or otherwise dispose thereof, to any person, firm, company or corporation and to accept in consideration for such sale, lease or transfer, cash or shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To raise and assist in raising money by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other individual, firm, company or corporation with whom or with which the company has business relations and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or company;

To invest the available monies of the company and dispose thereof in such a manner as may be from time to time determined, under the name of "Riverside Oil, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
775–o Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
776 Assistant Provincial Secretary.

"Strachan Brothers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1935, constituant en corporation: James-F. Strachan, William-S. Strachan, industriels, de Westmount, Joseph-Norbert-Edouard Bisson, gérant, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail, de boulangers, confiseurs, et fabricants de biscuits, et fabriquer, acheter, vendre du pain, pâtisseries, biscuits, confiseries, farine, fleur, graisse et accessoires de boulangerie, et effets, articles et marchandises faits totalement ou partiellement avec les produits du blé, froment, orge et autres céréales ainsi que toutes sortes et descriptions d'aliments cuits et tous produits requis pour leur confection;

Manufacturer, acheter et vendre des marchandises de toutes sortes qui sont requises par les boulangers ou confiseurs et généralement manufacturer, acheter, vendre et autrement disposer d'effets, articles et marchandises de toute nature et description;

Exercer et exploiter, soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'un ou plusieurs corporations qui sont maintenant et qui seront à l'avenir constituées en corporation, l'industrie ou les industries qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre et faire le commerce de lait, produits laitiers, viande, charcuterie, poisson, produits du poisson, aliments, produits alimentaires, pain, biscuits, gâteaux, extraits, aliments en conserve, sauces, condiments, thé, café, bonbons, confiseries, épiceries, œufs, et tous autres articles de commerce propres à la consommation, et conduire chacune et la totalité des dites industries, comme grossistes ou détaillants;

Soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir constituées en corporation, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, outiller, agrandir, améliorer, vendre, échanger ou autrement aliéner des laiteries, beurreries, fermes, plantations, vergers, établissements industriels, fabriques, usines de mise en conserves, usines pour la fabrication de boîtes, jarres, canistres, empaquetages et autres récipients et les matières premières qui servent à la confection d'aucun des articles susdits, entrepôts, réfrigérateurs, postes de livraison, magasins, et toutes les machineries, outillages, fixtures, appareils et dépendances qui peuvent être nécessaires, utiles, appropriés ou convenables en rapport avec ce qui précède ou avec aucune des entreprises ou industries de la corporation;

Exercer le commerce de producteurs de grain de toutes sortes, et acheter et vendre du grain, de la farine et tous autres produits agricoles, directement ou à commission, tant pour livraison future que pour livraison présente, et agir comme agents ou courtiers dans l'achat et la vente de grain, farine ou autres produits et les négocier et charger une commission pour l'achat et la vente

"Strachan Brothers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1935, incorporating: James F. Strachan, William S. Strachan, manufacturers, of Westmount, Joseph Norbert Edouard Bisson, manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers, and to manufacture, buy, sell and deal in bread, pastry, biscuits, confectionery, flour, meal, shortening and bakers' supplies and goods, wares and merchandise made wholly or partly from the products of wheat, corn, barley and other cereals, as well as all kinds and descriptions of cooked foods and any products required with the same;

To manufacture, purchase and sell merchandise of all kinds which may be required by bakers or confectioners and generally to manufacture, purchase, sell, and otherwise dispose of goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions;

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporation now or hereafter to be incorporated, the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in milk, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, food products, bread, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries, eggs, and all other articles of commerce suitable for consumption, and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers;

Either directly or through ownership of shares of the capital stock of one or more corporations now or hereafter incorporated to purchase or otherwise acquire, own, hold, equip, extend, improve, sell, exchange or otherwise dispose of dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plants for the manufacture of cans, jars, boxes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, warehouses, cold storage houses, delivery stations, stores and any machinery, equipment, fixtures, appliances and appurtenances that may be necessary, useful, proper or expedient in connection with the foregoing or with any of the businesses or enterprises of the corporation;

To carry on the business of growers of grain of all kinds, and to buy and sell grain, flour and all other agricultural products, outright or on commission, as well for future delivery as for present delivery, and to act as agents and brokers in the buying and selling of grain, flour or other products and to deal in the same and to charge a commission on the purchase and sale of grain or other

des grains ou autres produits, quand elle agira comme agent ou courtier pour l'achat ou la vente des dits produits;

Exercer ou exploiter en gros ou en détail le commerce de restaurant, salles de bonbons et de rafraîchissements et comme marchands de magazines, journaux et autres publications, et acheter, vendre, importer, exporter, jobber et faire généralement le commerce de gâteaux, bonbons, friandises, fruits, légumes, magazines, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces de toutes sortes et toutes autres marchandises ordinairement vendues dans les restaurants ou par des colporteurs ou jobbers, et avoir des voitures, camions ou autres véhicules pour vendre, colporter ou peddler ces marchandises de porte en porte;

Construire, acquérir, exploiter, arrenter, louer, vendre ou autrement disposer d'élévateurs pour l'hangarage du blé, grain ou autres produits, moulins à farine, moulin à avoine, et tous autres moulins de toute nature et genre pour le moulage, traitement et autres préparations du grain et autres céréales de toutes sortes; et manufacturer, acheter et vendre de la farine et autres produits manufacturés avec le grain ou les céréales et exercer le commerce de meunerie et d'hangarage des grains;

Acquérir par achat, location ou autrement et vendre ou autrement disposer, utiliser et exploiter des bateaux à vapeur, vaisseaux et autres embarcations, wagons, véhicules-moteurs et autres et généralement exercer le commerce de transport par eau et par terre;

Faire des avances sur tous grains, effets, marchandises et biens qui peuvent être emmagasinés chez ou au soin de toute compagnie de chemin de fer, de navigation, d'hangarage ou d'entreposage, et dans des wagons, vaisseaux et embarcations en voie de transport, soit au Canada ou ailleurs, ou dans tous élévateurs, moulins ou entrepôts;

Manufacturer, produire, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de boîtes, barils, caisses, sacs, carton ou autres récipients;

Pour les fins des dits commerces ou aucun d'eux, acheter, construire, louer, ou autrement acquérir, maintenir, exploiter, vendre ou autrement disposer de boulangeries, moulins à farine, moulins à froment, moulins à avoine, moulins pour le lin, usines et autres moulins pour la fabrication de la farine, avoine, maïs et autres produits dont le grain, la farine, l'avoine ou le maïs forment une partie et toutes machineries, outillages, engins, et meubles nécessaires pour les dits moulins, boulangeries, et factories, véhicules, charbon et coke, effets, articles et marchandises, chemins, routes, lignes de tuyaux, tramways, chemins de fer, et voies d'évitement pour les fins du commerce de la compagnie, sur les terrains possédés, loués ou contrôlés par la compagnie et toutes autres propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières que la compagnie croira avantageux à aucun de ces commerces;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le négoce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, autocars, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces employées dans leur construction, ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et les accessoires et fournitures électriques, et faire généralement l'exploitation d'ateliers de machines, de réparation et de garage;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, négociants, raffineurs, emmagasineurs, expéditeurs, halliers, fournisseurs et

products, when acting as agents or brokers for the purchase or sale of the same;

To carry on and operate, wholesale or retail, a retaurant business, candy and refreshment stores, and act as dealers in magazines, newspapers and other publications, and to purchase, sell, import, export, job, and deal generally in cakes, candies, sweets, fruit, vegetables, magazines, newspapers, chewing-gum, cigars, cigarettes, tobacco, soft drinks of every kind, and any other merchandise usually sold in restaurants or by peddlers or jobbers, and to have carriages, trucks or other vehicles to sell, hawk or peddle the said merchandise from door to door;

To construct, acquire, operate, hire, lease, sell or otherwise dispose of elevators for storing wheat, grain or other products, flour mills, oat-meal mills, and all other mills of every nature and kind for the grinding, treatment or other preparation of grain or cereals of any kind, and to manufacture, buy and sell flour and other products manufactured from grain or cereals, and to carry on the business of milling and storing grain;

To acquire by purchase, lease or otherwise and sell or otherwise dispose of, use and operate steamboats, ships and other craft, waggons, motor and other vehicles, and carry on a general transportation service by water and by land;

To make advances on any grain, merchandise, goods and chattels which may be stored with or be in custody of any railway, steamship, storage or warehousing company or concern or be in any railway car, vessels or boat in course of transit, either in Canada or elsewhere, or be in any elevators, mills or warehouses;

To manufacture, produce, buy, sell and otherwise deal in boxes, barrels, packing cases, bags, cartons and other containers;

For the purposes of the said businesses or any of them to purchase, construct, lease or otherwise acquire, maintain, operate, sell or otherwise dispose of bakeries, flour mills, corn meal mills, oatmeal mills, lin seed mills, factories and other mills for the manufacture of flour, oatmeal, corn meal and other products of which grain, flour, oatmeal or corn meal shall form a part and all machinery, plant, engines and moveables necessary for the said mills, bakeries, and factories, vehicles, coal and coke, goods, wares and merchandise, roads, ways, pipe lines, tramways, railways, and railway sidings for the purposes of the company's business on lands owned, leased or controlled by the company and all other property, real and personal, moveable and immoveable, which the company may consider conducive to any of its businesses;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, repair and garage business;

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, suppliers and distri-

distributeurs de produits et sous-produits du pétrole de toute nature et description et gaz naturel;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partiel en numéraire, en obligations, actions ou autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir les patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Employer toute partie de ses fonds dans l'achat d'actions de toute autre compagnie et, durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles actions;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compa-

butors of petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sublet, sell, exchange or otherwise deal in and dispose of lands, buildings and rights therein, of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plants, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the corporation's business;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept payment therefor wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities of any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire, hold and sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other Corporation having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets or to amalgamate with any such company;

To use any part of its funds for the purchase of stock in any other company and whilst the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the voting right for such shares;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture-stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, privileges and charges to secure the payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of properties of the company, of

gnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter, en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, jobbers, comme entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour les dépenses contractées et, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou concernant l'organisation, la formation, la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

a. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris ses employés actuels et ses anciens employés actionnaires de la compagnie qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi.

b. Il sera défendu d'inviter le public à souscrire des actions ou des débentures de la compagnie, sous le nom de 'Strachan Brothers, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.-00) chacune.

any nature whatsoever, sold by the company, or any sum of money due to the company by the purchasers, and to sell or otherwise dispose of the said mortgages, hypothecs, privileges and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures, stocks and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, stock or other securities in payment, or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture-stock or other securities of any other company;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested, to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture-stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or upon the property of such persons or companies;

To establish agencies or branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents, on commission or otherwise as jobbers, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the Company any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital-stock, or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

a. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of its present employees and of its past employees, who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

b. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited, under the name of "Strachan Brothers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
777-o Sous-secrétaire de la Province.

"J. B. Renaud & Cie, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41*a*, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de janvier 1935, à la compagnie "J. B. Renaud & Cie, Incorporée", dans les buts suivants: ratifiant:

1. Un règlement intitulé No 5, contenant un arrangement intervenu entre la compagnie et ses actionnaires privilégiés, comme suit, savoir:

RÈGLEMENT NUMÉRO 5

Attendu que la Compagnie n'a payé aucun dividende sur ses actions privilégiées depuis le 1er juin 1930, et qu'il s'est ainsi accumulé des arrérages de dividendes cumulatifs pour une somme de $511,437.50 sur les actions privilégiées et que la Compagnie est incapable de payer ce montant;

Qu'il soit résolu par le présent règlement:

A) Que le dit dividende ne soit pas cumulatif;

B) Que les dividendes accumulés sur les actions privilégiées depuis le paiement du dernier dividende soient annulés et la Compagnie libérée de l'obligation de les payer; les actionnaires privilégiés conservant cependant le droit de vote qu'ils ont actuellement en vertu des lettres patentes de la Compagnie et à la suite du défaut de la Compagnie de payer le dividende privilégié depuis le premier juin 1930;

C) Que la Compagnie soumette le présent règlement aux porteurs d'actions privilégiées comme arrangement ou compromis, conformément aux dispositions de l'article 41-*a* de la Loi des Compagnies de Québec, et que le Président et le Secrétaire de cette Compagnie soient autorisés à s'adresser à un juge de la Cour Supérieure, dans le district de Québec, pour demander qu'une assemblée des actionnaires privilégiés de la Compagnie soit convoquée pour étudier et approuver le dit arrangement ou compromis et pour le faire sanctionner s'il est approuvé par le vote des trois quarts des actionnaires privilégiés représentés à la dite assemblée;

D) Que le Président et le Secrétaire de la Compagnie soient autorisés à signer toute requête et tous documents nécessaires et à faire les démarches et déboursés requis pour obtenir l'approbation de ce règlement et des lettres patentes supplémentaires.

JEAN REMILLARD,
Secrétaire.

Vraie copie certifiée.

Je soussigné, Jean Rémillard, secrétaire de J.-B. Renaud & Cie, Inc., certifie par les présentes:

1. Que ceci est une copie fidèle et exacte du règlement numéro 5 de la compagnie J.-B. Renaud & Cie, Inc.;

2. Que le dit règlement numéro 5 a été bien et dûment adopté par le bureau de Direction à une assemblée tenue le 10 décembre 1934, qu'il a ensuite été sanctionné par le vote de plus de 75% des actionnaires privilégiés présents ou représen-

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
778 Assistant Provincial Secretary.

"J. B. Renaud & Cie, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41-*a*, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1935, to the company "J. B. Renaud & Cie, Incorporée", for the following purposes: ratifying:

1. A by-law intituled No. 5, containing an arrangement entered into between the company and its preferred shareholders, as follows, to wit:

BY-LAW NUMBER 5.

Whereas the company has paid no dividend on its preferred shares since the 1st of June, 1930, and that in consequence the accumulated arrears of cumulative dividends now amount to $511,437.50 on the preferred shares and that the company is unable to pay this amount;

Be it resolved by the present by-law:—

A) That the said dividend be not cumulative;

B) That the accumulated dividends on the preferred shares since the payment of the last dividend be cancelled and the company freed from the obligation of paying the same; the preferred shareholders retaining, however, the right to vote which they actually have in virtue of the letters patent of the company and as a result of the default on the part of the company to pay the preferred dividend since the first of June, 1930;

C) That the company submits the present by-law to the holders of preferred shares as an arrangement or compromise, pursuant to the provisions of article 41-*a* of the Quebec Companies' Act, and that the President and the Secretary of the said company be authorized to apply to a Judge of the Superior Court, in the district of Quebec, to request that a meeting of preferred shareholders of the company be called to study and approve the said arrangement or compromise and to sanction same if it is approved by the vote of three quarters of the preferred shareholders represented at the said meeting;

D) That the President and the Secretary of the Company be and are hereby authorized to sign any application and all documents necessary and to take all steps and make all disbursements required to obtain the approval of such by-law and of the supplementary letters patent.

JEAN REMILLARD,
Secretary.

Certified true copy.

I, the undersigned, Jean Rémillard, secretary of J. B. Renaud & Cie, Inc., certify by these presents:—

1. That the above is a true copy of by-law number 5 of the company J. B. Renaud & Cie, Inc.;

2. That the said by-law number 5 was duly adopted by the Board of Directors at a meeting held on the 10th of December, 1934, that it was afterwards sanctioned by the vote of more than 75% of the preferred shareholders present or

tés par procuration à une assemblée des actionnaires privilégiés tenue à Québec, le 27 décembre 1934, et convoqués, conformément à une ordonnance de la Cour Supérieure en date du 12 décembre 1934, en vertu de la section 41-*a* de la Loi des Compagnies de Québec.

Et j'ai signé sous le sceau de la Compagnie.

JEAN REMILLARD,
Secrétaire.

2. Un règlement réduisant son capital de $2,000,000.00 à $1,000,000.00 en réduisant de $100.00 à $50.00 la valeur de ses actions.

RÈGLEMENT NUMÉRO 6

Il est proposé par M. Victor Chateauvert,
Secondé par M. J.-A. Royer,
Et unanimement résolu:—

Que le règlement suivant étant le règlement numéro 6 de cette Compagnie soit adopté:

Attendu que le capital-actions entièrement versé de cette compagnie s'élève à $1,550,000.00 soit $1,050,000.00 en actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune et $500,000.00 en actions ordinaires et non privilégiées de la même valeur au pair;

Attendu que des pertes subies et prévues couvrent une partie du capital-actions versé, soit $775,000.00;

Attendu qu'il est opportun que le dit capital soit réduit du dit montant de $775,000.00 afin qu'à l'avenir ce capital entièrement versé ne soit plus que de $775,000.00 divisé en 10,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50.00 et 5,000 actions non privilégiées d'une valeur au pair de $50.00;

Attendu que le capital autorisé de cette compagnie est de $2,000,000.00 dont $1,500,000.00 en actions privilégiées et $500,000.00 en actions ordinaires;

Attendu qu'il est aussi opportun de réduire le dit capital autorisé du montant de $2,000,000.00 à $1,000,000.00;

Attendu que cette réduction de capital n'entraînerait pas de remise ou de diminution de responsabilité ni de remboursement aux actionnaires;

Qu'il soit résolu par le présent règlement:—

A) Que le capital autorisé de cette compagnie soit réduit de $2,000,000.00 à $1,000,000.00 en réduisant de $100.00 à $50.00 la valeur au pair des actions, et

B) Qu'en conséquence le capital-actions entièrement versé de la Compagnie soit réduit de $1,550,000.00 à $775,000.00 afin qu'à l'avenir ce capital soit divisé en 10,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50.00 et 5,000 actions non privilégiées d'une valeur au pair de $50.00.

C) Que copie du présent règlement soit transmise au Secrétaire de la Province avec une requête au Lieutenant-Gouverneur en Conseil demandant que le présent règlement soit ratifié par des lettres patentes supplémentaires.

D) Que le Président et le Secrétaire de cette Compagnie soient autorisés à signer la dite requête et tous les documents nécessaires à cette fin, et à faire les démarches et déboursés requis.

JEAN REMILLARD,
Secrétaire.

Vraie copie certifiée.

Je soussigné, Jean Rémillard, secrétaire de la compagnie J.-B. Renaud & Cie, Inc., certifie par les présentes:

represented by proxy at a meeting of the preferred shareholders held at Quebec, on the 27th of December, 1934, and called, pursuant to an Order of the Superior Court dated December 12, 1934, under section 41-*a* of the Quebec Companies' Act.

And I have signed under the seal of the Company.

JEAN REMILLARD,
Secretary.

2. A by-law reducing its capital from $2,000,000.00 to $1,000,000.00 by reducing from $100.00 to $50.00 the value of its shares.

BY-LAW NUMBER 6.

It is proposed by Mr. Victor Chateauvert,
Seconded by Mr. J. A. Royer,
And unanimously resolved:—

That the following by-law being by-law number 6 of this Company be adopted:

Whereas the fully paid up capital stock of this company amounts to $1,550,000.00, namely $1,050,000.00 in preferred stock of a par value of $100.00 each and $500,000.00 in common shares and non-preferred shares of the same par value;

Whereas the losses sustained and anticipated cover a part of the paid up capital stock, namely $775,000.00;

Whereas it is expedient that the said capital be reduced by the said amount of $775,000.00 so that in the future the fully paid up capital shall not be more than $775,000.00 divided into 10,500 preferred shares of a par value of $50.00 and 5,000 non-preferred shares of a par value of $50.00;

Whereas the authorized capital stock of the said company is $2,000,000.00 whereof $1,500,000.00 in preferred shares and $500,000.00 in common shares;

Whereas it is also expedient to reduce the said authorized capital from the sum of $2,000,000.00 to $1,000,000.00;

Whereas the said reduction of capital shall not involve any extinction or diminution of liability nor reimbursement to the shareholders;

Be it resolved by the present by-law:—

A) That the authorized capital of the said company be reduced from $2,000,000.00 to $1,000,000.00 by reducing from $100.00 to $50.00 the par value of the shares, and

B) That consequently the fully paid up capital stock of the company be reduced from $1,550,000.00 to $775,000.00, so that in future the said capital stock be divided into 10,500 preferred shares of a par value of $50.00 and 5,000 non-preferred shares of a par value of $50.00.

C) That a copy of the present by-law be forwarded to the Provincial Secretary with a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting that the present by-law be ratified by supplementary letters patent.

D) That the President and the Secretary of the said company be authorized to sign the said petition and any documents necessary for the said purpose, and to take all steps and make all disbursements in necessary connection therewith.

JEAN REMILLARD,
Secretary.

Certified true copy.

I the undersigned, Jean Remillard, secretary of the company J. B. Renaud & Cie, Inc., certify by these presents:—

1. Que ceci est une copie fidèle et exacte du règlement No 6, de la compagnie J.-B. Renaud & Cie, Inc.

2. Que le dit règlement numéro 6 a été bien et dûment adopté par le Bureau de Direction à une assemblée tenue le 10 décembre 1934, qu'il a ensuite été sanctionné par le vote d'au delà des deux tiers des actionnaires privilégiés et d'au delà des deux tiers des actionnaires ordinaires de la Compagnie présents ou représentés par procuration à une assemblée des actionnaires tenue à Québec, le 27 décembre 1934.

JEAN REMILLARD,
Secrétaire.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
779–o Sous-secrétaire de la Province.

1. That the above is a true copy of by-law No. 6 of the company J. B. Renaud & Cie, Inc.

2. That said by-law number 6, was duly adopted by the Board of Directors at a meeting held on the 10th of December, 1934, and was afterwards sanctioned by the vote of more than two thirds of the preferred shareholders and of more than two thirds of the common shareholders of the company present or represented by proxy at a meeting of the shareholders held at Quebec, on December 27, 1934.

JEAN REMILLARD,
Secretary

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty sixth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
780 Assistant Provincial Secretary.

"Jane Arden Frocks, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Maxwell-A. Schwartz, Lewis-K. Freedman, et Harold-J. Erdrich, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, habits et vêtements de toutes sortes et description pour dames et messieurs, merceries de toute sorte pour dames et messieurs, et matériel brut utilisé en iceux et toutes machines, outils ou accessoires utilisés dans la fabrication d'iceux et tout mobilier, étiquettes et dispositifs d'annonce utilisés ou utiles pour la mise sur le marché d'aucun des articles susdits et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail;

(*b*) Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autrement) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*c*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*d*) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

(*e*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer ou aucun commerce ou transaction qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirecte-

"Jane Arden Frocks, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1935, incorporating: Maxwell A. Schwartz, Lewis K. Freedman, and Harold J. Erdrich, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, produce, buy, sell, import and export dry goods, ladies' and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind, and raw material used therein and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof and any fixture, packing label, and advertising device used or useful in the marketing of any of the above articles and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail;

(*b*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*c*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*d*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant license in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*e*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guar-

ment à la compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*f*) Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*g*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*h*) Établir et supporter ou aider à l'établissement et au support de toutes associations, institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens ou les alliés de telles personnes, et accorder des pensions et allocations et payer des assurances et souscrire ou garantir de l'argent pour toutes fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exhibition ou pour toutes fins publiques, générales ou utiles;

(*i*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

(*j*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

(*k*) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

(*l*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*m*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois desdits pays étrangers pour représenter cette compagnie, accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*o*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*p*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endos-

antee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*f*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*g*) To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*h*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees, or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee moneys for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*i*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

(*j*) To purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*k*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

(*l*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*m*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities or any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*n*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*o*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

(*p*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endor-

ment, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(*q*) Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

(*r*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, mettre en valeur ou autrement attribuer la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Jane Arden Frocks, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
781 Sous-secrétaire de la Province.

sement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*q*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(*r*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Jane Arden Frocks, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
782-o Assistant Provincial Secretary.

"Longueuil Pants Contractors, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Michael Garber, Westmount, Jacob-Harold Blumenstein, Montréal, tous deux avocats, et Irène Rubin, sténographe, fille majeure, Outremont, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer, négocier et faire le commerce de toutes sortes de pantalons, habits, chapeaux, robes, soieries, lainages, habits, casquettes, fourrure, articles de mode, vêtements, tweeds, tissus, marchandises sèches, ou tous vêtements, tricots, marchandises imperméables, cotonnades, draps et dentelles, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfum, savon, formes de chapeaux, doublures de chapeaux, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et négociants de caoutchouc, et agir comme agents manufacturiers ou agents à commission ou distributeurs de toutes sortes d'articles, effets, objets, marchandises et matériaux manufacturés;

(*b*) Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

(*c*) Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être

"Longueuil Pants Contractors, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1935, incorporating: Michael Garber, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Montreal, both advocates, and Irene Rubin, stenographer, spinster, Outremont, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, buy, sell, import, export, distribute, trade in and deal with all kinds of pants, clothing, hats, dresses, silks, woollens, suits, caps, furs, millinery, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods, or any garments, knitted goods, waterproof goods, cottons, cloth and laces, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, hat frames, hat linings, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, glovers and dealers in india-rubber, and to act as manufacturers, agents or commission agents or distributors in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

(*b*) To manufacture, purchase and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

(*c*) To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as

exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

(*d*) Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société ou firme faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Longueuil Pants Contractors, Ltd.", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

(*e*) Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

(*f*) Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

(*g*) Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

(*h*) Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

(*i*) Acquérir, acquérir par achat, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

(*j*) Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

(*k*) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne, sous le nom de "Longueuil Pants Contractors, Ltd"., avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
783 Sous-secrétaire de la Province.

"Marina Lingerie Co.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Joseph-Arthur Gendron, Alexander-Wesley Morrison, Mitchell Steine, tous comptables, de Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer toutes ou aucune des opérations de marchands et manufacturiers de sous-vêtements, habits et vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants, agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton et dentelle, merciers et fabricants et marchands généraux d'articles en caoutchouc et imperméables, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la

to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

(*d*) To acquire, take, over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Longueuil Pants Contractors, Ltd.", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

(*e*) To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

(*f*) To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

(*g*) To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

(*h*) To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(*i*) To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

(*j*) To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

(*k*) To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Longueuil Pants Contractors, Ltd.", with a capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
784—o Assistant Provincial Secretary.

"Marina Lingerie Co.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1935, incorporating: Joseph Arthur Gendron, Alexander Wesley Morrison, Mitchell Steine, all accountants, of Montreal, P. Q., for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dealers and manufacturers of men's, women's and children's underwear, clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton and lace merchants, haberdashers and general outfitters and dealers in India rubber and waterproof goods, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right

compagnie, avec le droit de les manufacturer, importer et les exporter; exercer le commerce d'un magasin à rayons et comme commerçants en gros et en détail et acheteurs et manufacturiers de toutes classes de marchandises tenues par des magasins à rayons, et toutes sortes et classes de marchandises y incidentes ou entrant dans la production de telles marchandises, et agir comme agents pour des marchands ou manufacturiers de tels effets, articles et marchandises;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, exploiter et maintenir des usines, boutiques, magasins, dépôts, boutiques, remises d'engins et autres établissements nécessaires à son commerce et tous autres biens mobiliers et immobiliers, nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre et en disposer;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, biens meubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont accordés par les présentes et pour services rendus;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis ou concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou transaction qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

to manufacture, import and export the same; to carry on the business of a departmental store, and as wholesale and retail dealers in and purchasers and manufacturers of all classes of goods handled by departmental stores, and all kinds and classes of goods incidental thereto or entering into production of such goods, and to act as agents for dealers or manufacturers of such goods, wares, and merchandise;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate and maintain factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures necessary for its business and all other property, moveable and immoveable, necessary or useful for carrying on any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privilege, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers being herein granted and for services rendered;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire telles autres choses qui sont incidentes ou avantageuses aux objets de la compagnie;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercice, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or any other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, à l'exception des employés actuels et anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Marina Lingerie Co.".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.-00) chacune, et sera fixé au montant de vingt mille dollars ($20,000.00), monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
785 Sous-secrétaire de la Province.

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public for subscription to shares, under the name of "Marina Lingerie Co.".

The capital stock of the company, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each, to be fixed at the sum of twenty thousand dollars ($20,000.00), current money of Canada.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
786 o Assistant Provincial Secretary.

"The Edgewater Beach Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Peter Joseph Usher, Henry Lehrer Echenberg, avocats, et Juliette Tessier, commis, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, bail ou autrement détenir, meubler, ériger, établir, maintenir et gérer une maison de club pour fins de divertissement, danse et récréation, et pour l'éducation de ses membres, et pour la promotion de relations sociales et amicales entre eux et encourager tous les sports et amusements en plein air et tous les exercices physiques, et fournir aux membres du club et à leurs amis le logement, nourriture et rafraîchissement et généralement leur procurer tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations ordinaires d'un club;

(*b*) Obtenir, détenir et exploiter pour le club, une ou plusieurs licences pour la vente de la bière, vin et autres breuvages alcooliques, conformément à la Loi des Liqueurs Alcooliques de la Province de Québec et dont la vente est présentement ou pourra dans l'avenir être permise par les lois de cette Province;

(*c*) Acquérir, échanger, détenir, louer et avoir la jouissance de tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires ou convenables à la réalisation de ses fins et nantir, hypothéquer, louer, vendre, aliéner et disposer des dits biens et acquérir à leur place d'autres biens, si on le désire;

(*d*) Acquérir toute personne en outre des actionnaires de la compagnie comme membres du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie croira convenable de conférer, et aux conditions qu'elle croira convenable d'imposer;

(*e*) Adopter, décréter des règlements, règles et règlementations qui ne sont pas incompatibles avec les lois de la Province de Québec pour l'administration et la gestion générale du commerce et des affaires de la compagnie et de ses membres, pourvu, cependant, que la compagnie puisse de temps à autre amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tous tels règlements conformément à la loi;

(*f*) Pourvoir un revenu au moyen d'honoraires d'admission, redevances annuelles, et autres souscriptions ou cotisations pour commodités

"The Edgewater Beach Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of December, 1934, incorporating: Peter Joseph Usher, Henry Lehrer Echenberg, Advocates, and Juliette Tessier, Clerk, Spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, lease or otherwise hold, furnish, erect, establish, maintain and manage a club house for the purposes of amusement, dancing and recreation, and for the education of its members, and for the promotion of social intercourse and good fellowship among them and to encourage all open air sports and amusements and physical exercises, and to furnish the club members and their friends with lodgings, food and refreshments and generally to provide them with all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

(*b*) To obtain, hold and exploit one or more licenses for the club for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, pursuant to the Province of Quebec Alcoholic Liquor Act and the sale of which is now or may in the future be permitted by the laws of this Province;

(*c*) To acquire, exchange, hold, lease and have the enjoyment of any moveable and immoveable property necessary or suitable for the attainment of its purposes and to pledge, hypothecate, lease, sell, alienate and dispose of the said property and acquire other property in lieu thereof, if so desired;

(*d*) To accept any person besides the shareholders of the company as club members endowed with all the privileges that the company may think fit to confer, and upon such conditions as it thinks fit to impose;

(*e*) To adopt, enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of the Province of Quebec for the administration and general management of the business and affairs of the company and its members, provided, however, that the company may from time to time amend, modify, repeal and alter in whole or in part any such by-laws according to law;

(*f*) To provide a revenue by means of admission fees, annual dues, and other subscriptions or assessments for commodities, and supplies

et choses fournies et pour l'usage des biens du club avec pouvoir d'établir différentes classes de membres, et déterminer leurs privilèges;

(*g*) Emettre et répartir des actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, réels, personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes ou pour tous droits et concessions achetés ou acquis par elle, ou pour tous services rendus;

(*h*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables et faire généralement toutes choses utiles ou avantageuses à la réalisation des fins susdites;

(*i*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation;

(*j*) Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie des biens de toute personne ou corporation que la compagnie croira nécessaires à ses fins, sous le nom de "The Edgewater Beach Club, Inc.", avec un capital total de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Pointe-Claire, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,

787 Sous-secrétaire de la Province.

"The Glove Knitters, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Sabatai Matthews, manufacturier, Harry Bernstein, comptable, Montréal, et Debora Matthews, des cité et district de Montréal, teneur de livres, fille majeure et usant de ses droits dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie générale de la fabrication et du trafic des marchandises, qui consiste à carder, filer, doubler, tisser, ourdir, bobiner, tordre, tricoter, préparer, lessiver, blanchir, teindre, adapter, mélanger, finir, convertir, cultiver, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de soie, étoffes mélangées de soie à tissus simples ou de fantaisie, coton, lin, chanvre, jute, laine, poils et autres substances fibreuses, laine filée, fil, manteaux, articles, produits de l'industrie textile et autres tissus qui peuvent être tissés, tricotés, entrelacés, ou feutrés ou façonnés de toute autre manière, ainsi que de tous leurs ingrédients et parties constituantes et tous les sous-produits dérivés de leur culture, production, acquisition, fabrication ou utilisation, tous articles, produits et composés constitués en tout ou en partie de ces matières, ou de tous leurs ingrédients ou parties constituantes, y compris des habits et vêtements de toutes sortes et de toutes autres substances, matériaux et choses nécessaires, utiles, convenables en rapport avec ce qui précède ou qui s'y rattache;

2. Exercer le commerce de manufacturiers d'habits, sous-vêtements, gants, lingerie et vêtements de toutes sortes, tricoteurs, teinturiers, drapiers, bonnetiers, fabricants de drap, marchands de coton, drap, soie et dentelle, fabri-

and for the use of the property of the club with power to establish different classes of members, and to determine their privileges;

(*g*) To issue and allot fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed or for any rights and concessions purchased or acquired by it, or for any services rendered;

(*h*) To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments and to do generally everything that may be useful or advantageous for the attainment of the above purposes;

(*i*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

(*j*) To acquire or undertake the whole or any part of the property of any person or corporation which the company may think necessary for its purposes, under the name of "The Edgewater Beach Club, Inc.", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the Town of Pointe Claire, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,

788-o Assistant Provincial Secretary.

"The Glove Knitters, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of January, 1935, incorporating: Sabatai Matthews, manufacturer, Harry Bernstein, accountant, Montreal, and Debora Matthews, of the city and district of Montreal, spinster, bookkeeper, of the full age of majority, and in the full exercise of her rights, for the following purposes:

1. To carry on a general manufacturing and merchandising business of carding, spinning, doubling, weaving, warping, winding, quilling, throwing, knitting, preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, compounding, finishing, converting, growing, manufacturing, buying, selling, importing, exporting, jobbing, and otherwise dealing in silk, and silk mixed goods in plain and fancy weaves and constructions, cotton, flax, hemp, jute, wool, hair and other fibrous substances, yarns, threads, cloths, goods, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted, or otherwise all ingredients and component parts thereof, all by-products arising in or from the growth, production, acquisition, manufacture, or use thereof, all manufactured articles, products and compounds composed in whole or in part thereof, or of such ingredients or component parts thereof, including clothing and garments of all kinds whatsoever, and all other substances, materials and things necessary, useful, convenient or incidental in connection with the foregoing;

2. To carry on the business of manufacturers of clothing, underwear, gloves, lingerie, and wearing apparel of all kinds, knitters, dyers, drapers, hosiers, clothiers, cotton cloth, silk, and lace merchants, makers and general outfitters, and dealers

cants et merciers et négociants généraux de tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme manufacturiers, agents ou agents à commission pour toutes sortes d'effets, articles, objets, marchandises et matériels manufacturés;

3. Acquérir par achat, bail ou autrement et exploiter sur base de droit régalien ou autrement toutes formules, brevets, marques de commerce, droits d'auteurs ou dessins industriels et les faire inscrire et enregistrer pour aucune des fins susdites;

4. Nommer, assigner ou octroyer des agences, concessions ou autre contrat pour l'exposition, distribution et la vente de produits manufacturés, matériels bruts ou aucun des produits du dit commerce;

5. Acheter, louer, prendre à bail ou autrement acquérir des terrains, habitations, entrepôts, magasins, usines, machinerie ou autres propriétés, ériger et construire tous édifices, usines, machinerie ou choses nécessaires ou utiles pour les fins du commerce de la compagnie;

6. Acheter et acquérir tout autre commerce ou industrie d'une nature semblable au commerce ou industries, qui seront exercés par la compagnie ou tout intérêt en iceux, et les payer en argent ou en actions ou débentures de la compagnie, ou partiellement dans un desdits modes ou partiellement dans aucun autre ou autres;

7. Acheter, acquérir, détenir et posséder des actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou faisant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, et acquérir, détenir, ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

8. Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

9. Maintenir et exploiter des bureaux pour la vente et autres facilités de distribution, maintenir et exploiter des magasins, comptoirs, et magasins à rayons, édifices, entrepôts, bureaux de ventes et autres facilités de distribution;

10. Investir ou réinvestir de temps à autre le capital et autres deniers de la compagnie de telle manière et dans telles proportions et valeurs qui seront de temps à autre déterminés, et varier et changer tels placements, et en particulier, mais sans limiter la généralité des termes susdits, placer et réinvestir tel capital ou autres deniers dans des actions ou titres (soit privilégiés, ordinaires ou déférés et soit entièrement acquittés ou non) bons, obligations, débentures, actions-débentures, certificats et valeurs de toutes sortes émis ou garantis par aucune compagnie, corporation ou entreprise de toute nature quelconque et en n'importe quel endroit qu'elle a été constituée en corporation, organisée ou qu'elle exerce son commerce, ou dans les bons, obligations, débentures, actions, certificats et valeurs de toutes sortes, émis ou garantis par aucun souverain, gouvernant, gouvernement, commissionnaires, corps public ou autorité, suprême, municipal, local ou autrement, soit au pays ou à l'étranger;

11. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables;

12. S'unir ou coopérer, soit généralement ou pour toute époque ou période limitée, déterminin any other articles, commodities, merchandise or things necessary for purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers, agents or commission agents in all kinds of manufactured goods, articles, wares, merchandise and materials;

3. To acquire by purchase, lease or otherwise or to exploit on a royalty basis or otherwise any formulae, patents, trade marks, copyrights or industrial designs and to have same recorded and registered for any of the purposes aforementioned;

4. To name, appoint or grant agencies, concessions or otherwise contract for the exhibition, distribution and sale of the manufactured products, raw materials or any of the products of the said business;

5. To purchase, lease, hire, or otherwise acquire any lands, tenements, warehouses, storehouses, plant, machinery or other property, and to erect and construct any buildings, plant, machinery or things necessary, or convenient for the carrying out of the purposes of the company;

6. To purchase and acquire any other business or businesses of the like character to the business or businesses, to be transacted by the company or any interest therein and to pay for same in cash or in shares or debentures of the company, or partly in one of such modes and partly in other or others;

7. To purchase, acquire, hold or own shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual, carrying on or engaged in any business which this company is in power to carry on, or engage in, and to acquire, hold, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

8. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

9. To maintain and operate sales offices and other distributing facilities, to maintain and operate stores, counters and departments in stores, buildings, warehouses, sales offices and other distributing facilities;

10. To invest and re-invest from time to time the capital and other monies of the company in such manner and in such proportions and securities as may from time to time be determined, and to carry and change such investments, and in particular,but without limiting the generality of the foregoing, to invest and reinvest such capital or other monies in shares and stock (whether preference, ordinary or deferred and whether fully paid or not) bonds, obligations, debentures, debenture stock, scrip, and securities of any kind issued or guaranteed by any company, corporation or undertaking of whatsoever nature and wheresoever incorporated, organized or carrying on business or in the bonds, obligations, debentures, stocks, scrip and securities of any kind issued or guaranteed by any sovereign, ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad;

11. To have, to accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

12. To amalgamate or co-operate, either generally or for any limited extent or period, deter-

nable, continue ou autrement avec toute corporation, compagnie ou personnes ou dans la suite à être établie, ou exploitant des objets similaires ou analogues à ceux de la compagnie ou à aucun d'eux relativement à l'exercice des opérations de la compagnie ou aucune partie d'icelles, et pour telle fin faire et conclure tous contrats, conventions ou arrangements de société ou pour le partage des profits ou uniformité d'intérêt ou autrement;

13. Acheter ou autrement acquérir et assumer tout ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute autre compagnie ou corporation ou individu ou société exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

14. Emprunter ou prélever de l'argent par l'émission d'obligations, débentures, lettres de change, billets à ordre ou autres obligations ou valeurs de la compagnie ou par hypothèques ou charges, sur tous ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou de telle autre manière que la compagnie croira convenable;

15. Faire des prêts et hypothéquer des biens de la corporation en garantie du prêt qui a été fait; garantir, souscrire ou continuellement acquérir ou détenir, soit comme mandants ou agents, et absolument comme propriétaires ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder et autrement disposer ou négocier aucune des obligations, débentures, titres, actions ou autres valeurs, et garantir avec les biens de la compagnie, l'émission de toutes telles obligations ou débentures en son propre nom.

16. Payer tous biens mobiliers ou immobiliers, droits, permis, privilèges, clientèle, ou franchises en actions entièrement acquittées de la compagnie;

17. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, débentures, ou autres valeurs dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

18. Faire tous ou aucun des objets autorisés par les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents pour d'autres, sous le nom de "The Glove Knitters, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
789 Sous-secrétaire de la Province.

minable, continuous or otherwise, with any corporation, company or persons or hereafter to be established for, or engaged in, objects similar or analogous to those of the company, or to any of them relating to the carrying on the business of the company or any part thereof and for such purpose to make and enter into any contracts, agreements, or arrangements for partnership or for sharing profits or uniformity of interest, or otherwise;

13. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the business, property and liability of any other company or corporation or individual or partnership carrying on any business which the company is authorized to carry on;

14. To borrow or raise money, by the issue of, or upon bonds, debentures, bills of exchange, promissory notes, or other obligations or securities of the company, or by mortgage, or by charge of all or any part of the property of the company, or in such other manner as the company shall think fit;

15. To make loans and to hypothecate the property of the corporation in security for the loan made; to underwrite, subscribe for, or continually acquire or hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of any or deal in bonds, debentures, stocks, shares or other securities and to guarantee by the assets of the company the issue of any such bonds or debentures in its own name;

16. To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchise in fully paid up shares of the company;

17. To distribute amongst the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or other securities in any other company belonging to the company of which the company may have power to dispose, by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company, or in the manner provided in article 81 of the Quebec Company's Act;

18. To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents for others, under the name of "The Glove Knitters, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
790-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Deluxe Frocks, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de janvier 1935, changeant le nom de la compagnie "Paramount Manufacturing Company, Inc.", en celui de "Deluxe Frocks, Inc.".

Supplementary Letters Patent

"Deluxe Frocks, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1935, changing the name of the company "Paramount Manufacturing Company, Inc.", to that of "Deluxe Frocks, Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

L'avis re: "Deluxe Frois Inc.", publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 2 février 1935, à la page 767, est nul. 791–o

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

The notice re: "Deluxe Frois, Inc.". published in the *Quebec Official Gazette* of February 2, 1935, on page 767, is null. 792

Avis divers

"DELUXE FROCKS INC.".

Extrait d'une Résolution passée par les actionnaires de la Compagnie décrétant le règlement No 24, à savoir:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à quatre.

Daté ce 14ième jour de janvier 1935.

Le secrétaire,
H. CHARNESS.

L'avis re: "Deluxe Frois Inc.", publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 2 février 1935, à la page 776, est nul. 793–o

La compagnie "Cripple Creek Mining & Milling Co., Limited" (No Personal Liability), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province, est à 276 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. John Augustus Mann, 132 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,
795–o Sous-secrétaire de la Province.

"DIAMOND TAXICAB ASSOCIATION, LIMITED".

Extrait du Règlement "A".

Que le nombre des directeurs de la 'Diamond Taxicab Association, Limited" soit et il est réduit de sept (7) à six (6).

Montréal, le 21ième jour de janvier 1935.

Le secrétaire,
799 PAUL MERIOT.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance No 44.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 1er février 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville;

Miscellaneous Notices

"DELUXE FROCKS INC.".

Extract of a resolution passed by the shareholders of the Company enacting By-law No. 24, as follows:

That the Directors of the Company be and are hereby increased from three to four Directors.

Dated the 14th day of January, 1935.

H. CHARNESS,
Secretary.

The notice re· "Deluxe Frois Inc.", published in the *Quebec Official Gazette* of February 2, 1935, on page 776, is null. 794

The "Cripple Creek Mining & Milling Co., Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 276 Saint James Street West, Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. John Augustus Mann, 132 Saint James Street West, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,
796 Assistant Provincial Secretary.

"DIAMOND TAXICAB ASSOCIATION, LIMITED".

Extract from By-law "A"

That the number of Directors of Diamond Taxicab Association, Limited be and it is reduced from seven (7) to six (6).

Montreal, 21st day of January, 1935.

PAUL MERIOT,
800–o Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Order No. 44.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, February 1st., 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafreniere, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

2. La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville et la ville d'Arthabaska.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Sauf les dispositions de l'article 3 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 février 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,
M. H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie, Laitière.

Québec, le 1er février 1935. 875-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville and the town of Arthabaska.

3. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. Save the provisions of article 3 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order shall come into force on February 1st., 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIERE.

Certified,
M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, February, 1st., 1935. 876-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 45

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi 1er février 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Thetford;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Thetford.

2. La région de Thetford comprend la cité de Thetford Mines et la municipalité de Thetford-Sud.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 février 1935.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 45

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, February 1, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at ten o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Thetford;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Thetford.

2. The region of Thetford includes the city of Thetford Mines and the municipality of Thetford-South.

3. No person shall, within the limits of said region of Thetford, offer, sell or deliver at his homes or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order shall come into force on February 1st., 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 1er février 1935. 877–o

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, February, 1st., 1935. 878–o

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Travailleurs de Meubles", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté-en-conseil en date du 17e jour de janvier 1935.

Le siège principal de la société est à Victoriaville.

ALEX. DESMEULES,
803–o Sous-secretaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Travailleurs de Meubles" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by Order-in-Council dated the 17th day of January, 1935.

The principal place of business of the association is at Victoriaville.

ALEX. DESMEULES,
804 Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pan-Canadian Gold Mines, Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 31ème jour de juillet 1934, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau à Chambre 601, 132 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 29ème jour de janvier 1935.

Le secrétaire,
801 J.-AUSTIN MURPHY.

Chief Offices

Notice is hereby given that the "Pan-Canadian Gold Mines, Limited", incorporated by Letters Patent on the 31st day of July, 1934, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 601, 132 Saint James Street-West, Montreal.

From and after the date of this notice such office shall be considered by the Company as being the Heand Office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of January, 1935.

J. AUSTIN MURPHY,
802–o Secretary.

W. MCNALLY & COMPANY, INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "W. McNally & Company, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 15 janvier 1935, a établi son bureau-chef au No 90, rue McGill, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Montréal, le 31 janvier 1935.

Le secrétaire-trésorier,
869 S. DUBOIS.

W. MCNALLY & COMPANY, INC.

Notice is hereby given that W. McNally & Company, Inc., incorporated by Letters Patent issued under the Quebec Companies' Act dated January 15th., 1935, has established its head office at No. 90 McGill Street in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Montreal, 31st January, 1935.

S. DUBOIS,
870–o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Atlas Crayon and Pencil Company, Limited", constituée en corporation en vertu des lois de la Province de Québec, par lettres patentes en date du 10 janvier 1935, a établi son bureau-chef à 283, Avenue Atlantic, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce sixième jour de février 1935.

Le secrétaire,
871 IRVING JAFFE.

Notice is hereby given that Atlas Crayon and Pencil Company, Limited, a company incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated January 10, 1935, has established its head office at 283 Atlantic Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this sixth day of February 1935.

IRVING JAFFE,
872–o Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature, à la présente session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs suivants: Pour emprunter la somme de $558,800.00 pour faire la consolidation de l'excédent courant entre ses revenus pour ses dépenses. Pour emprunter un certain montant chaque année pour la confection des trottoirs permanents. Pour être autorisée à emprunter à moins de trente ans, lorsqu'elle est autorisée à emprunter pour cette période. Pour amender sa charte concernant la préparation et l'homologation du rôle d'évaluation, du rôle de perception, et du rôle d'évaluation supplémentaire. Pour amender sa charte concernant les rapports annuels du trésorier au ministre des affaires municipales. Pour amender sa charte concernant la confection des listes des électeurs municipaux. Pour faire la consolidation d'une partie de la dette flottante actuelle de la cité au montant de $3,699,000.00. Pour amender les dispositions de sa charte passées l'an dernier par lesquelles elle était autorisée à faire la consolidation d'une partie de sa dette flottante. Pour amender les dispositions de sa charte concernant la construction et le remplacement des tuyaux d'aqueduc et de drainage. Pour donner plus de garantie pour le paiement de la taxe d'affaires dans les locaux occupés pour fins de commerce. Pour imposer des taxes sur tout vendeur exerçant un commerce temporairement sur un terrain privé vacant. Pour imposer une amende égale à la licence pour la deuxième offense contre un règlement qui exige un permis. Pour autoriser le trésorier à émettre des demi-licences pour les charretiers faisant le charroyage de la neige. Pour permettre au comité administratif de vendre à l'encan sans formalité de justice après avis donné, les biens et meubles et autres effets non réclamés provenant de vols ou autrement. Pour accorder une certaine diminution de taxe lorsque un immeuble est détruit par un incendie ou démoli au cours de l'année fiscale. Pour obliger tout employeur à donner au trésorier de la Cité en sa qualité d'administrateur du chômage une liste de ses employés. Pour amender la loi concernant les licences pour les personnes agissant comme guides. Pour amender la loi concernant la taxe personnelle des personnes faisant affaires dans la cité, et ayant leur entrepôt en dehors de la cité. Pour amender la loi concernant l'exemption de certaines taxes municipales accordée aux immeubles affectés au tramway électrique de Québec. Pour imposer une taxe aux compagnies d'autobus ayant leur terminus dans la cité. Pour imposer une taxe sur les radios. Pour déterminer le nombre de taxis qui peuvent occuper un poste de cocher et pour n'accorder des licences qu'aux propriétaires de taxis résidant dans la cité. Pour prélever une taxe de 1% sur le salaire de tout employé ne résidant pas dans la cité. Pour imposer une taxe de $5.00 dollars sur toute voiture à traction humaine servant à la livraison d'effets de commerce. Pour prélever une licence de $11.00 dollars sur tout propriétaire d'automobiles ou de camions transportant des effets de commerce d'un endroit à l'autre dans la cité. Pour être autorisée à emprunter cent cinquante mille dollars pour la construction d'un incinérateur. Pour imposer une licence sur les personnes venant chercher des lavages dans la cité, et imposer une licence sur les ouvriers non résidants. Pour transférer un montant de $98,000.00 dumontant emprunté pour le réservoir pour payer les travaux actuellement

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature, at its present Session, for leave to amend its charter and to obtain the following powers: To borrow the sum of $558,800.00 for the consolidation of the current deficit between its revenues and its expenses. To borrow a certain amount each year for the laying of permanent sidewalks. To be authorized to borrow for a shorter period than thirty years, when authorized to borrow for such a period. To amend its charter respecting the preparation and homologation of the valuation roll, collection roll and supplementary valuation roll. To amend its charter respecting the annual Treasurer's reports to the Minister of Municipal Affairs. To amend its charter respecting the compiling of the municipal voters' list. For the consolidation of a part of the actual floating debt of the city to the amount of $3,699,000.00. To amend the provisions of its charter passed last year whereby it was authorized to consolidate a part of its floating debt. To amend the provisions of its charter respecting the construction and replacing of waterworks and drainage pipes. To secure greater guarantee for the payment of the business tax in premises occupied for the purposes of business. To impose taxes on any vendor carrying on a temporary business on a private vacant lot of land. To impose a penalty equal to the license for the second offense against a by-law which exacts a license. To authorize the treasurer to issue half-licenses for carters engaged in snow removal. To permit the administrative Committee to sell at auction without any formality of justice, after notice given, the assets and movables and other unclaimed effects the result of robberies or otherwise. To grant a certain decrease of tax when an immovable is destroyed by fire or demolished in the course of the fiscal year. To oblige every employer to submit to the City Treasurer in his quality of Relief administrator, a list of his employees. To amend the Act respecting licenses for persons acting as guides. To amend the Act respecting the personal tax on persons carrying on business in the city, and having warehouses beyond the city. To amend the Act respecting the exemption from certain Municipal taxes granted on immovables used by the Quebec Power Co. for its tramways. To impose a tax on autobus companies having their terminals in the city. To impose a tax on radios. To determine the number of taxis who can occupy a taxi stand and to grant licenses only to Taxi-proprietors residing in the city. To raise a tax of 1% on the salary of every employee not residing in the city. To impose a tax of $5.00 on every man-drawn commercial delivery vehicle. To levy a license of $11.00 on every automobile owner, or truck owner carrying merchandise from one place to another in the city. To be authorized to borrow one hundred and fifty thousand dollars for the building of an incinerator. To impose a license on persons coming to get washing in the city, and to impose a license on non-residant workmen. To transfer an amount of $98,000.00 from the amount borrowed for the reservoir to pay for the work now being carried on to lay a waterworks pipe under the bed of the Saint Charles river, and various other claims. To transfer from the amount borrowed for the widening of 10th Avenue, an amount of $75,000.00 for paving and also $8,200.00 to pay certain other expenditures. To transfer from the amount for

en cours pour poser un tuyau de l'aqueduc sous le lit de la rivière St-Charles, et diverses autres réclamations. Pour transférer du montant emprunté pour l'élargissement de la 10ième Avenue, une somme de $75,000.00 dollars pour pavage et aussi $8,200.00 dollars pour payer certaines autres dépenses. Pour transférer du montant de l'éclusage du lac Saint-Charles une somme de $8,000.00 dollars pour la construction d'une étuve pour le département d'hygiène. Pour fixer certains honoraires dans les causes en expropriation. Pour demander le droit de municipaliser l'électricité et autres fins.

Québec, 2 février 1934.

Les procureurs de la cité de Québec,

805—6-4-o CHAPLEAU & THERIAULT.

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, durant la présente session (1935), pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 7 Edouard VII, chapitre 66 et aux différents status qui l'amendent, ainsi qu'à la loi des Cités et Villes, sur les matières suivantes: pour permettre au maire de recevoir une indemnité annuelle de $1,000.00 et à chacun des échevins, une indemnité annuelle de $500.00; pour empêcher la destitution des principaux officiers de la cité autrement que par le vote affirmatif des deux tiers des membres du conseil; pour exempter de taxes municipales et scolaires le lot numéro quatorze (14) du rang onze (11) dans le Canton d'Ascot, étant l'aqueduc de Sherbrooke, ainsi que la conduite principale d'aqueduc située dans le Canton d'Ascot, et pour autres fins.

Sherbrooke, 5 février 1935.

Les procureurs de la requérante,

841—6-4-o PANNETON & BOISVERT.

Avis est par les présentes donné que MM. Eddie Martin, agent, J.-G. Guillemette, garagiste, J.-B. Béliveau, marchand, John-R. Richer, rentier, Dame J.-A. Bergeron, rentière, Edmond Lacroix, forgeron, Henri Bellefeuille, plombier, Fortunat Ledoux, sellier, Willie Dick, forgeron, Dr. Henri Lacroix, médecin, Joseph Boudreault, menuisier, Albert Rivard, menuisier, Nestor Rivard, journalier, Ovila Aubry, journalier, Alfred Foucault, menuisier, Oréus St-Onge, contre-maître, Arthur Singaster, menuisier, Pierre Larouche, épicier, Henri Longval, charretier, Ernest Dubé, journalier, Albert Marin, journalier, Joseph Lord, charretier, Joseph Raymond, électricien, Eugène St-Germain, journalier, Dame Vve Jos. Vézina, Stanislas Ruel, rentier, Robert Ryan, agent, Fandy Mailhot, marchand, Alphonse Marcouiller, mécanicien, Albert Boisvert, barbier, Edgar Jean, marchand, Donat Levesque, concierge, G.-P. Halley, mécanicien, Joseph Larouche, hôtelier, Ludger Madore, marchand, Paul Dumoulin, comptable, Alfred Bouchard, entrepreneur, L.-Jos. Lambert, mécanicien-dentiste, Edmond Désilets, agent, Jos. Courey, marchand, tous contribuables propriétaires de la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité des Trois-Rivières (Statut 5 George V, chapitre 90 et les divers statuts qui le modifient) pour les fins suivantes: la lecture au Conseil de certains documents par le Greffier; un emprunt en attendant la perception de certains arrérages de taxes à être répartis sur quinze ans; un emprunt pour payer la balance due pour chômage; fixer l'évaluation pour immeubles amélio-

the damming of Lake Saint Charles a sum of $8,000.00 for the construction of a disinfecting room for the department of hygiene. To fix certain fees for expropriation cases. To demand the right to municipalize electricity and for other purposes.

Quebec, February 2, 1935.

CHAPLEAU & THERIAULT,

806—6-4 Attorneys for the city of Quebec.

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session (1935), for certain amendments to its charter, Statute 7 Edward VII, chapter 66, and to the different statutes amending the same, and also to the Cities and Town's Act, respecting the following matters: to allow the mayor to receive a yearly indemnity of $1,000.00, and each of the aldermen, a yearly indemnity of $500.00; to prevent the dismissal of the principal city officers otherwise than by the affirmative vote of two thirds of the members of the Council; to exempt from municipal and school taxes the lot number fourteen (14) of range eleven (11) of the township of Ascot, being the Sherbrooke Waterworks, and also the water main situate in the Township of Ascot, and for other purposes.

Sherbrooke, February 5, 1935.

PANNETON & BOISVERT,

842—6-4 Attorneys for the Applicant.

Notice is hereby given that Messrs Eddie Martin, agent, J. G. Guillemette, garagist, J. B. Béliveau, merchant, John R. Richer, gentleman, Mrs. J. A. Bergeron, Edmond Lacroix, blacksmith, Henri Bellefeuille, plumber, Fortunat Ledoux, saddle-maker, Willie Dick, blacksmith, Dr. Henri Lacroix, doctor, Joseph Boudreault, carpenter, Albert Rivard, carpenter, Nestor Rivard, laborer, Ovila Aubry, laborer, Alfred Foucault, carpenter, Oréus St. Onge, foreman, Arthur Singaster, carpenter, Pierre Larouche, grocer, Henri Longval, carter, Ernest Dubé, laborer, Albert, Martin, laborer, Joseph Lord, carter, Joseph Raynond, electrician, Eugène St. Germain, laborer, Mrs. Vve Jos. Vézina, Stanislas Ruel, gentleman, Robert Ryan, agent, Fandy Mailhot, merchant, Alphonse Marcouiller, mechanist, Albert Boisvert, barber, Edgar Jean, merchant, Donat Levesque, janitor, G. P. Halley, mechanist, Joseph Larouche, hotel-keeper, Ludger Madore, merchant, Paul Dumoulin, accountant, Alfred Bouchard, contractor, L. Jos. Lambert, dental-mechanist, Edmond Désilets, agent, Jos. Courey, merchant, all tax paying proprietors of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a special Act amending the charter of the city of Three-Rivers (5 George V, chapter 90 and its following amendments) for the following purposes: reading of certain documents to the Council by the Clerk; a loan pending the collection of certain arrears of taxes to be spread over fifteen years; a loan to pay the balance due for unemployment relief; fixing the valuation of certain improved immoveables; concerning the mode of collection of taxes; to change the date

rés; concernant le mode de la perception des taxes; changer la date et le mode des élections municipales; changer le système de l'administration municipale; concernant rémunération du maire et des échevins et abroger l'article 11 de la Loi 23 George V, chapitre 126; modifier le système actuel du contrôle des finances et des achats et abroger l'article 7 de la Loi 23 George V, chapitre 126; concernant la vérification des comptes et livres de la cité; concernant un fonds de pension pour officiers et employés de la cité; concernant la remise de certaines taxes aux propriétaires hébergeant des chômeurs; ratifier les ententes intervenues entre la cité et certaines compagnies industrielles concernant les taxes et certains autres pouvoirs nécessités par les besoins actuels de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 15 janvier 1935.

Le procureur des requérants,
437—3-4-o OSCAR MORIN.

Avis est par les présentes donné que le "Royal Trust Company", corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, au numéro 105 ouest de la rue Saint-Jacques, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes:

1. Que l'acte de vente intervenu entre le "Royal Trust Company" et John J. C. Ward et Charles I. Root, devant E. W. H. Phillips, en date du 17ième jour de février 1919, et enregistré sous le numéro 373553, en autant qu'il pourvoit à transporter la propriété et le fonds de cette certaine partie de terrain plus particulièrement décrite au paragraphe E du dit acte de vente, soit ratifié, confirmé et déclaré légal et valide en ce qui concerne le droit de propriété des vendeurs;

2. Que le "Royal Trust Company" soit par le présent acte déclaré propriétaire d'"une certaine partie de terrain de quinze pieds de largeur, ne portant aucun numéro de cadastre; bornée au nord-est par la dite rue Charlevoix, au sud-ouest par la dite rue Lévis, au nord-ouest par les lots de cadastre ayant front sur la dite rue Sainte Cunégonde et portant les numéros 2321 à 2332 et toutes les subdivisions d'iceux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et au sud-est par les dits lots de cadastre ayant front sur la dite rue Tracy et portant les numéros 2320 à 2309 et toutes les subdivisions d'iceux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal."

Montréal, 10 janvier 1935.

Les procureurs du requérant,
BEAUREGARD, PHILLIMORE &
451—3-4-o ST-GERMAIN.

Canada, Province de Québec.

Avis est, par les présentes, donné que Montreal Industrial Land Company Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente Session pour l'adoption d'une loi décrétant que le coût et l'entretien du pavage de certaines rues dans cette partie de la cité de Montréal faisant autrefois partie de la Ville de Longue-Pointe seront à la charge exclusive de la cité de Montréal.

Montréal, ce 16 janvier 1935.

Les procureurs de la Requérante,
VALLEE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
485—3-4-o

---

and the mode of municipal elections; to change the system of the municipal administration; concerning the remuneration of the mayor and aldermen and to rescind Article 11 of the Act 23 George V, chapter 126; to change the present system of the control of finances and purchases and rescind Article 7 of the Act 23 George V, chapter 126; concerning the audit of the accounts and books of the city; concerning a pension fund for officers and employees of the city; concerning the remittance of certain taxes to proprietors lodging unemployed; to ratify the agreements arrived at between the city and certain industrial companies concerning the taxes; and certain other powers necessary for the proper administration of the city of Three-Rivers.

Three-Rivers, January 15th., 1935.

OSCAR MORIN,
438—3-4-o Attorney for the applicants

Notice is hereby given that the Royal Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated and having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, at No. 105 Saint James Street West, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. That the deed of sale entered into by the Royal Trust Company, with John J. C. Ward and Charles I. Root, before E. W. H. Phillips, on the 17th day of February, 1919, and registered under No. 373553, inasmuch as it purports to transfer the ownership and property of that certain strip of land more particularly described in paragraph E of said deed of sale, is ratified, confirmed and declared to be legal and valid as regards the right of ownership of the vendors;

2. That the Royal Trust Company, is by the present Act declared owner of "a certain strip of land fifteen feet wide, bearing no cadastral number; bounded at the Northeast end by said Charlevoix Street, at the Southwest end by said Levis Street, on the Northwest side by cadastral lots fronting on said Sainte Cunegonde Street and bearing Nos. 2321 to 2332 and all subdivisions thereof on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, and on the Southeast side by said cadastral lots fronting on said Tracy Street and bearing Nos. 2320 to 2309 and all subdivisions thereof, on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal."

Montreal, January 10th, 1935.

BEAUREGARD, PHILLIMORE &
ST-GERMAIN,
452—3-4-o Attorneys for petitioner.

Canada, Province of Quebec.

Notice is hereby given that Montreal Industrial Land Company Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act decreeing that the cost and the maintenance of the paving of certain streets in that part of the city of Montreal formerly known as the town of Longue-Pointe, shall be at the exclusive charge of the city of Montreal.

Montreal, this 16th January, 1935.

VALLEE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
486—3-4-o Applicant's Attorneys.

Canada, Province de Québec.

Avis est par les présentes donné que Le Sun Trust, Limitée, Dame Marie-Rosalie Berthelot, épouse de Léon Bourgeois, et sa fille Léonie Bourgeois, s'adresseront à la Législature au cours de la présente Session, pour être autorisés à disposer de certains biens meubles dépendant des substitutions les concernant, créées par feu Amable Prévost et Dame Marie-Rosalie-Victoire Bernard, son épouse, et disposer de tels immeubles qu'il pourrait devenir nécessaire de vendre pour le produit des dites ventes être employé à payer les dettes des dites substitutions et les frais occasionnés par telles ventes, tout surplus devant être placé suivant les dispositions de l'article 981-o du Code civil.

Montréal, ce 16 janvier, 1935.

Les avocats des requérants,
VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
487—3-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, en y insérant certaines dispositions, ratifiant deux actes intervenus entre la Ville et la Cité de Montréal par rapport à l'approvisionnement d'eau de la Ville par la Cité, soit un contrat passé devant Jean Baudouin, notaire, le 5 avril, 1934, sous le No 13338 de ses minutes, et un acte de modification passé devant le même notaire, le 10 septembre, 1934, sous le No 13397 de ses minutes, avec certains amendements, et accordant à la dite Ville le pouvoir de taxer certains immeubles industriels en certains cas; amendant la section 15 de sa charte; donnant à la dite Ville le droit de garantir les obligations de certaines compagnies industrielles jusqu'à concurrence de la somme de cinq cent mille dollars; ratifiant certains règlements de la Ville, et les amendements y apportés; imposant des taxes d'affaires et des taxes personnelles ou licences aux résidants et non-résidants, et à certaines occupations et métiers; donnant à la Ville certains pouvoirs relatifs à l'aide aux chômeurs et au recouvrement des sommes déboursées à cette fin; amendant, pour la Ville, les articles 133 et 488 de la Loi des Cités et Villes; obligeant tout employeur à fournir à la Ville, à certaines époques, une liste de ses employés; autorisant la Ville à faire concorder l'exercice financier pour lequel les taxes scolaires sont imposées et perçues avec celui relatif aux taxes municipales et à adopter les mesures nécessaires à cette fin.

Montréal, 7 décembre, 1934.

Les procureurs de la requérante,
VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER.
567—4-4-o

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Geo. Christie Canada, Limited", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer, ratifier, et valider une résolution adoptée par le Conseil de la Cité des Toirs-Rivières, le 13 novembre 1933, et acceptée par la Compagnie "Geo. Christie Canada, Limited", fixant pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1933, l'évaluation des propriétés de la dite Compagnie en la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 23 janvier 1935.

Les procureurs de la requérante,
615—4-4-o LAJOIE & LAJOIE.

Canada, Province of Quebec.

Notice is hereby given that The Sun Trust, Limited, Dame Marie Rosalie Berthelot, wife of Leon Bourgeois, and her daughter Leonie Bourgeois will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the present Session to be authorized to dispose of certain moveable property belonging to the substitutions in which they are interested, created by the late Amable Prevost and Marie Rosalie Victoire Bernard, his wife, and to dispose of such immoveables, the sale of which may become necessary, the proceeds from such sales to be used to pay the debts of the said substitutions and the costs entailed by such sales, any surplus to be invested in accordance with the provisions of article 981-o of the Civil Code.

Montreal, this 16th. January, 1935.

VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
Applicants' Attorneys.
488—3-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Montreal East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, by inserting therein provisions ratifying two deeds entered into between the Town and the City of Montreal with respect to the supply of water by the latter to the Town, namely: a contract passed before Jean Baudouin, Notary, the 5th of April, 1934, under No. 13338 of his Minutes and a deed of modification passed before the same Notary on the 10th of September, 1934, under No. 13397 of his Minutes, with certain amendments, and granting the said Town the right to tax certain industrial properties, in certain cases; amending Section 15 of its charter; granting the said Town the right to guarantee the bonds of certain industrial companies to an amount not exceeding five hundred thousand dollars; ratifying certain by-laws of the Town and their amendments; giving the Town the right to impose certain business taxes and other personal taxes and licenses on residents and non-residents and on certain occupations and trades; giving to the said Town certain powers with respect to the relief of unemployed, and the refund of sums expended for that purpose; amending, for the Town, articles 133 and 488 of the Cities and Towns Act; obliging every employer to furnish to the Town, on certain dates, a list of its employees; giving the Town the right to cause the fiscal year for which school taxes are imposed and levied, to concur with the fiscal year relative to municipal taxes and to adopt any measure necessary in that regard.

Montreal, December 7th., 1934.

VALLÉE, VIEN, BEAUDRY & FORTIER,
Attorneys for petitioner.
568—4-4-o

Notice is hereby given on behalf of "Geo Christie Canada, Limited", that said company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask the adoption of an Act to confirm, ratify and validate a resolution adopted by the Council of the City of Trois-Rivières, on the 13th of November, 1933, and accepted by "Geo Christie Canada, Limited", fixing for a period of five years extending from the 1st of January, 1933, the valuation of the properties of the Company in the City of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, January 23rd, 1935.

LAJOIE & LAJOIE,
616—4-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de la province de Québec, L'Hôpital St-Joseph des Convalescentes, dûment constitué en corporation, ayant son siège social à Montréal, demandera l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: (*a*) pour amender sa charte (19 George V, chapitre 113), de manière à ce que la valeur des propriétés immobilières que la corporation a droit d'acquérir et de posséder, soit portée à $500,000.00 (*b*) pour conférer à la corporation le droit de céder tout son actif, par donation ou autrement, à Les Oblates Franciscaines de St-Joseph.

Daté à Montréal, ce 31ème jour de janvier, 1935.

L'Hôpital St. Joseph des Convalescentes.
La présidente,
MADAME HORTENSE QUESNEL.
La secrétaire,
MADEMOISELLE DOLORES TURCOTTE.

733—5-4-o

Avis public est par les présentes donné que les soussignées religieuses domiciliées à Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, et conférant à la dite corporation, en outre des droits et privilèges ordinaires, le pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles, d'emprunter, d'hypothéquer, d'émettre des obligations, etc. et en particulier d'acquérir l'actif de L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes.

Montréal, 31 janvier 1935.

Marie-Anne Lavallée,
Hélène Lasthier,
Maria Guy,
Laetitia Dutil,
Lumina Laberge.

735—5-4-o

Avis est par les presentes donné que Hugues de Martigny, gérant, de la cité de Westmount, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Michel et Huguette de Martigny, et Paul Drolet-Massue, employé civil, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Pierre Drolet-Massue, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi pour, entre autres fins, les suivantes: pour autoriser les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la succession de feu Ovila-Stanislas Perreault, en son vivant, industriel, de la cité de Montréal, à payer aux petits-enfants du dit Ovila-Stanislas Perreault les revenus nets de la dite succession et pour pourvoir à la nomination de l'un des tuteurs des dits petits-enfants comme l'un des exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la dite succession.

Montréal, le 6 février 1935.

Les procureurs des requérants,
847—6-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, L'Hôpital St. Joseph des Convalescentes, duly constituted in corporation, having its head office at Montreal, will ask for the adoption of an Act, for the following purposes: (*a*) to amend its Charter (19 George V, Chapter 113) so as to bring to $500,000.00 the value of the immoveable properties that the corporation has the right to acquire and possess (*b*) to confer to the corporation the right to transfer all its assets, by donation or otherwise, to Les Oblates Franciscaines de St-Joseph.

Montreal, January 31st., 1935.

L'Hôpital St. Joseph des Convalescentes.
MRS. HORTENSE QUESNEL,
President.
MISS DOLORES TURCOTTE,
Secretary.

734—5-4-o

Public notice is hereby given that the undersigned nuns domiciled at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the adoption of an Act incorporating them as a body politic under the name of Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, and granting to the said corporation, in addition to the usual rights and privileges, the power to acquire and possess immoveables, to borrow, hypothecate, issue debentures, etc., and in particular to acquire the asset of L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes.

Montreal, January 31st., 1935.

Marie Anne Lavallée,
Helene Lasthier,
Maria Guy,
Laetitia Dutil,
Lumina Laberge.

736—5-4-o

Notice is hereby given that Hugues de Martigny, manager, of the City of Westmount, in his quality of tutor to his minor children, Michel and Huguette de Martigny, and Paul Drolet-Massue, civil servant, of the City of Quebec, in his quality of tutor to his minor child, Pierre Drolet-Massue, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for, among others, the following purposes: to authorize the testamentary executors and trustees of the Estate of the late Ovila Stanislas Perreault, in his lifetime manufacturer, of the City of Montreal, to pay to the grand-children of the said Ovila Stanislas Perreault the net revenues of the said Estate and to provide for the appointment of one of the tutors to the said grand-children as one of the testamentary executors and trustees of the said Estate.

Montreal, February 6th, 1935.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
848—6-4-o Attorneys for Petitioners.

ERRATA

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 19 et 26 janvier 1935, aux pages 367 et 650, au nom de Dame Comtois, de la municipalité du canton de Clyde, version française seulement, veuillez lire: "Partie du lot 23*b*" au lieu de "25*b*".

839*a*

ERRATA

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE

In the notice of sale for taxes of this municipality published in the *Quebec Official Gazette* of January 19th. and 26th., 1935, on pages 367 and 650, at the name of Dame Comtois, of the municipality of the township of Clyde, French version only, please read "Part of lot 23*b*" instead of "25*b*".

840*a*

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'YAMASKA.

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 19 et 26 janvier 1935, aux pages 327 et 558, au nom de Camille Salvas, de la municipalité du village de Saint-Michel, veuillez lire: "Partie du lot No 21" au lieu "du lot No 41".

839

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF YAMASKA

In the notice of sale for taxes of this municipality published in the *Quebec Official Gazette* of January 19th. and 26th., 1935, on pages 327 and 558, at the name of Camille Salvas, of the municipality of village of Saint Michel, please read: "Part of lot No. 21" instead of "Lot No. 41"

840

Minutes de notaire

Québec, le 29 janvier 1935.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. J.-Oscar Larose, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Camille Paquette, en son vivant pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal.

ALEX. DESMEULES,
705—5-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, January 29th, 1935.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Oscar Larose, notary, residing and practising at Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Camille Paquet, notary, in his lifetime practising at Montreal, juridical district of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
706—5-5- Assistant Provincial Secretary.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Roberval, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Normandin" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Normandin, comté de Roberval.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole,l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 4ème jour de février 1935. 797-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Roberval, under the name of "Société Coopérative Agricole de Normandin", and that its principal place of business will be in the Municipality of Normandin, county of Roberval.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purphase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 4th day of February, 1935. 798

Département de l'Instruction publique

No 864-34.

Québec, le 31 janvier 1935.

Demande est faite d'ériger le territoire ci-dessous décrit en municipalité scolaire distincte sous le nom de la municipalité scolaire de "Baie-de-Trinité-Est", comté de Saguenay:

Les lots Nos 11 à 31 inclusivement; 34 à 55 inclusivement de l'endroit appelé Village de Trinité-Est, canton de Monts, comté de Saguenay.

843—6-2-o

Department of Public Instruction

No. 864-34.

Quebec, January 31, 1935.

Application is made to erect the hereinbelow described territory into a separate School Municipality, under the name of School Municipality of "Baie-de-Trinité-Est", county of Saguenay:

Lots Nos. 11 to 31 inclusively; 34 to 55 inclusively of the place called Village of Trinité-Est, township De Monts, county of Saguenay.

844—6-2

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BONAVENTURE

Avis public est, par les présentes donné par G.-M. Kempffer, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, JEUDI, le SEPTIEME (7ème) jour de MARS 1935, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues sur iceux, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente, à savoir:

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BONAVENTURE

Public notice is hereby given by G.-M. Kempffer, Secretary-Treasurer, that the lands hereinafter mentioned will be sold by Public Auction, at the Town Hall, New-Carlisle, in the county of Bonaventure, on THURSDAY, the SEVENTH (7th.) day of MARCH, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of Municipal and School taxes due thereon, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit:

Municipalité de Saint-Charles de Caplin. Canton de Hamilton.

Municipality of Saint Charles de Caplin. Township of Hamilton.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastre No.	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Jos. Ls. Bourdages, ou succ.-or Est	769	3	$20.66	$24.73	$45.39
Jean Ls. Bujold, ou succ.-or Est	766	3	21.55	29.96	51.51
Veuve-Widow Lin Bujold ou succ.-or Est	767	3	5.07	8.26	13.33

Municipalité de Saint-Charles de Caplan. Canton de New Richmond.

Municipality of Saint Charles de Caplan. Township of New Richmond.

Raymond, Nap. Bujold	496	3	$21.17	$16.48	$42.65

Donné à New-Carlisle, ce deuxième jour de février mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier, comté de Bonaventure,
G.-M. KEMPFFER.

811—6-2

Given at New Carlisle, this second day of February, nineteen hundred and thirty five.

G. M. KEMPFFER,
Secretary-Treasurer,
County of Bonaventure.

812—6-2

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est par les présentes donné par James-W. Gall, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, en la ville de Lachute, dans le dit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, JEUDI, le SEPTIEME jour de MARS mil neuf cent trente-cinq (1935), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées entre mes mains avec les frais avant le jour de la vente.

La Municipalité du Canton de Montcalm.

Dame C.-W. Spencer et Delle L.-B. Spencer sont propriétaires conjointes de toutes les propriétés ci-dessous décrites:

Lot No 3, rang 6, 47 acres, moins les parties d'icelui appartenant à P.-J. Beaujie, C.-H.-J. Moore, E.-G.-D. Murray, succession de Dame E.-E. Pope, succession de J. Smart et H.-H. Grimsdale.

Taxes scolaires..... $ 5.40

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by James W. Gall, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by Public auction in the Court Rome of the Court House, in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the county council are held, on THURSDAY, the SEVENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty five (1935), at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due to the Municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parts of lots hereinafter described, unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

The Municipality of the Township of Montcalm.

Mrs. C. W. Spencer and Miss L. B. Spencer are joint proprietors of all the properties described below.

Lot No. 3, range 6, 47 acres, less parts thereof belonging to P. J. Beaujie, C. H. J. Moore, E. G. D. Murray, Estate of Mrs. E. E. Pope, Estate of J. Smart and H. H. Grimsdale.

School taxes..... $ 5.40

Lot No. 4, rang 6, 65 acres, moins les parties d'icelui appartenant à C.-H.-J. Moore, E.-G.-D. Murray, F. Smart, T.-A. Starkey, Dame R. Yearsley et Samuel Galbraith.

Taxes scolaires..... $13.80

Lachute, Qué., le 5 février 1935.

CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ D'ARGENTEUIL.
Le secrétaire-trésorier,
J.-W. GALL.

845—6-2

Lot No. 4, range 6, 65 acres, less parts thereof belonging to C. H. J. Moore, E. G. D. Murray, F. Smart, T. A. Starkey, Mrs. R. Yearsley and Samuel Galbraith.

School taxes..... $13.80

Lachute, Que., February 5th, 1935.

MUNICIPAL COUNCIL OF THE CO. OF ARGENTEUIL.
J. W. GALL,
Secretary-Treasurer.

846—6-2-o

Vente d'effets non réclamés

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, mercredi, le 27 mars 1935, chez Fraser Frères, encanteurs, 901 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés en la possession de la Compagnie, l'espace de douze mois.

"LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE"
Par: W.-E. ALLISON,
Manager, Mail & Baggage Traffic.

Montréal, 1er février 1935. 807—6-6-o

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on Wednesday, March 27th, 1935, in the auction rooms of Messrs. Fraser Brothers, 901, Saint James Street West, Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

"CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY"
Per: W. E. ALLISON,
Manager, Mail & Baggage Traffic.

Montreal, 1st February, 1935. 808—6-6-o

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 998. Rolland Lorquet, *es-qualité*, demandeur; vs Les Héritiers de feu Louis Lorquet, défendeurs; et Rémi Lorquet *et al.*, tiers-saisis; et Arthur Archambault, opposant.

Sur l'ordonnance de l'Honorable Juge Edouard Fabre Surveyer donnée le 21 janvier 1935;

Vu l'opposition afin de conserver faite dans cette cause alléguant l'insolvabilité des défendeurs, les Héritiers de feu Louis Lorquet, laitier, demeurant en son vivant en la partie Ouest du canton de Farnham, dans le district de Bedford, et y décédé il y a moins de six mois, les créanciers des dits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont appelés à les produire dans cette cause au Bureau du Protonotaire de ce district, au Palais de Justice, à Sweetsburg, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions des Articles 673-674 du Code de Procédure Civile.

Sweetsburg, ce 26 janvier 1935.

T. BIRON.

L'avocat de l'opposant,
ANATOLE GAUDET, C. R., P.C.S.

667—5-2-o

Rule of Court

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 998. Rolland Lorquet, *es-qualité*, plaintiff; vs The Heirs of the late Louis Lorquet, defendants; and Remi Lorquet *et al.*, Garnishees; and Arthur Archambault, opposant.

By order of the Honourable Mr. Justice Edouard Fabre Surveyer given on the 21st day of January, 1935;

Seeing the opposition for payment in this cause alleging the insolvency of the defendants, the Heirs of the late Louis Lorquet, in his lifetime milk dealer, of the West Part of the Township of Farnham, in the district of Bedford, the creditors of the said defendants who have not yet fyled their claims are now requested so to do at the office of the Prothonotary of this district, at the Court House at Sweetsburg, withing fifteen days from the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette* as provided by Articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Sweetsburg, this 26th January, 1935.

T. BIRON.

ANATOLE GAUDET, K.C., P.S.C.
Attorney for the Opponent.

668—5-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 26 janvier 1935.

M. Frédéric Hébert, de Noranda, notaire: juge de paix conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, January 26, 1935.

Mr. Frédéric Hébert, of Noranda, notary: to be Justice of the Peace pursuant to the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act

(S. R. Q., 1925, chapitre 145), avec juridiction sur les districts d'Abitibi et de Pontiac seulement, et telle juridiction étant restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpœnas et de mandats de dépôts ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.

Québec, le 27 janvier 1935.

MM. Rodolphe Pouliot et L.-J.-Séverin Deschamps, tous deux de la cité de Québec et respectivement secrétaire et membre du Comité Conjoint chargé de la mise à exécution de l'arrêté ministériel relatif à l'extension d'une convention collective du travail concernant l'industrie de la boulangerie dans le district de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec 1925.

879—o

(R. S. Q., 1925, chapter 145), with jurisdiction over the districts of Abitibi and Pontiac only, and such jurisdiction to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpœnas and warrants of custody as well as the receiving of sureties, and to the adjournment of cases, either alone when the law permits, either jointly with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Quebec, January 27, 1935.

Messrs Rodolphe Pouliot and L. J. Sévérin Deschamps, both of the city of Quebec and respectively secretary and member of the Joint Committee charged with the putting into force of the Order in Council respecting the Extension of a Collective Labour Agreement concerning the Bakery business in the district of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

880

Demande à la Législature

Avis est donné que lors de l'étude de la loi amendant la charte de la cité de Lachine, il sera fait demande à la Législature pour modifier les qualifications des échevins du Conseil de la cité, de façon à ce que pour la moitié des sièges au Conseil les échevins devront être élus par les électeurs propriétaires et qu'il soit formé un Comité Exécutif de ce Conseil composé de ces échevins ainsi élus et pour autres fins.

Lachine, le 30 janvier 1935.

La Ligue des Propriétaires de Lachine,
695—5-4-o Par RAOUL DESLAURIERS.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that when the Bill of the city of Lachine will come up for study before the Legislature, application shall be made to amend the qualifications of the aldermen of the Council of the city in order that half of the aldermen be elected by the proprietors of immoveable properties and that an Executive Committee of this Council be formed of the aldermen so elected and for other purposes.

Lachine, January 30th., 1935.

The Proprietors League of Lachine,
696—5-4-o Per RAOUL DESLAURIERS.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "en faillite". Dans l'affaire de la Succession de Delpho Remy, des cité et district de Montréal, en la province de Québec, débiteur.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1935, à DIX heures ET TRENTE de l'avant-midi, sera vendu par enchère publique, conformément à la Loi des Faillites, article 45 et sections, qui lui donnent l'effet du décret, au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en les cité et district de Montréal, province de Québec, l'immeuble suivant, à savoir:

1. Un certain emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue De Villiers, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro de subdivision cent dix-sept (117) du lot officiel numéro trois mille neuf cent trente (3930-117)—avec les édifices sus-érigés, y compris une maison portant les numéros civiques 1979, 1981 de la dite rue De Villiers, avec le droit de passage en commun dans la rue en arrière de la dite propriété immobilière.

Les dits immeubles seront vendus en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, district de Montréal, division des Faillites, le 21ème jour de janvier 1935, et portant le numéro 78 des régistres de la dite Cour.

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy". In the matter of the Estate of Delpho Remy, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, debtor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWELFTH day of MARCH, 1935, at the hour of HAL PAST TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by Public Auction, in conformity with the Bankruptcy Act, article 45 and sections which give it the effect of a Sheriff's Sale, at the Office of the Sheriff, in the Court House, in the city and district of Montreal, in the province of Quebec, the following immoveable, to wit:

1. A certain emplacement situated at Montreal fronting on De Villiers Street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under the subdivision number one hundred and seventeen (117) of official lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-117)—with the buildings thereon erected, including a house bearing civic numbers 1979, 1981 on the said De Villiers Street, with the right of passage in common in the street in the back of the said immoveable property.

The said immoveables shall be sold in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, district of Montreal, Bankruptcy Division, on the 21st day of January, 1935, and bearing the number 78 on the records of the said Court.

Conditions de vente: Un dépôt de $500.00 (cinq cent dollars) sera payé au moment de l'adjudication de la vente et la balance lors de la passation de l'acte. Les autres conditions seront annoncées à la date de la vente.

Daté à Montréal, ce 30ème jour de janvier 1935.

Le syndic,
N. GROBSTEIN.

Bureau: 157 rue Craig-O.,
Montréal, Québec.
Lancaster 7600-7601. 809—6-2

LA LOI DE FAILLITE.

Dans l'affaire de la Faillite de: Dame Maria Proteau-Perrault, cédante-autorisée.

Avis est, par les présentes donné, que le CINQUIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-cinq, à MIDI, seront vendus, séparément, à l'enchère publique, au bureau du Shérif, Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants, savoir:

a) Une lisière de terrain de forme quadrangulaire à être détachée des trois quarts (¾) nord-ouest des lots dix-neuf et vingt (19 et 20) dans le cinquième rang du canton de Joliette du cadastre de Sainte-Emélie-de-l'Energie, et mesurant deux cents pieds de largeur par environ quatre cents pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front vers l'Est, par un petit Lac appelé Lac Brunel, à la profondeur, vers l'ouest par le résidu des dits lots 19 et 20, étant la propriété de Alphonse Demers, suivant réserve faite par ce dernier dans un acte de vente qu'il a consentie à Dame Proteau-Perrault, le 23 mai 1930 et qui a été enregistrée au bureau d'Enregistrement de Joliette sous le No 56878; d'un côté vers le nord par le résidu des dits lots 19 et 20, de l'autre côté vers le sud par une clôture—avec toutes les bâtisses y érigées et notamment un chalet;

b) Une lisière de terrain à être détachée des trois quarts (¾) nord-ouest des lots dix-neuf et vingt (19 et 20) dans le cinquième rang du canton de Joliette du cadastre de Sainte-Emélie-de-l'Energie et mesurant quatre cents pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, bornée en front vers l'ouest par la Rivière Noire, d'un côté vers le nord par une clôture qui est la même que celle constituant la borne sud de l'Immeuble ci-dessus à l'item (*a*) désigné: à la profondeur vers l'est, de même que du côté sud par le résidu des dits lots 19 et 20—avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles et notamment avec les servitudes de passage pour communiquer à pied ou en voiture avec le chemin public.

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la Loi de Faillite, Paragraphes 2-3-4-5-6-7-8 des Statuts Revisés, Canada 1927, Chapitre 11 et amendements, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

Bureau: 511 Place d'Armes,
Montréal. 669—5-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 17. Dans l'affaire de Thomas Lindsay Muir, de Montréal, P. Q.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Conditions of sale: A deposit of $500.00 (five hundred dollars), shall be paid at the time of the adjudication of the sale and the balance on the passing of deeds. Other conditions shall be announced on the date of the sale.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1935.

N. GROBSTEIN,
Trustee.

Office: 157 Craig St.-W.,
Montreal, Quebec.
Lancaster 7600-7601. 810—6-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

In the matter of the Estate of: Dame Maria Proteau-Perrault, Authorized Assignor.

Notice is hereby given, that on the FIFTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at NOON, there will be sold, separately, at public auction, at the Sheriff's Office, in the Court House, Montreal, the following immovables, to wit:

a) A strip of land of quadrangular figure, to be detached from the Northwestern three quarters (¾) of lots nineteen and twenty (19 and 20) in the fifth range of the Township of Joliette of the cadastre of Sainte Emelie de l'Energie, and measuring two hundred feet in width by about four hundred feet in depth, English measure, more or less, bounded in front, on the East, by a small lake called Lac Brunel, at the depth, on the West by the residue of said lots 19 and 20, being the property of Alphonse Demers, according to a reserve made by the latter in a deed of sale between him and Dame Proteau-Perrault on the 23rd. of May, 1930, and which was registered at the Registry office of Joliette under No. 56878; on one side towards the North by the residue of said lots 19 and 20, on the other side towards the South by a fence—with all the buildings thereon erected and particularly a bungalow;

b) A strip of land to be detached from the Northwestern three quarters (¾) of lots nineteen and twenty (19 and 20) in the fifth range of the township of Joliette of the cadastre of Sainte Emelie de l'Energie, and measuring four hundred feet in width by two hundred feet in depth, bounded in front on the West by the "Rivière Noire", on one side towards the North by a fence the same as that forming the South boundary of the immovable hereinabove described in item (*a*); at the depth towards the East as well as on the South side by the residue of said lots 19 and 20—with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables and particularly with the servitudes of right of way to communicate on foot and with vehicle with the public road.

The said sale to be made pursuant to Article 45 of the Bankruptcy Act, Paragraphs 2-3-4-5-6-7-8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11 and amendments thereto, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and other information, apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office: 511 Place d'Armes,
Montreal. 670—5-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 17. In the matter of Thomas Lindsay Muir, of Montreal, P. Q.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, en la cité de Westmount, connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-deux (252-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné comme suit: en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par une ruelle connue sous No 252-7, du côté nord-est par le lot No 252-11 et du côté sud-ouest par le lot No 252-9 des dits plan et livre de renvoi officiels, à déduire cependant du dit lot la partie qui a été expropriée et prise pour l'élargissement de la rue Sainte-Catherine—avec une maison en pierre et brique dessus construite portant les numéros civiques 4471 et 4471A ouest de la dite rue Sainte-Catherine, dont les murs latéraux sont mitoyens, et l'usage en commun de la ruelle connue sous le numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-deux (252-7) et le numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-trois (253-4) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 25 janvier 1935, portant le No 17 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis donnés suivant le Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles en cette Province, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, VENDREDI, le QUINZIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le prix de vente sera payable conformément aux exigences du Code de Procédure Civile dans le cas de vente d'immeubles par le Shérif.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Du bureau de: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 849—6-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 169. Dans l'affaire de Onésime Desjardins, contracteur, Montréal, P. Q.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé sur la vingt-quatrième Avenue, au Parc Champlain, dans le quartier Rosemont, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante et un de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-douze (192-341) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison construite en bois et briques portant les Nos civiques 6411 et 6413, de la vingt-quatrième Avenue, à Rosemont, et autres dépendances.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 28 janvier 1935, portant le No 169 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, et après les avis donnés conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au

A lot of land or emplacement situate on Sainte Catherine Street West, in the city of Westmount, known and designated under number ten of the official subdivision of lot number two hundred and fifty two (252-10) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded as follows: in front by Sainte Catherine Street, in rear by a lane known under No 252-7, on the Northeast side by lot No. 252-11 and on the Southwest side by lot No 252-9 of said official plan and book of reference, to be deducted however from said lot that part which was expropriated and taken for the widening of Sainte Catherine Street—with a stone and brick house thereon erected bearing civic numbers 4471 and 4471A of said Sainte Catherine Street West, whereof the lateral walls are *mitoyen*, and use in common in the lane known under number seven of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty two (252-7) and number four of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty three (253-4) of said official plan and book of reference.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 25th of January, 1935, bearing No. 17 of the records of the said Court, at public auction, according to the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act, after notice given pursuant to the Code of Civil Procedure for the sale of immovables in this Province, in such a manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The purchase price to be payable in conformity with the exigencies of the Code of Civil Procedure in the case of the sale of immovables by Sheriff.

For information and list of charges apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Of the office of: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 850—6-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 169. In the matter of Onesime Desjardins, contractor, Montreal, P. Q.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate on Twenty Fourth Avenue, in Champlain Park, in Rosemount Ward, known and designated under number three hundred and forty one of the subdivision of the original lot number one hundred and ninety two (192-341) on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by eighty two feet in depth, more or less, English measure—with a house built of wood and brick bearing civic numbers 6411 and 6413 of Twenty Fourth Avenue, at Rosemount, and other dependencies.

Shall be sold pursuant to a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 28th of January, 1935, bearing No. 169 of the records of the said Court, by public auction, according to the formalities of Article 45 of the Bankruptcy Act and after notices given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office of the

Palais de Justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le prix de vente sera payable conformément aux exigences du Code de Procédure Civile dans le cas de vente d'immeubles par le Shérif.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19, est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 851—6-2-o

Montréal, le 6 février 1935.

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de J.-Eméry Houde, arpenteur-géomètre, de la ville de Nicolet, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que, le MARDI, le DOUZIÈME jour de MARS prochain (1935), à la porte de l'église cathédrale de Nicolet, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère publique, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

1. Un emplacement en la ville de Nicolet, mesurant deux cent trente-sept pieds de largeur par environ trois arpents de profondeur —avec maison et dépendances dessus construites; désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet, par le numéro un de la subdivision du lot primitif numéro deux cent quarante-neuf (249-1);

2. Un autre terrain, voisin de celui ci-dessus, mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur; désigné au susdit cadastre comme étant le numéro deux de la subdivision du dit lot numéro deux cent quarante-neuf (249-2).

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C. P. C., et article 45, paragraphe 2, de la loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Le syndic,
HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: rue Notre-Dame,
Nicolet. 853—6-2-o

district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of MARCH nineteen hundred and thirty five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The purchase price shall be payable in conformity with the requirements of the Code of Civil Procedure in the case of sale of immovables by the Sheriff.

For information and list of charges apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 852—6-2

Montreal, February 6th., 1935.

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of J. Emery Houde, land surveyor, of the town of Nicolet, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the TWELFTH day of MARCH next, (1935), at the Cathedral Church door of Nicolet, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovables, forming part of the estate of the assignor, shall be sold by public auction, to wit:

1. An emplacement in the town of Nicolet, measuring two hundred and thirty seven feet in width by about three arpents in depth—with a house and dependencies thereon erected; designated on the renewed cadastre for the town of Nicolet, under number one of the subdivision of the original lot number two hundred and forty nine (249-1);

2. Another parcel of land adjoining the above, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, designated on the aforesaid cadastre as being number two of the subdivision of said lot number two hundred and forty nine (249-2).

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale shall be made pursuant to Article 716 and 717 C. C. P. and article 45, paragraph 2, of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: 20% cash and the balance within three days.

HENRI R. DUFRESNE,
Trustee.

Office: Notre Dame Street,
Nicolet. 854—6-2

Avis de concordat

AVIS AUX CRÉANCIERS

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Armand Renaud, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Armand Renaud, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu le 22e jour de février à 11 heures de l'avant-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce 28e jour de janvier, 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

Notices of composition

NOTICE TO CREDITORS

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Armand Renaud, farmer.

Take notice that Armand Renaud, residing in the district of Hull in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition(or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Hull, on the 22nd. day of February, at the hour of 11 o'clock in the forenoon at the Court House.

Dated at Hull, this 28th., day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Donat Lemay, Saint-Edouard, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Donat Lemay, demeurant dans le comté ou district de Lotbinière, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Québec, au Palais de Justice (Cour de Pratique), le 12ième jour de février à 2.30 heures de l'après-midi.

Daté à Québec, ce premier jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
LOUIS-R. GAGNE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Joseph Renaud, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Renaud, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le 22e jour de février, à 11 heures de l'avant-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce 28e jour de janvier, 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Ernest Lebel, Saint-Damase de l'Islet, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Ernest Lebel, cultivateur, demeurant dans le comté ou district de Montmagny, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Montmagny au Palais de Justice, le seizième jour de février 1935 à 2.30 heures de l'après-midi.

Daté à Montmagny, ce trente et unième jour de janvier 1935.

Le séquestre officiel,
THOMAS TREMBLAY.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Charles Bonenfant, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Charles Bonenfant, cultivateur, demeurant dans le comté ou district de Montmagny, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Montmagny le dix-huitième jour de février 1935 à trois heures de l'après-midi.

Daté à Montmagny, ce sixième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
THOMAS TREMBLAY.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Jean-Baptiste Dufault, Sainte-Hélène, Bagot, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Jean-Baptiste Dufault, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Donat Lemay, Saint Edouard, farmer.

Take notice that Donat Lemay, residing in the county or district of Lotibinière, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Quebec to the Court House (Court of Practice), on the 12th day of February 1935, at the hour of 2.30 o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec this first day of February 1935.

LOUIS R. GAGNE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Renaud, farmer.

Take notice that Joseph Renaud, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Hull, on Friday the 22nd, day of February, at the hour of 11 o'clock, in the forenoon at the Court House.

Dated at Hull, this 28th., day of January, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Ernest Lebel, Saint Damase of l'Islet, farmer.

That notice that Ernest Lebel, farmer, residing in the county or district of Montmagny, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Montmany, at the Court House, on the sixteenth day of February 1935, at the hour of 2.30 o'clock in the afternoon.

Dated at Montmagny this thirty first day of January 1935.

THOMAS TREMBLAY,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Charles Bonenfant, farmer.

Take notice that Charles Bonenfant, farmer, residing in the county or district of Montmagny, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Montmagny, on the eighteenth day of February 1935, at the hour of three o'clock in the afternoon.

Dated at Montmagny, this 6th day of February 1935.

THOMAS TREMBLAY,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Jean Bte Dufault, of Sainte Hélène de Bagot, farmer.

Take notice that Jean Bte Dufault, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a

de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici le 21ième jour de février 1935 à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce cinquième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN.
93 rue Mondor, St-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité, de projet de Wilfrid Fontaine, Upton, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Wilfrid Fontaine, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici le 19ième jour de février 1935, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce cinquième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN.
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de Noël L'Heureux, Sainte-Hélène, Bagot, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Noël L'Heureux, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici le 20ième jour de février 1935, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce cinquième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN.
873 93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

composition or extension (of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office on the 21st day of February, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 5th day of February 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
93 Mondor St., Saint Hyacinthe

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Wilfrid Fontaine, of Upton, P. Q., farmer.

Take notice that Wilfrid Fontaine, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe in my office on the 19th day of February, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 5th day of February 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
93 Mondor St., Saint Hyacinthe.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Noel L'Heureux, Sainte Hélène de Bagot, farmer.

Take notice that Noel L'Heureux, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office on the 20th day of February, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this 5th. day of February 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver,
874-o 93 Mondor St., Saint Hyacinthe.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: WILLIE LÉPINAY, demandeur ; vs
No 2288.
RODOLPHE LEMAY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Saint-Jean-Baptiste, dans la ville de Victoriaville, connu et désigné comme étant la partie est du lot No 240, du cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, comprise dans la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska; borné en front par la dite rue, d'un côté par Conrad Houle et de l'autre côté, par un M. Lehoulier—avec les bâtisses y érigées.

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Magistrate.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: WILLIE LEPINAY, plaintiff; vs
No. 2288.
RODOLPHE LEMAY, defendant.

As belonging to the defendant.

An emplacement situated on Saint Jean Baptiste's Street, in the town of Victoriaville, known and designated as being the East part of the lot No. 240 of the official plan and book of reference for the part of the township of Arthabaska included in the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska; bounded in front, by said street, on one side by Conrad Houle, and on the other side by a certain Mr. Lehoulier—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le VINGTIEME jour de FEVRIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 15 janvier 1935. 411—3-2-o
[Première publication, 19 janvier 1935]

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire d'Arthabaska, on the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, January 15th, 1935. 412—3-2-o
[First publication, January 19th, 1935]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } JOSEPH LAPOINTE, de-
No 14,708. } mandeur; contre DAME CAROLINE LETOURNEAU, défenderesse.

Un emplacement—avec les bâtisses y construites, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro un (1) au cadastre officiel fait pour le rang huit nord-est du canton Watford, comté de Dorchester, mesurant cinquante et un pieds et demi de largeur ou de front, sur soixante-quinze pieds de profondeur, borné en front à la route huit et A, à l'ouest par Mde Thomas Talbot ou ses représentants, au nord à Cyrille Larochelle, à l'est par Adolphe Langelier, représentant Philippe Pomerleau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le DOUZIEME jour de MARS prochain (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 5 février 1935.
[Première publication, le 9 février, 1935]
813—6-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } JOSEPH LAPOINTE, plain-
No. 14,708. } tiff; against DAME CAROLINE LETOURNEAU, defendant.

An emplacement—with buildings thereon erected, known and designated as forming part of lot number one (1) on the official cadastre made for the eighth range Northeast of the Township of Watford, County of Dorchester, measuring fifty one and one half feet in width or front by seventy five feet in depth, bounded in front by highway eight and A, on the West by Mrs. Thomas Talbot or her representatives, on the North by Cyrille Larochelle, on the East by Adolphe Langelier representing Philippe Pomerleau.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Prosper, on the TWELFTH day of MARCH next (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 5, 1935.
[First publication, February 9th., 1935]
814—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour du Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } JOSEPH DOYON, deman-
No 10566. } deur; contre EMILE PERREAULT, défendeur.

Un emplacement mesurant 50 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, à détacher du lot 450 du cadastre de Saint-Joseph-de-Beauce, situé dans le village de Saint-Joseph-de-Beauce; borné en avant par une ruelle, appelée communément rue Saint-Louis, en arrière à Joseph Poulin, fils de Eugène, sur les autres côtés par le dit Poulin, et par Ludger Giguère—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en le village Saint-Joseph-de-Beauce, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 14 janvier 1935.
[Première publication, 19 janvier 1935]
413—3-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } JOSEPH DOYON, plaintiff;
No. 10566. } against EMILE PERREAULT, defendant.

An emplacement measuring 50 feet in width by 80 feet in depth, English measure, to be detached from lot 450 of the cadastre of Saint Joseph de Beauce, situate in the village of Saint Joseph de Beauce; bounded in front by a lane, commonly called Saint Louis Street, in rear by Joseph Poulin, son of Eugène, on the other sides by the said Poulin, and by Ludger Giguère—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the village of Saint Joseph de Beauce, on the TWENTY FIRST of FEBRUARY next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, January 14th, 1935.
[First publication, January 19th, 1935]
414—3-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour du Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } LA CAISSE POPULAIRE
No 10839. } DE SAINT-HONORÉ, demanderesse; contre LES HERITIERS DE ROSE-AIMÉE PARADIS ET ALPHONSE POULIN, défendeurs.

Comme appartenant aux Héritiers Paradis:

1. Un lopin de terre situé en le village de Saint-

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } LA CAISSE POPULAIRE
No. 10839. } DE SAINT HONORÉ, plaintiff; against THE HEIRS OF ROSE AIMEE PARADIS AND ALPHONSE POULIN, defendants.

As belonging to the Paradis Heirs:

1. A parcel of land situate in the village of

Honoré, Beauce, contenant 115 pieds de large sur 150 de profondeur, plus ou moins; borné en front à une rue, en arrière au terrain de la fabrique, au nord, à Louis Lambert ou représentants, au sud, à Elmire Ferland, connu au cadastre officiel du comté de Beauce, comme partie du lot 21*c*, rang 8, du canton de Shenley-sud—avec bâtisses dessus construites, y compris une maison communément appelée "Vieux Presbytère", située sur le terrain de la fabrique de Saint-Honoré, le long de la ligne de division entre ce dernier et celui de Louis Lambert ou représentants, sans cependant le fonds sur lequel est bâtie la dite maison;

2. Un lopin de terre situé en le village de Saint-Honoré, mesurant 150 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins, connu au cadastre officiel du comté de Beauce, comme partie du lot 21*c*, rang 8, du canton de Shenley-sud; borné en front à une rue, en arrière au terrain de la fabrique de Saint-Honoré, au nord et au sud à Louis Lambert ou ses représentants—avec bâtisses.

3. Les lots 8*a* et 8*b*, du dixième rang du canton de Shenley-sud—avec circonstances et dépendances.

4. Le lot 9*a*, étant partie du lot 9, du 10ième rang de la subdivision primitive de Shenley, étant le numéro 9*a*, du 10ième rang du canton de Shenley-sud, sauf à distraire du dit lot trois-quarts d'arpent en largeur sur la profondeur du dit lot, appartenant la dite réserve à la succession de Honoré Grégoire, suivant titres enregistrés—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré-de-Shenley, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 15 janvier 1935.
[Première publication, 19 janvier 1935]
415—3-2-o

Saint Honoré, Beauce, measuring 115 feet in width by 150 in depth, more or less; bounded in front by a street, in the rear by the land of "la "Fabrique", on the North by Louis Lambert or representatives, on the South by Elmire Ferland, known on the official cadastre for the county of Beauce, as part of lot 21*c*, range 8, of the township of Shenley South—with buildings thereon erected, including a house, usually called "Vieux Presbytère", situate on the land of "La Fabrique de Saint-Honoré", along the division line between the latter and that of Louis Lambert or representatives—without, however, the ground upon which the said house is built.

2. A parcel of land situate in the village of Saint Honoré, measuring 150 feet in width by 150 feet in depth, more or less, known on the official cadastre for the county of Beauce, as being part of lot 21*c*, range 8, of the township of Shenley South; bounded in front by a street, in the rear by the land of "la Fabrique de Saint-Honoré", on the North and South by Louis Lambert or his representatives—with buildings.

3. Lots 8*a* and 8*b*, in the tenth range of the township of Shenley South—with circumstances and dependencies.

4. Lot 9*a*, being part of lot 9, in the 10th range of the original subdivision of Shenley, being number 9*a* in the 10th range of the township of Shenley South, save to be deducted from said lot, three quarters of an arpent in width by the depth of the said lot, said reserve belonging to the estate of Honoré Grégoire, as per registered titles—with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré de Shenley, on the NINETEENTH day of FEBRUARY next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, January 15, 1935.
[First publication, January 19th, 1935]
416—3-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 154.

MATHILDA SURPRENANT *et Vir.*, demandeur; vs GEORGE MAGOON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain emplacement situé en la ville de Waterloo, district de Bedford, sur l'avenue Est, et connu comme étant l'extrémité est du lot numéro cent quarante et un (141) du plan cadastral pour ladite ville de Waterloo, mesurant soixante-dix pieds de largeur sur l'avenue Est et cent vingt pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées et qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, en la ville de Waterloo, dit district, le VINGTIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, W.-F. KAY.
Sweetsburg, Qué., le 9 janvier 1935.
[Première publication, le 19 janvier 1935]
385—3-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court. No. 154.

MATHILDA SURPRENANT *et Vir.*, plaintiff: vs GEORGE MAGOON, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain emplacement situate in the Town of Waterloo, district of Bedford, on Eastern Avenue, and known as being the East end of lot number one hundred and forty-one (141), of the cadastral plan for the said Town of Waterloo, measuring seventy feet in width on said Eastern Avenue and one hundred and twenty feet in depth—with the buildings thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, in the Town of Waterloo, said district on the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1935, at TWO of the clock in the afternoon.

W. F. KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 9th., 1935.
[First publication, January 19th., 1935]
386—3-2-o

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: No 6544. } LA COMMISSION DU PRÊT AGRICOLE CANADIEN, corps politique et incorporé par une loi du parlement du Canada, et dont le bureau principal pour la Province de Québec est dans la cité de Québec, demanderesse; vs ADJUTOR TREMBLAY, ci-devant de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, et actuellement de Jonquière, comté de Chicoutimi, défendeur.

Une ferme étant et comprenant, d'après le cadastre officiel du canton Simard, comté de Chicoutimi, savoir: (*a*) Le lot No cinq-A (No 5-A) du premier rang; (*b*) Le lot No quatre-B (No 4-B) du deuxième rang; (*c*) les lots Nos cinq-A et cinq-B (5-A et 5-B) du troisième rang. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, à Sainte-Anne-de-Chicoutimi, le MERCREDI, TREIZIEME jour de MARS, 1935, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le député-shérif,
LEONIDAS GAGNÉ.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, ce 6 février 1935. 881—6–2–o

[Première publication, 9 février, 1935]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Chicoutimi, to wit: No. 6544. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate duly incorporated by act of the Parliament of Canada, and whereof the head office for the Province of Quebec is in the city of Quebec, plaintiff; vs ADJUTOR TREMBLAY, heretofore of Sainte Anne, county of Chicoutimi, and actually of Jonquière, county of Chicoutimi, defendant.

A farm being and comprising, according to the official cadastre for the township of Simard, county of Chicoutimi, to wit: (*a*) Lot number five-A (No. 5-A) of the first range; (*b*) Lot number four-B (No. 4-B) of the second range; (*c*) Lots numbers five-A and five-B (5-A and 5-B) of the third range. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "*en bloc*" at the parochial church door of Sainte Anne de Chicoutimi, at Sainte Anne de Chicoutimi, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of MARCH, 1935, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 6, 1935. 882—6–2

[First publication, February 9th., 1935]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-137937. } ARMAND AUBRY *et al.*; vs J.-CLOVIS GIROUX.

Un emplacement situé à Montréal, rue Garnier, mesurant trente-sept pieds de largeur par une profondeur de cent vingt-quatre pieds et huit pouces dans une ligne et cent vingt-cinq pieds et trois pouces dans l'autre ligne, mesure anglaise et plus ou moins, et composé comme suit, savoir:

1. Du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro cent trente-trois de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-133-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; mesurant onze pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

2. Du lot numéro cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-134) du dit cadastre; mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

3. Et du lot numéro un de la subdivision du lot numéro cent trente-cinq de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484-135-1) du dit cadastre; mesurant un pied de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

Le tout avec la maison et dépendances dessus érigées portant les numéros 6998, 7000 et 7002 de la rue Garnier et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant et notamment droit de passage, en commun avec qui de droit, dans la ruelle en arrière; le mur sud-est de la dite maison étant mitoyen.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-137937. } ARMAND AUBRY *et al.*; vs J. CLOVIS GIROUX.

An emplacement situate at Montreal, Garnier Street, measuring thirty seven feet in width by a depth of one hundred and twenty four feet and eight inches in one line and one hundred and twenty five feet and three inches in the other line, English measure and more or less, and composed of the following, to wit:

1. Lot number two of the subdivision of lot number one hundred and thirty three, of the subdivision of lot number four hundred and eighty four (484-133-2) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; measuring eleven feet in width by one hundred and twenty five feet in depth, English measure and more or less;

2. Lot number one hundred and thirty four of the subdivision of lot number four hundred and eighty four (484-134) of said cadastre; measuring twenty five feet in width by one hundred and twenty five feet in depth, English measure and more or less;

3. And lot number one of the subdivision of lot number one hundred and thirty five of the subdivision of lot number four hundred and eighty four (484-135-1) of said cadastre; measuring one foot in width by one hundred and twenty five feet in depth, English measure and more or less;

The whole with the house and dependencies thereon erected bearing numbers 6998, 7000 and 7002 Garnier Street and with the active and passive servitudes attached thereto and particularly right of way, in common with others having a right thereto, in the lane in rear thereof; the Southeast wall of the said house being *mitoyen*.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 1er février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 février 1935. 817—6-2-o
[Première publication, le 9 février 1935]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $550.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 1st., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5, 1935. 818—6-2
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CORDELIA
F-107879. } GAUTHIER, veuve de feu Alphonse Mongeau, demanderesse; vs EUGENE LAMONTAGNE; defendeur; et LUDGER CHARPENTIER, curateur au délaissement.

Un certain emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, se composant d'une lisière de terrain de vingt pieds de largeur à prendre sur la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent soixante-dix (Pt. N. O. 870) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sur une profondeur de soixante-six pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borne le dit emplacement, en front par la rue Cadieux, en arrière et d'un côté par une ruelle, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro huit cent soixante-dix—avec tous les droits actifs et passifs inhérents au dit emplacement, y compris ceux de passage en commun dans les ruelles sus-mentionnées et celui de mitoyenneté de murs, et avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 3516, 3518, 3520 et 3522 de la rue Cadieux (maintenant rue de Bullion).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de $800. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 28 janvier 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 février 1935. 819—6-2-o
[Première publication, 9 février, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CORDELIA
F-137879. } GAUTHIER, widow of the late Alphonse Mongeau, plaintiff; vs EUGENE LAMONTAGNE, defendant; and LUDGER CHARPENTIER, curator to the surrender.

A certain emplacement situate in the city of Montreal, in Saint Louis Ward, composed of a strip of land of twenty feet in width to be taken on the Northwest part of the lot of land known and designated as being lot number eight hundred and seventy (N. W. Pt. 870) of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, by a depth of sixty six feet, the whole more or less, English measure; the said emplacement being bounded, in front by Cadieux Street, in rear and on one side by a lane, and on the other side by the residue of said lot number eight hundred and seventy—with all the active and passive rights attached to the said emplacement, including those of right of way in common in the lanes hereinabove mentioned and that of *mitoyenneté* of walls, and with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 3516, 3518, 3520 and 3522 Cadieux Street (now De Bullion Street).

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $800. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated January 28, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5, 1935. 820—6-2
[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE COU-
137891. } SINEAU; vs DONAT LONGTIN et ARTHUR-J. COUTU, tous deux des cité et district de Montréal, et y faisant affaire sous les nom et raison sociale de "Independent Realty Reg'd.".

Un certain emplacement situé au Village de Saint-Christophe de Pont Viau, ayant front sur la Montée Neuve au chemin de Sainte-Rose et composé des lots Nos sept cent cinq et sept cent six de la subdivision du lot originaire No trente-deux (32-705 et 706) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 février 1935. 821—6-2-o
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE COU-
137891. } SINEAU; vs DONAT LONGTIN and ARTHUR J. COUTU, both of the city and district of Montreal, and there carrying on business under the firm name and style of "Independent Realty Reg'd."

A certain emplacement situate in the village of Saint Christophe de Pont Viau, fronting on "Montée Neuve" of the Sainte Rose highway and composed of lots numbers seven hundred and five and seven hundred and six of the subdivision of the original lot number thirty two (32-705 and 706), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Vincent de Paul—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Dorval, at Sainte Rose, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5, 1935. 822—6-2
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DÉSIRÉ FORTIN; vs JOSEPH LECLAIRE. A-132923.

La moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-quinze de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente et un (331-Ptie S. E. 75) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis mesurant cette dite moitié vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée en front par la rue Bréboeuf, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro 331-74 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 331-75—avec bâtisses dessus érigées, notamment celle portant le numéro civique 5321 rue Bréboeuf, et avec les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 5 février 1935. 823—6-2-o

[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DESIRÉ FORTIN; vs JOSEPH LECLAIRE. A-132923.

The Southeast half of that lot of land known and designated under number seventy five of the official subdivision of lot number three hundred and thirty one (331-S. E. Pt. 75) on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint-Louis; said half measuring twenty five feet in width by eighty six feet in depth, English measure, and bounded in front by Bréboeuf Street, in the rear by a lane, on one side by lot No. 331-74 and on the other side by the residue of said lot 331-75—with buildings thereon erected, notably that bearing civic number 5321 of Bréboeuf Street, and with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 5, 1935. 824—6-2

[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL, (Caisse Nationale d'Economie); vs DAME ANNA LANTHIER, veuve non-remariée de Joseph-Hilaire Gareau, personnellement et ès-qualité de légataire universelle en pleine propriété et d'exécutrice testamentaire du dit Joseph Hilaire Gareau. B-133741.

Deux emplacements ayant front sur le chemin de Lachine, en la Ville de Verdun, portant les numéros vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent quatre (3404-24 et 25) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, avec un lopin de terre de forme irrégulière en arrière des dits emplacements et qui est connu et désigné comme portant les numéros quarante-trois et quarante-quatre de la subdivision dudit lot numéro trois mille quatre cent quatre (3404—43 et 44), mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur irrégulière de quarante-six pieds et huit pouces au nord et trente-trois pieds au sud des dits lots, le tout mesure anglaise et plus ou moins —avec les bâtisses dessus construites portant les numéros pairs 4062 à 4070 du Boulevard Lasalle à Verdun.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 5 février 1935. 825—6-2-o

[Première publication, 9 février, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: SOCIETE SAINT JEAN BAPTISTE DE MONTREAL, (Caisse Nationale d'Economie); vs DAME ANNA LANTHIER, unremarried widow of Joseph Hilaire Gareau, personally and in her quality of universal legatee in full ownership and testamentary executrix of the said Joseph Hilaire Gareau. B-133741.

Two emplacements fronting on Lachine Road, in the town of Verdun, bearing numbers twenty four and twenty five of the subdivision of lot number three thousand four hundred and four (3404-24 and 25) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred and twenty feet in depth, with a parcel of land of irregular figure in rear of the said emplacements and which is known and designated as bearing numbers forty three and forty four of the subdivision of said lot number three thousand four hundred and four (3404-43 and 44),each measuring twenty five feet in width by an irregular depth of forty six feet and eight inches on the North and thirty three feet on the South of said lots, the whole English measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing the even numbers 4062 to 4070 of Boulevard Lasalle, at Verdun.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 5, 1935. 826—6-2

[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: TERRACE CONSTRUCTION COMPANY; vs METROPOLITAN LOAN CORPORATION. No E-136878.

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent trois (903—sub. 144) des plan et

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: TERRACE CONSTRUCTION COMPANY: vs METROPOLITAN LOAN CORPORATION. No. E-136878.

An emplacement fronting on Drolet Street, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width by seventy two feet in depth, English measure, and more or less, known and designated as being lot number one hundred and forty four of the official subdivision of original lot number nine hundred and three (903-sub. 144) upon the

livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et avec le droit en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle de quinze pieds de largeur en arrière dudit emplacement pour communiquer de la rue Duluth à la rue Roy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $300.00 sera exigé de chacun et de tout enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 1er février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 février 1935. 827—6-2
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 134846. THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, demanderesse; vs ADOLPHE CREVIER, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds neuf pouces de largeur par une profondeur de quatre-vingts dans sa ligne du côté sud-est et soixante-dix-neuf pieds six pouces dans sa ligne du côté nord-ouest et composé de la subdivision deux des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-quatorze et du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-quinze (2594-2 et 2595) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Avec la bâtisse en cours de construction sus-érigée, portant jusqu'ici aucun numéro civique, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec tous les autres y ayant droit.

Avec et sujet au droit de lumière et de vue ou de placer des fenêtres, ouvertures et saillies telles que présentement placées et situées sur les édifices érigés sur ledit emplacement ci-dessus décrit pour sa durée, et aussi similairement sur les édifices érigés sur l'emplacement adjacent au sud-est comprenant la subdivision un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-quatorze et la subdivision deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-treize (2594-1 et 2593-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels, une servitude réciproque de droit de lumière et de vue étant établie par les présentes sur et en faveur de chacun desdits emplacements pour leur bénéfice respectif.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 février 1935. 829—6-2
[Première publication, 9 février, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-135907. THE ROYAL TRUST COMPANY, en sa qualité de fiduciaire nommée en vertu des dispositions de la Loi des Assurances du Dominion du Canada (présentement remplacée par la loi des compagnies d'assurance Canadiennes et britanniques, 1932) avec l'approbation de l'Honorable Ministre du Commerce du Dominion du Canada, par la London & Scottish Ass. Corporation, Limited, autrefois la London & Lancashire Life

official plan and book of reference of Saint Louis Ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected and with the right in common with others having rights therein in the fifteen feet width in the lane in the rear of said emplacement for communication from Duluth to Roy Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $300. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Judge Surveyer, dated February 1st., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5th, 1935. 828—6-2-o
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 134846. THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, plaintiff; vs ADOLPHE CREVIER, defendant.

An emplacement fronting on Berri Street in the city of Montreal, measuring thirty-five feet nine inches in width by a depth of eighty feet in its Southeast side line and seventy-nine feet six inches in its Northwest side line and composed of subdivision two of the official subdivisions of lot number two thousand five hundred and ninety-four and lot number two thousand five hundred and ninety-five (2594-2 and 2595) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

With the building in course of erection thereon bearing as yet no civic number, the Northwest wall whereof is *mitoyen*.

With the right of passage in the lane in rear in common with all others having rights therein.

With and subject to the right of light and view or to have windows, openings and projections as presently placed and located on the buildings erected on the said hereinabove described emplacement for their duration, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the Southeast comprising subdivision one of the official subdivisions of lot number two thousand five hundred and ninety-four and subdivision two of the official subdivisions of lot number two thousand five hundred and ninety-three (2594-1 and 2593-2) on the said official plan and book of reference, a reciprocal servitude of right of light and view being hereby established upon and in favour of each of the said emplacements for the benefit of them respectively.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5th., 1935. 830—6-2-o
[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-135907. THE ROYAL TRUST COMPANY, in its quality of Trustee appointed under the provisions of the Insurance Act of the Dominion of Canada, (now replaced by the Canadian & British Insurance Co. Act 1932), with the approval of the Honorable the Minister of Finance of the Dominion of Canada, by London & Scottish Ass. Corporation, Limited, formerly London & Lancashire Life & General Ass. Association, Limited,

& General Ass. Association, Limited, en vertu d'un acte en date du 23ème jour de septembre 1910, déposé en l'étude de H.-M. Marler, notaire, par acte de dépôt en date du 25ème jour d'octobre 1910, la dite Royal Trust Co., ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *es-qual.*; vs DAME LUCILLE LANGEVIN, veuve de feu Paul-Emile Richard, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Bellechasse, dans Montréal, étant le lot deux cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre (4-244) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les édifices sus-érigés, portant les numéros civiques 1271 à 1277 de la rue Bellechasse, dans Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 5 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 février 1935. 831—6–2
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 134697. OCTAVE CHICOINE; vs DEMOISELLE MARIE-ANNE PIETTE.

Un emplacement situé à Montréal, ayant front rue Lafontaine, connu et désigné sous le numéro cent treize de la subdivision du lopin de terre numéro originaire un "A" (1-A 113) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga—avec droit de passage dans une ruelle située en arrière dudit emplacement, tous autres droits inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés, comprenant une maison de trois étages et trois logements et dépendances, portant les numéros civiques 4854 à 4858 de la dite rue Lafontaine.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 5 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1935. 855—6–2–o
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: E-136988. LIONEL DAGENAIS, vs DAME ANTONINE BOILEAU, épouse commune en biens de Léopold Daoust, *es-qualité* de curatrice au dit Léopold Daoust, interdit.

Une terre—avec les bâtisses dessus érigées, sise et située dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, ayant front sur la rivière Ottawa, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, ladite partie étant bornée comme suit, savoir: en front, par la rivière Ottawa, et par cette partie du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) appartenant à Dosithée Daoust et réservée par lui dans un acte de donation passé le 16 septembre 1930, devant le notaire N. Brunet, et enregistré sous le

under an indenture dated the 23rd. day of September, 1910, deposited in the office of H. M. Marler, notary, by act of deposit dated the 25th day of October, 1910, the said Royal Trust Co. having its head office and principal place of business in the City and district of Montreal, plaintiff, *es-qual.*; vs DAME LUCILLE LANGEVIN, widow of the late Paul Emile Richard, defendant.

An emplacement fronting on Bellechasse Street, in Montreal, being lot two hundred and forty four of the official subdivision of the original lot number four (4-244) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of la Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1271 to 1277 of Bellechasse Street, in Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,000. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 5th, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 5th, 1935. 832—6–2–o
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 134697. OCTAVE CHICOINE; vs MISS MARIE ANNE PIETTE.

An emplacement situate at Montreal, fronting on Lafontaine Street, known and designated under number one hundred and thirteen of the subdivision of the parcel of land original number one "A" (1-A 113) on the official plan and book of reference of the Village of Hochelaga—with right of way in a lane situate in rear of the said emplacement, all other rights attached thereto and with all the buildings thereon erected, including a three story house of three dwellings and dependencies, bearing civic numbers 4854 to 4858 of said Lafontaine Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $850.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 5th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1935. 856—6–2
[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: E-136988. LIONEL DAGENAIS, vs DAME ANTONINE BOILEAU, wife common as to property of Léopold Daoust, *es-qualité* of curatrix to the said Léopold Daoust, interdicted.

A farm—with the buildings thereon erected, lying and situate in the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, fronting on the Ottawa river, known and designated as forming part of lot number two hundred and eighty two (282) of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, the said part being bounded as follows, to wit: in front by the Ottawa river, and by that part of said lot number two hundred and eighty two (282) belonging to Dosithée Daoust and reserved by him in a deed of donation passed on the 16th of September, 1930, before Notary N. Brunet, and registered

numéro 48598 au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, d'un côté par le lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (283) des dits plan et livre de renvoi officiels, en arrière par les lots numeros deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze et deux cent quatre-vingt-dix-sept (293, 294, 295 et 297) des dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté partie par le lot numéro deux cent quatre-vingt-un (281) des mêmes plan et livre de renvoi officiels et partie par cette partie ci-dessus mentionnée dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) appartenant à Dosithée Daoust; à distraire de la partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), ci-dessus décrite, une partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) decrite comme suit, savoir: un emplacement mesurant cent pieds de largeur sur cent trente-deux pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et tel qu'enclos, et borné ledit emplacement en front par le chemin public, en arrière et des deux côtés par la partie du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) ci-dessus décrite, la ligne du côté nord-ouest du dit emplacement distrait se trouvant sur le chemin public à cent quatre-vingt-huit (188) pieds et en arrière à cent quatre-vingt-douze (192) pieds de la ligne du lot numero deux cent quatre-vingt-un (281).

Une terre en bois debout sise et située dans la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, connue et designée comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendues, à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile-Perrot, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 6 février 1935. 857—6-2-o
[Première publication, le 9 février 1935]

under number 48598 at the Registry office for the county of Vaudreuil, on one side by lot number two hundred and eighty three (283) of said official plan and book of reference, in rear by lots numbers two hundred and ninety three, two hundred and ninety four, two hundred and ninety five and two hundred and ninety seven (293, 294, 295 and 297) of said official plan and book of reference and on the other side partly by lot number two hundred and eighty one (281) of same official plan and book of reference and partly by that part hereinabove mentioned of said lot number two hundred and eighty two (282) belonging to Dosithée Daoust: to be deducted from the part of lot number two hundred and eighty two (282) hereinabove described, a part of said lot number two hundred and eighty two (282) described as follows, to wit: an emplacement measuring one hundred feet in width by one hundred and thirty two feet in depth, more or less, English measure, and as fenced in, and bounded, the said emplacement, in front by the public road, in rear and on the two sides by the part of said lot number two hundred and eighty two (282) hereinabove described, the Northwest side line of said deducted emplacement lying on the public road at one hundred and eighty eight (188) feet and in rear at one hundred and ninety two (192) feet from the line of lot number two hundred and eighty one (281).

A wooded lot of land lying and situate in the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, known and designated as being lot number two hundred and ninety four (294) of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot.

The whole forming one and the same lot of land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 6, 1935. 858—6-2
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH SPENARD *et al.*; vs HARRY MAZER; et CHARLES LONGVAL, curateur au délaissement. F-131956.

Un immeuble ayant front sur la rue Saint-Dominique dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro trois cent quarante-trois (343), mesurant vingt pieds de largeur par soixante et quinze pieds et six pouces de profondeur, mesures anglaise et plus ou moins—avec une maison en brique portant les numéros civiques 1172 et 1174 de ladite rue Saint-Dominique et les autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 6 février 1935. 861—6-2-o
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH SPENARD *et al.*; vs HARRY MAZER; and CHARLES LONGVAL, curator to the surrender. F-131956.

An immovable fronting on Saint Dominique Street, in Saint Jean Baptiste Ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for Saint Jean Baptiste Ward, under number three hundred and forty three (343), measuring twenty feet in width by seventy five feet and six inches in depth, English measure and more or less—with a brick house bearing civic numbers 1172 and 1174 of said Saint Dominique Street and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6, 1935. 862—6-2
[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LE SECRÉTAIRE ET LES SYNDICS DE L'ASSOCIATION DU FONDS DE RETRAI- B-133776.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE SECRETARY AND TRUSTEES OF THE GRAND TRUNK RAILWAY OF B-133776.

TE ET DE PRÉVOYANCE DE LA COMPAGNIE DU GRAND TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA, demandeurs; vs DELLE CHARLOTTE-W. HENSON, défenderesse.

Deux lots de terre contigus situés en la dite cité de Montréal, ayant front sur la rue Stanley, et connus et désignés sous les numéros dix-huit et dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro mille quatre cent soixante et un (1461-18 et 19) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal, chacun des dits lots contenant vingt et un pieds six pouces (21 pieds 6 pouces) en largeur par soixante et seize pieds (76 pieds) en profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins —avec la maison de rapport No 169 au No 189, connue sous le nom de "The Saronia Apartments", érigée dans la rue Stanley susdite.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $6,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 5 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1935. 859—6-2
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-137826. CHARLES - THÉODORE VIAU *et al., esqual.*; vs LES HÉRITIERS DE ÉMILE PARROT.

Un emplacement ayant front avenue Laval, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision numéro vingt-trois, du lot originaire numéro neuf cent six, (906-23) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal; mesurant, suivant titres, vingt et un pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; et borné en front, au nord-est, par l'avenue Laval, en arrière, au sud-ouest et d'un côté, au nord-ouest, par partie non-subdivisée du dit lot originaire numéro neuf cent six, et de l'autre côté, au sud-est, par le lot subdivision dix-sept, du lot originaire neuf cent six.

Avec une maison à façade en pierre, dont les murs latéraux sont mitoyens, portant le numéro civique 3652 de l'avenue Laval, et autres bâtisses sus-érigées, et avec droit de passage, en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement, aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 2eme jour de Février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1935. 863—6-2-o
[Première publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-134760. JACQUES BOURDON; vs JOSEPH STE-MARIE.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly; borné en front par

CANADA SUPERANNUATION AND PROVIDENT FUND ASSOCIATION, plaintiffs; vs MISS CHARLOTTE W. HENSON, defendant.

Two lots of land contiguous to each other situate in the said city of Montreal, fronting on Stanley Street, and known and designated under the numbers eighteen and nineteen of the official subdivision of lot number fourteen hundred and sixty-one (1461-18 and 19) on the official plan and in the book of reference for the Saint Antoine Ward of the said city of Montreal, each of said lots containing twenty-one feet six inches (21 feet 6 inches) in width by seventy-six feet (76 feet), in depth, the whole English measure and more or less—with the apartment house No. 169 to No. 189, known as "The Saronia Apartments", in Stanley Street aforesaid thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $6000.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Surveyer, dated February 5th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1935. 860—6-2-o
[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-137826. CHARLES THEODORE VIAU *et al., esqual.*; vs THE HEIRS OF EMILE PARROT.

An emplacement fronting on Laval Avenue, in the city of Montreal, known and designated as subdivision number twenty three of original lot number nine hundred and six (906-23) of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward of the city of Montreal; measuring, according to titles, twenty one feet in width by eighty two feet in depth, English measure and more or less, and bounded, in front, on the Northeast, by Laval Avenue, in rear, on the Southwest and on one side, on the Northwest, by the unsubdivided part of said original lot number nine hundred and six, and on the other side, on the Southeast, by subdivision lot seventeen, of original lot nine hundred and six.

With a stone front house, whereof the lateral walls are *mitoyen*, bearing civic number 3652 Laval Avenue, and other buildings thereon erected, and with right of way in common with all others having a right thereto, in the lane situate in rear of the said emplacement, subject to ordinary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $950.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 2nd day of February, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1935. 864—6-2
[First publication, February 9th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-134760. JACQUES BOURDON; vs JOSEPH STE MARIE.

A lot of land being and situate in the town of Saint-Lambert, county of Chambly; bounded in

l'avenue Hickson, connu et désigné sous le numéro vingt-six de la subdivision officielle du numéro deux cent cinquante-neuf (259-26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant environ cinquante pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 janvier 1935. 417—3-2-o
[Première publication, 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: EMILE LEGAULT; vs
No E-136437. DAME EUGÈNIE VIAU, épouse de Napoléon Beaudoin, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Coolbrook, connu et désigné sous le numéro cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-deux (52–59) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus construites et toutes les servitudes actives et passives grevant le dit immeuble.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 janvier 1935. 421—3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: CREDIT FONCIER
A-132724. FRANCO-CANADIEN; vs MICHEL SAMUEL.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur par soixante et un pieds et soixante-cinq centièmes de pied de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé de partie des lots numéros deux, trois et quatre au plan de la subsivision officielle du lot numéro quatre cent soixante et un (461-partie 2, 3 et 4), aux plan et livre de renvoi officiel, du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, étant borné, le dit emplacement, en front, au nord-ouest, par la rue Saint-Antoine; en arrière, au sud-est, par une ruelle composée de partie des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six et sept, au plan de la subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent soixante et un (461-1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7), maintenant connue comme étant la rue Wrexham; d'un côté, au nord-est, par partie des dits lots de subdivision numéros trois et quatre, et de l'autre côté, au sud-ouest, par une autre partie du dit lot de subdivision numéro trois et le résidu du dit lot de subdivision numéro deux, et étant plus particulièrement décrit, le dit emplacement, comme suit: partant d'un point, sur le côté sud-est de la dite rue Saint-Antoine, à une distance de cinquante-deux pieds et cinq centièmes de pied, mesure anglaise, de l'intersection de la dite rue Saint-Antoine avec la rue Guy, de là, allant vers le nord-est, le long de la dite rue Saint-Antoine, sur une distance de vingt-quatre pieds et six pouces

front by Hickson Avenue, known and designated under number twenty six of the official subdivision of lot number two hundred and fifty nine (259-26) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil, measuring about fifty feet in width by one hundred and ten feet in depth, more or less, English measure—with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15th, 1935. 418—3-2
[First publication, January 19th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: EMILE LEGAULT; vs
No. E-136437. DAME EUGENIE VIAU, wife of Napoléon Beaudoin, and the latter to authorize his said wife.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Coolbrook Street, known and designated under number fifty nine of the official subdivision of the original lot number fifty two (52–59) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with buildings thereon erected, and all the active and passive servitudes which may encumber the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15th., 1935. 422—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: CREDIT FONCIER
A-132724. FRANCO-CANADIEN; vs MICHEL SAMUEL.

A certain emplacement fronting on Saint Antoine Street, in the city of Montreal, measuring twenty four and six inches in width by sixty one feet and sixty five hundredths of a foot in depth, English measure, and more or less, and being composed of part of lots numbers two, three and four of the official subdivision plan of lot number four hundred and sixty one (461-part 2, 3 and 4) on the official plan and book of reference for Saint Antoine's ward, of the city of Montreal, said emplacement being bounded in front on the Northwest, by Saint Antoine Street; in the rear on the Southeast, by a lane composed of part of lots numbers one, two, three, four, five, six and seven on the official subdivision plan for said lot number four hundred and sixty one (461-1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7) now known as being Wrexham Street; on one side on the Northeast by part of said subdivision lots numbers three and four, and on the other side, on the Southwest, by another part of said subdivision lot number three and the residue of said subdivision lot number two and said emplacement being more fully described as follows: starting from a point on the Southeast side of Saint Antoine Street, distant fifty two feet and five hundredths of a foot, English measure, from the intersection of said Saint Antoine Street with Guy Street, thence, running Northeast, along said Saint Antoine Street, a distance of twenty four feet and six inches to the intersection of the line on the

jusqu'à l'intersection de la ligne de côté nord-est du dit emplacement, avec la rue Saint-Antoine, de là, allant vers le sud-est, le long de la dite ligne de côté nord-est, tirée à angle droit avec la dite rue Saint-Antoine, sur une distance de soixante et un pieds et soixante-cinq centièmes de pied, jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la dite rue Wrexham, de là, allant vers le sud-ouest, le long de la dite rue Wrexham, sur une distance de vingt-quatre pieds et six pouces, jusqu'au point d'intersection de la dite rue Wrexham, avec la ligne de côté sud-ouest du dit emplacement, de là, allant vers le nord-ouest sur une distance de soixante et un pieds et soixante-cinq centièmes de pied, jusqu'au point de départ—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $670. sera requis de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 27 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 janvier 1935. 419—3-2-o
[Première publication, 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EUGENE PHANEUF *et*
No E-136293. } *al.*, demandeurs; vs
DAME BENEDETTA DIMICCA, épouse séparée de biens de Giovanni Yavenditti, absent de la province; et GUISEPPE MAIURO, défendeurs.

Un lot de terre ayant front sur la rue Chambord, en la dite cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485-348) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus érigées, tel que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $65.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Curran, en date du 30 octobre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 janvier 1935. 423—3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SYNOD OF THE DIO-
No E-136743. } CESE OF MONTREAL; vs DONAT LONGTIN.

Un emplacement ayant front sur la rue Dezery, en la cité de Montréal, mesurant trente pieds trois pouces en largeur, en front et en arrière par cent pieds en profondeur et contenant trois mille vingt-cinq pieds en superficie et étant composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comme suit:

(*a*) Du lot de résubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro quarante-deux du lot originaire numéro cinquante-deux (No 52-42-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels, lequel lot mesure vingt pieds trois pouces en largeur en front et en arrière, par cent pieds en profondeur et contient deux mille vingt-cinq pieds en superficie, et

Northeast side of said emplacement, with Saint Antoine Street, thence, running Southeast along the said line on the Northeast side, drawn at a straight angle with said Saint Antoine Street, a distance of sixty one feet and sixty five hundredths of a foot, to the intersection of said line with said Wrexham Street, thence, running Southwest, along said Wrexham Street, a distance of twenty four feet and six inches to the intersection point of said Wrexham Street with the line on the Southwest side of said emplacement, thence running Northwest a distance of sixty one feet and sixty five hundredths of a foot to the starting point—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $670. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated December 27th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15, 1935. 420—3-2
[First publication, January 19th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EUGENE PHANEUF
No. E-136293. } *et al.*, plaintiffs; vs
DAME BENEDETTA DIMICCA, wife separate as to property of Giovanni Yavenditti, absent from the Province, and GUISEPPE MAIURO, defendants.

A lot of land fronting on Chambord Street, in the said city of Montreal, known and designated as being lot number three hundred and forty eight of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty five (485-348) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected, as the whole subsists, with the active, passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $65.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated October 30th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15th., 1935. 424—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SYNOD OF THE DIO-
No. E-136743. } CESE OF MONTREAL; vs DONAT LONGTIN.

The emplacement fronting on Dezery Street in the city of Montreal, which measures thirty feet three inches in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains three thousand and twenty-five feet in superficies and is composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, as follows:

(*a*) Resubdivision lot number two of subdivision lot number forty-two of the original lot number fifty-two (No. 52-42-2) on the said official plan and book of reference, which measures twenty feet three inches in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains two thousand and twenty-five feet in superficies, and

(*b*) Du lot de résubdivision numéro un du lot de subdivision numéro quarante-trois du dit lot originaire numéro cinquante-deux (No 52–43–1) aux dits plan et livre de renvoi officiels, lequel lot mesure dix pieds en largeur en front et en arrière, par cent pieds en profondeur et contient mille pieds en superficie.

Toutes les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec l'édifice sus-érigé, lambrissé en brique sur fondation en béton, divisé en quatre logements portant les numéros civiques 3548, 3550, 3552 et 3554 de la dite rue Dezery, dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens avec les établissements adjacents.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 janvier 1935. 425—3–2
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: LA VILLE DE RIGAUD; vs JOSEPH ELZÉAR (*alias* JOSEPHUS) PAIEMENT.
No 17482.

1. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Saint-Pierre, en la ville de Rigaud, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud comme faisant partie des lots numéros quatre-vingt-dix-neuf et cent (Ptie 99 et 100) formé en grande partie du lot numéro cent et d'une petite partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf, de la contenance de cinquante pieds de front par un arpent de profondeur, tenant devant à la dite rue Saint-Pierre, en arrière au reste du dit lot numéro quatre-vingt-dix-neuf, d'un côté au lot numéro cent-un et de l'autre côté au résidu des lots numéros 99 et 100—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un certain morceau de terre de trente pieds de front sur un arpent de profondeur, mesure française, à prendre et à distraire des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud sous les numéros quatre-vingt-dix-neuf et cent (Nos 99 et 100) borné en front, le dit terrain, par la rue Saint-Pierre, en arrière et d'un coté par l'autre partie de ces numéros et de l'autre coté par l'emplacement décrit dans le paragraphe "un" ci-dessus—sans bâtisse.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 janvier 1935. 427—3–2–o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: ALLIANCE NATIONALE; vs EUGENE PAPINEAU.
A-132564.

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, à Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quarante-huit (648) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine—avec la maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de

(*b*) Resubdivision lot number one of subdivision lot number forty-three of the said original lot number fifty-two (No. 52–43–1) on the said official plan and book of reference, which measures ten feet in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains one thousand feet in superficies.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the brick encased building on concrete foundation divided into four dwellings thereon erected bearing the civic Nos. 3548, 3550, 3552 and 3554 of said Dezery Street, the South Easterly and North Westerly walls whereof are *mitoyen* with the adjoining premises.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1935, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15th., 1935. 426—3–2–o
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: THE TOWN OF RIGAUD; vs JOSEPH ELZEAR (*alias* JOSEPHUS) PAIEMENT.
No. 17482.

1. An emplacement situate on the Northwest side of Saint Pierre Street in the Town of Rigaud, known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Rigaud, as forming part of lots numbers ninety nine and one hundred (Pt. 99 and 100) composed of a large part of lot number one hundred and a small part of lot number ninety nine, measuring fifty feet in front by one arpent in depth, bounded in front by said Saint Pierre Street, in the rear by the residue of said lot number ninety nine, on one side by lot number one hundred and one, and on the other side by the residue of lots numbers 99 and 100—with a house and other buildings thereon erected.

2. A certain parcel of land measuring thirty feet in front by one arpent in depth, French measure, to be taken and deducted from those lots known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Rigaud, under numbers ninety nine and one hundred (Nos. 99 and 100), said lot of land bounded in front by Saint Pierre Street, in the rear and on one side by the other part of said numbers, and on the other side by the emplacement described in hereinabove paragraph "one"—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 15th., 1935. 428—3–2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: ALLIANCE NATIONALE; vs EUGENE PAPINEAU.
A-132564

An emplacement fronting on Notre Dame Street, at Lachine, known and designated as being lot number six hundred and forty eight (648) on the official plan and book of reference for the said town of Lachine—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $911.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 10 janvier 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 janvier 1935. 455—3-2-o
[Première publication, 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LAUDIO-G. CHAGNON; vs THÉO-
No F-137821. } DULE CHARLEBOIS; and SYLVIO CHAGNON, curateur au délaissement.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Des Ecores, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros sept cent quarante-cinq et sept cent quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent-huit (208-745 et 746) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec toutes les bâtisses dessus érigées et spécialement une maison portant les numéros civiques 6612 et 6614 de la dite rue Des Ecores.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 14 janvier 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1935. 457—3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE VERDUN;
No B-133189. } vs LA SUCCESSION STANISLAS GERVAIS *et al.*

L'emplacement situé dans la cité de Verdun, appartenant aux défendeurs, et portant les Nos 4687 subdivision 270 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, (terrain vacant situé sur le Boulevard Lasalle.)

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1935. 93—3-2-o
[Première publication, le 5 janvier 1935 est nulle]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME BELZÉMIRE
133814. } CHEVALIER, veuve de François-Xavier Sarazin; vs DAME YVETTE BOUCHARD, épouse contractuellement séparée de biens de Adrien Baillargeon, tant personnellement qu'en sa qualité de seul exécuteur testamentaire de sa mère Emeline Courtemanche, veuve de Alphonse Bouchard, et le dit ADRIEN BAILLARGEON, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et ANTONIO COURTEMANCHE, ès-qualité de tuteur à Irène Bouchard et Gilles Bouchard et VIATEUR FARLEY, curateur au délaissement.

Un emplacement formant le coin nord-ouest de l'avenue de l'Eglise et Drake, et composé du lot numéro un des plan et livre de renvoi officiels du

on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $911.50 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated January 10th, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th, 1935. 456—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CLAUDIO G. CHAGNON; vs THEO-
No. F-137821. } DULE CHARLEBOIS; and SYLVIO CHAGNON, Curator to the Surrender.

A certain emplacement fronting on Des Ecores Street, in the city of Montreal, known and designated under numbers seven hundred and forty five and seven hundred and forty six of the official subdivision of the original lot number two hundred and eight (208-745 and 746) on the official plan and book of reference for the Village of Cote de la Visitation—with all the buildings thereon erected, and especially a house bearing civic numbers 6612 and 6614 of said Des Ecores Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $500.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 14th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1935. 458—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VER-
No. B-133189. } DUN; vs THE ESTATE OF STANISLAS GERVAIS *et al.*

That emplacement situate in the city of Verdun, belonging to the defendants, and bearing Nos. 4687 subdivision 270 on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, (vacant lot of land situate on Lasalle Boulevard).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1935. 94—3-2-o
[First publication, January 5th., 1935 is null]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME BELZEMIRE
133814. } CHEVALIER, widow of François Xavier Sarazin; vs DAME YVETTE BOUCHARD, wife separate as to property by marriage contract of Adrien Baillargeon, both personally and in her quality of sole testamentary executrix of her mother Emeline Courtemanche, widow of Alphonse Bouchard, and the said ADRIEN BAILLARGEON, to authorize his wife for the purposes hereof; and ANTONIO COURTEMANCHE, *ès-qualité* of tutor to Irène Bouchard and Gilles Bouchard; and VIATEUR FARLEY, curator to the surrender.

An emplacement forming the Northwest corner of De l'Eglise Avenue and Drake, and composed of lot number one of the official plan and book of

lot numéro deux cent dix-huit au plan de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent sept, (3407-218-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et le lot numéro un des plan et livre de renvoi officiels du lot numéro deux cent dix-neuf au plan de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent sept (3407-219-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 1401 à 1405 de l'avenue de l'Eglise et 119 de la rue Drake, avec toutes les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER 1935, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 janvier 1935. 459—3-2-o
[Première publication, 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } SOCIÉTÉ D'ADMINIS-
No F-137422. } TRATION ET DE FIDUCIE; vs ACHILLE VERHELST, à la faillite duquel les mis en cause J.-A. Lejour et Joseph Ettenberg ont été nommés gardiens provisoires conjoints.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laval, en la cité de Montréal, et composé comme suit: (*a*) du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro seize (16-8) des plan et livre de renvoi officiels du Village Saint-Jean-Baptiste, moins la partie expropriée par la cité pour l'élargissement de la rue Laval; (*b*) de la partie sud-est du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot numéro seize (16 Ptie S. E. 7) des plan et livre de renvoi officiels du Village Saint-Jean-Baptiste, contenant dix-huit pieds et sept pouces de largeur par soixante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front par l'Avenue Laval, en arrière par la subdivision numéro douze, au côté sud-est par la subdivision numéro huit et au côté nord-ouest par l'autre partie du lot numéro sept—Le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $2,500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 11 janvier 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1935. 461—3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } SYNOD OF THE DIO-
D-135743. } CESE OF MONTREAL; vs RÉAL DESJARDINS.

L'emplacement ayant front sur la rue Dezery, en la cité de Montréal, lequel mesure trente pieds trois pouces de largeur en front et en arrière par cent pieds de profondeur et contient trois mille vingt-cinq pieds en superficie, et est composé des lots de terre connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comme suit:

a. Le lot de ré-subdivision numéro deux du dit

reference of lot number two hundred and eighteen of the official subdivision plan of lot number three thousand four hundred and seven (3407-218-1) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and lot number one of the official plan and book of reference of lot number two hundred and nineteen of the official subdivision plan of lot number three thousand four hundred and seven (3407-219-1) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1401 to 1405 of De l'Eglise Avenue and 119 Drake Street, with all the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY 1935, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th, 1935. 460—3-2
[First publication, January 19th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } SOCIÉTÉ D'ADMINIS-
No. F-137422. } TRATION ET DE FIDUCIE; vs ACHILLE VERHELST, to the insolvency of which the *mis en cause* J. A. Lejour and Joseph Ettenberg, have been appointed joint provisory guardians.

An emplacement fronting on Laval Avenue, in the city of Montreal, and composed of the following: (*a*) Lot number eight of the official subdivision of lot number sixteen (16-8) of the official plan and book of reference of the Village of Saint Jean Baptiste, less the part expropriated by the city for the widening of Laval Street; (*b*) The Southeast part of lot number seven of the official subdivision of lot number sixteen (16 S. E. Pt. 7) of the official plan and book of reference of the Village of Saint Jean Baptiste, measuring eighteen feet and seven inches in width by sixty five feet in depth, English measure, more or less, bounded in front by Laval Avenue, in rear by subdivision number twelve, on the Southeast side by subdivision number eight and on the Northwest side by the other part of lot number seven—the whole with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,500.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated January 11th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1935. 462—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } SYNOD OF THE DIO-
D-135743. } CESE OF MONTREAL; vs RÉAL DESJARDINS.

The emplacement fronting on Dezery Street, in the city of Montreal, which measures thirty feet three inches in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains three thousand and twenty five feet in superficies and is composed of the lots of land known and designated on the said official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as follows:

a. Resubdivision lot number two of said subdi-

lot de subdivision numéro quarante-trois du dit lot originaire numéro cinquante-deux (No 52-43-2) des dits plan et livre de renvoi officiels, lequel mesure quinze pieds trois pouces de largeur en front et en arrière par cent pieds de profondeur et contient mille cinq cent vingt-cinq pieds en superficie, et

b. Le lot de ré-subdivision numéro un du lot de subdivision numéro quarante-quatre dudit lot originaire numéro cinquante-deux (No 52-44-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, lequel mesure quinze pieds de largeur en front et en arrière par cent pieds de profondeur et contient mille cinq cents pieds en superficie.

Toutes les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse lambrissée en brique sur fondation en béton sus-érigée, divisée en quatre logements, portant les numéros civiques 3556, 3558, 3560 et 3562 de ladite rue Dezery, dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens avec les bâtisses adjacentes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER 1935, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 janvier 1935. 463—3-2
[Première publication, 19 janvier 1935]

vision lot number forty three of the said original lot number fifty two (No. 52-43-2) on the said official plan and book of reference, which measures fifteen feet three inches in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains one thousand five hundred and twenty five feet in superficies, and

b. Resubdivision lot number one of subdivision lot number forty four of the said original lot number fifty two (No. 52-44-1) on the said official plan and book of reference, which measures fifteen feet in width in front and in rear by one hundred feet in depth and contains one thousand five hundred feet in superficies.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the brick encased building on concrete foundation divided into four dwellings thereon erected, bearing the civic Nos. 3556, 3558, 3560 and 3562 of said Dezery Street, the Southeasterly and Northwesterly walls thereof are *miloyen* with the adjoining premises.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY 1935, at HALF PAST TEN o'clock, in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th, 1935. 464—3-2-o
[First publication, January 19th, 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Québec, No 30298. } DELLE ZELIAS FERLAND, fille majeure, 196 rue Mazenod, Québec, demanderesse; vs ARTHUR TOUSIGNANT, *alias* BURGESS, ci-devant de Miniapolis, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une part indivis égale au sept vingtième (7-20) de l'immeuble faisant partie du lot numéro six cent vingt-quatre (Ptie 624) du cadastre officiel de Saint-Pierre-les-Becquets, dans le sixième rang de la Seigneurie de Lévrard, contenant cent pieds de front par cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au chemin public, au sud à Arthur Maillot, ou représentants, au nord-est à J.-P.-A. Tousignant, au sud-ouest à Médéric Spénard ou représentants—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie-de-Lévrard, district de Nicolet, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 12 janvier 1935. 387—3-2-o
[Première publication, le 19 janvier 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Quebec, No. 30298. } MISS ZELIAS FERLAND, spinster of age, 196 Mazenod Street, Quebec, plaintiff; vs ARTHUR TOUSIGNANT *alias* BURGESS, heretofore of Miniapolis, now of parts unknown, defendant.

An undivided part equal to the seven twentieths (7-20) of that immovable forming part of lot number six hundred and twenty four (Pt. 624) of the official cadastre of Saint Pierre les Becquets, in the sixth range of the Levrard Seigniory, measuring one hundred feet in front by one hundred and eighty feet in depth, English measure, bounded on the North by the public road, on the South by Arthur Maillot, or representatives, on the Northeast by J. P. A. Tousignant, on the Southwest by Mederic Spénard or representatives—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Sophie de Lévrard, district of Nicolet, on TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, January 12th., 1935. 388—3-2
[First publication, January 19th., 1935]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 29489. } LOUIS-PHILIPPE DUSSAULT, rentier de l'Islet, Co. l'Islet; contre LES HERITIERS DE FEU LEANDRE TREMBLAY, en son vivant de la

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 29489. } LOUIS PHILIPPE DUSSAULT, annuitant, of l'Islet, Co. of l'Islet; against THE HEIRS OF THE LATE LEANDRE TREMBLAY, in his

cité de Québec, sténographe officiel, et GERARD LEMAY, avocat, de la cité de Québec, curateur au délaissement, à savoir:

La subdivision No 2 (deux) du lot No 148 (cent quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté est de l'Avenue Bourlamaque, mesurant 35 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison en construction, laquelle est maintenant construite, circonstances et dépendances. Sujette à une rente annuelle, foncière et constituée de $78.75 payable le premier mai de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Québec, 6 février 1935. 835—6-2-o

[Première publication, 9 février, 1935]
[Deuxième publication, 23 février, 1935]

lifetime of the city of Quebec, official stenographer, and GERARD LEMAY, advocate, of the city of Quebec, curator to the surrender, to wit:

Subdivision No. 2 (two) of lot No. 148 (one hundred and forty eight) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Québec, *banlieue*, now Montcalm Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the East side of Bourlamaque Avenue, measuring 35 feet in front by 90 feet in depth, more or less, English measure—with the house under construction, which is now finished, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted ground rent of $78.75 payable the first of May of each year to the Hôtel Dieu de Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 6, 1935. 836—6-2

[First publication, February 9th., 1935]
[Second publication, February 23rd., 1935]

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: } DAME AUREA SAUVAGEAU GRANDBOIS, épouse remariée de Théodore Lebœuf, Saint-Casimir, Co. Portneuf, P. Q., et le dit THEODORE LEBOEUF, pour autoriser son épouse aux fins des présentes: contre les terres et tenements de GEDEON GRANDBOIS, cultivateur, Saint-Casimir, Co. Portneuf, P. Q.

Le lot No 357 (trois cent cinquante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située dans la dite paroisse, mesurant deux arpents de largeur par trente arpents de longueur plus ou moins, bornée au nord à Joseph Vallée, au sud à Charles Leduc, à l'ouest à Philippe Grandbois et à l'est à Eugène Tessier — avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente annuelle de $125.00, payable à la demanderesse sa vie durant.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Casimir, comté de Portneuf, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Québec, 6 février 1935. 837—6-2-o

[Première publication, le 9 février 1935]
[Deuxième publication, le 23 février 1935]

Magistrate's Court.

Quebec, to wit: } DAME AUREA SAUVAGEAU GRANDBOIS, remarried wife of Théodore Lebœuf, Saint Casimir, Co. Portneuf, P. Q., and the said THEODORE LEBOEUF, to authorize his wife for the purposes hereof; against the lands and heriditaments of GEDEON GRANDBOIS, farmer, Saint Casimir, Co. Portneuf, P. Q.

Lot No. 357 (three hundred and fifty seven) of the official cadastre of the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a farm situate in the said parish, measuring two arpents in width by thirty arpents in length, more or less, bounded on the North by Joseph Vallée, on the South by Charles Leduc, on the West by Philippe Grandbois and on the East by Eugène Tessier—with the houses thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of $125.00 payable to the plaintiff during her lifetime.

To be sold at the church door of Saint Casimir, county of Portneuf, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 6, 1935. 838—6-2

[First publication, February 9th, 1935]
[Second publication, February 23rd, 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } ARMAND BASTIEN, manufacturier, ci-devant de Loretteville, maintenant de Montréal; contre JAS.-P. MOORE, de la cité de Québec, à savoir:

Partie du lot No 885 (huit cent quatre-vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une étendue de terre située troisième concession, Seigneurie Saint-Gabriel, contenant une acre de largeur sur le chemin principal par trois acres de profondeur, plus ou moins, bornée à l'est par la ligne de division entre la troisième et quatrième concession, à l'ouest par le chemin public, au nord à Charles Hicks, et au sud à George Wood—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec aussi tous droits sur le lac mentionnés dans l'acte de vente enregistré sous le No 197932.

Pour être vendu à la porte de l'église paroisFIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } ARMAND BASTIEN, manufacturer, heretofore of Loretteville, now of Montreal; against JAS. P. MOORE, of the city of Quebec, to wit:

Part of lot No. 885 (eight hundred and eighty five) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a tract of land situate in the third concession, Seigniory Saint Gabriel, measuring one acre in width on the main road by three acres in depth, more or less, bounded on the East by the division line between the third and fourth concession, on the West by the public road, on the North by Charles Hicks, and on the South by George Wood—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With also all rights on the lake mentioned in the deed of sale registered under No. 197932.

To be sold at the parochial church door of Saint

siale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 6 février 1935. 865—6–2–o
[Première publication, le 9 février 1935]
[Deuxième publication, le 23 février 1935]

Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 6, 1935. 866—6–2
[First publication, February 9th, 1935]
[Second publication, February 23rd, 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: ALLIANCE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal; contre ARTHUR MARCOTTE, de la cité de Québec, district de Québec, à savoir:

No 130117.

1. Le lot No 2113 (deux mille cent treize) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé côté Est de la rue Saint-Pierre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec toutes les servitudes pouvant exister en faveur du dit lot.

2. Les lots No 3080, 3081 et 3155 (trois mille quatre-vingt, trois mille quatre-vingt-un et trois mille cinquante-cinq) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant des emplacements formant qu'une seule et même exploitation, situés sur la rue Saint-Jean et joignant la rue D'Aiguillon à l'arrière—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec toutes les servitudes pouvant exister en faveur des dits lots. Sujet à une rente foncière de $1.67, sur chacun des lots Nos 3080 et 3081, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Québec, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 23 janvier 1935. 603—4–2–o
[Première publication, le 26 janvier 1935]
[Deuxième publication, le 9 février 1935]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: ALLIANCE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal; against ARTHUR MARCOTTE, of the city of Quebec, district of Quebec, to wit:

No. 130117.

1. Lot No. 2113 (two thousand one hundred and thirteen) of the official cadastre for Saint Peter's Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the East side of Saint Peter Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With all the servitudes which may exist in favour of the said lot.

2. Lots No. 3080, 3081 and 3155 (three thousand and eighty, three thousand and eighty one and three thousand one hundred and fifty five) of the official cadastre for Saint John's Ward, now Saint Jean Baptiste Ward, of the city of Quebec, being emplacements forming one and the same lot of land, situate on Saint Jean Street and extending to D'Aiguillon Street in rear—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With all the servitudes which may exist in favour of the said lots. Subject to a ground rent of $1.67, on each of lots Nos. 3080 and 3081, payable to the Hôtel-Dieu de Quebec, on the 29th. of September of each year.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 23rd., 1935. 604—4–2
[First publication, January 26th., 1935]
[Second publication, February 9th., 1935]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4488. CHARLES COURCY, Baie des Sables; vs JOS. OTIS, Matane, savoir:

Saisis comme appartenant au demandeur.

1. Le lot No soixante-cinq au cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption de Notre-Dame—avec bâtisses, à distraire les terrains vendus à M. Patton, Jos. Otis, fils et Albert Côté.

2. Le lot No cinq cent quarante-trois au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame—avec bâtisses, à distraire le terrain au sud de la rivière Tartigou, vendu à Ls. Bélanger.

Pour être vendus à la porte de l'église de Daie des Sables, le DOUZIEME jour de MARS prochain, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 5 février 1935. 867—6–2–o
[Première publication, le 9 février 1935]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4488. CHARLES COURCY, Baie des Sables; vs JOS. OTIS, Matane, to wit:

Seized as belonging to the plaintiff:

1. Lot number sixty five on the official cadastre for the parish of L'Assomption de Notre-Dame—with buildings, to be deducted those lots of land sold to Mr. Patton, Jos. Otis, junior and Albert Côté.

2. Lot number five hundred and forty three, on the official cadastre for the parish of L'Assomption de Notre-Dame—with buildings, to be deducted that lot of land South of the Tartigou River sold to Jos. Bélanger.

To be sold at the church door of Baie des Sables, on the TWELFTH day of MARCH next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February 5, 1935. 868—6–2
[First publication, February 9th, 1935]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 8484. } NIL VILLENEUVE, cultivateur, de Normandin, demandeur; vs PHILIPPE GAGNÉ, de l'endroit appelé Manigouche, canton Proulx, défendeur; et LEONCE GIRARD *et al.*, du canton Proulx, du même lieu, mis en cause, à savoir:

Tous les droits, privilèges, prétentions et améliorations quelconques, que les dits défendeur et mis en cause, Philippe Gagné et Léonce Girard, ont et peuvent avoir, dans et sur un moulin à scie, mû par l'eau, qui se trouve situé sur un certain terrain faisant partie du lot numéro quatre (ptie No 4), du neuvième rang du canton Proulx, dans le district de Roberval. Le dit moulin étant bâti sur la rivière Noire, comme communément appelée, et étant la décharge du lac Manigouche. Le moulin comprend toute la machinerie installée à l'intérieur et aux environs, y compris l'écluse et les accessoires du moulin servant à son fonctionnement, et exploitation, ainsi que les droits qu'ils peuvent avoir sur le terrain, y compris le droit de passage pour se rendre du chemin public au dit moulin. Entre autres accessoires: un carriage et ses accessoires, levier, toutes ses roues et un câble, deux rails doubles, comme celles d'un chemin de fer, d'une longueur d'environ soixante pieds, un banc de scie avec six ou sept poulies et scie ronde de quarante pouces de diamètre, avec aussi un planeur installé, et toutes les strappes ou courroies servant au fonctionnement du dit moulin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le canton Proulx, comté de Roberval, MARDI, le DOUZIEME jour de MARS PROCHAIN (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, 6 février 1935. 883—6–2–o

[Première publication, le 9 février 1935]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8484. } NIL VILLENEUVE, farmer, of Normandin, plaintiff; vs PHILIPPE GAGNÉ, of the place called Manigouche, township of Proulx, defendant; and LEONCE GIRARD *et al.*, of the township of Proulx, of the same place, *mis-en-cause*, to wit:

All the rights, privileges, pretensions and improvements whatsoever, which the said defendant and *mis-en-cause*, Philippe Gagné and Léonce Girard, have and may have, in and on a saw mill, driven by water power, which is situate on a certain lot of land forming part of lot number four (Pt. No. 4) of the ninth range, of the township of Proulx, in the district of Roberval. The said mill being erected on the Noire river, as commonly called, and being the discharge of Lake Manigouche. The mill comprises all the machinery installed in the interior and in the neighbourhood including the dam and the mill accessories used in its operation and working, as well as the rights which they may have on the land including the right of way leading from the public road to the said mill. Among other accessories: a carriage and its accessories, lever, all the wheels and a cable, two double rails, like those of a railway, of a length of about sixty feet, one saw-bench with six or seven pulleys and a circular saw of forty inches in diameter, with also an in installed planer, and all the straps or beltings used in the operation of the said mill.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Elizabeth, in the township of Proulx, county of Roberval, on TUESDAY, the TWELFTH day of MARCH next, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Roberval, February 6, 1935. 884—6–2

[First publication, February 9th, 1935]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 350. } PHILIPPE PAQUET, marchand, ville de Windsor, district de Saint-François, demandeur; vs NAPOLEON DEVOST, paroisse de Saint-Claude, canton de Windsor, dit district, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

Une ferme sise et située en la paroisse de Saint-Claude, dans le comté de Richmond, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Windsor, comme étant le numéro cinq cent soixante-cinq (565)—avec bâtisses dessus érigées et autres dépendances y appartenant.

Pour être vendue MARDI, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Claude, à ONZE heures, A. M.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.

Sherbrooke, ce 2 février 1935. 815—6–2–o

[Première publication, le 9 février 1935]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint François, No. 350. } PHILIPPE PAQUET, merchant, Town of Windsor, district of Saint Francis, plaintiff; vs NAPOLEON DEVOST, parish of Saint Claude, township of Windsor, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situated in the parish of Saint Claude, in the County of Richmond, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Windsor, as being the number five hundred sixty-five, (565)—with buildings thereon erected and other dependencies belonging to.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Claude, TUESDAY, the TWELFTH of MARCH next, at ELEVEN of the clock, A. M.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, this 2nd of February, 1935.

816—6–2–o

[First publication, February 9th., 1935]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4961.

EDDIE McNEILLY CONSTRUCTION COMPANY LIMITED, de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, demanderesse; vs GEORGE BANKS, de Val-David, dit district, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

L'immeuble du défendeur connue et désigné comme lots de terre numéros cinquante et un et cinquante-deux, subdivisions du lot numéro vingt-sept (27, 51-52), du onzième rang, du canton Morin, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, province de Québec, lui appartenant à titre de propriétaire en vertu d'une promesse de vente accompagnée de tradition et de possession actuelle équivalant à vente—avec constructions y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Val-David, district de Terrebonne, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-cinq, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 14 janvier 1935. 389—3-2-o

[Première publication, 19 janvier 1935]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4961.

EDDIE McNEILLY CONSTRUCTION COMPANY, LIMITED, of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, plaintiff; vs GEORGE BANKS, of Val-David, said district, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The immovable of the defendant, known and designated as the lots of land numbers fifty one and fifty two, subdivisions of lot number twenty seven (27, 51-52) of the eleventh range of the township of Morin, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, Province of Quebec, belonging to him as proprietor in virtue of a promise of sale accompanied with delivery and actual possession equivalent to sale—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic parochial church door, of Val David, district of Terrebonne, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jerome, January 14, 1935. 390—3-2

[First publication, January 19, 1935]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District des Trois-Rivières

No 6317.

EDOUARD FLEURY, avocat, de la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, demandeur; vs ALPHONSE NOEL, de la municipalité de Saint-Etienne, dit district, défendeur.

La moitié sud-est du lot de terre situé à Almaville, désigné sous le numéro trente-quatre de subdivision du lot cadastral numéro neuf cent dix-neuf (919-34) du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, bornée la dite moitié sud-est, en front par la rue Drolet, en arrière par le No 919-35, du côté sud-est au No 919-38 et du côté Nord-est par la moitié nord-est dudit lot No 919-34—avec maison et autres bâtisses dessus érigées; sauf pour l'acquéreur de respecter les obligations vis-à-vis Dame Vve Léopold Lamothe, pour l'établissement d'un tuyau de six pouces pour canal d'égout qui passe sur le terrain ci-haut décrit et avec les droits inhérents du même que pour le vendeur du tank pour eau chaude.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Présentation-d'Almaville, le DOUZIEME jour du mois de MARS mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 5 février 1935. 833—6-2-o

[Première publication, le 9 février 1935]

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Trois-Rivières.

No. 6317.

EDOUARD FLEURY, advocate of the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ALPHONSE NOEL, of the municipality of Saint Etienne, said district, defendant.

The Southeast half of that lot of land situate at Almaville, designated under number thirty four of the subdivision of cadastral lot number nine hundred and nineteen (919-34), on the cadastre for the parish of Notre Dame du Mont-Carmel, said Southeast half bounded in front by Drolet Street, in the rear by No. 919-35, on the Southeast side by No. 919-38 and on the Northeast side by the Northeast half of said lot No. 919-34—with a house and other buildings thereon erected; the purchaser to be subject to the obligations, towards Dame Widow Leopold Lamothe, for the instalment of a six inch drain pipe passing on the lot of land hereinabove described and with the rights attached thereto, and also towards the vendor of the hot water tank.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, on the TWELFTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, February 5, 1935. 834—6-2

[First publication, February 9th, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District des Trois-Rivières.

No 4979. EUREKA VACUUM CLEANER CO., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Kitchener, Ontario, et un bureau d'affaires aux Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, demanderesse; vs OSCAR LAFORME, laitier, de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, défendeur.

Un terrain à Grand'Mère, sur la rue Saint-Maurice, connu et désigné sous le numéro cent-dix-sept de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-cinq (85–117) du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison et bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Grand'Mère, le VINGTIEME jour de FÉVRIER, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 janvier 1935.
[Première publication, le 19 janvier 1935]
465—3–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Trois Rivieres.

No. 4979. EUREKA VACUUM CLEANER CO., a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business at Kitchener, Ontario, and a place of business at Trois Rivieres, district of Trois Rivieres, plaintiff; vs OSCAR LAFORME, dairyman, of Grand'Mere, district of Trois Rivieres, defendant.

A lot of land at Grand'Mere, on Saint Maurice Street, known and designated under number one hundred and seventeen of the subdivision of lot number eighty five (85–117) of the official cadastre of Sainte Flore—with the house and buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste, in the city of Grand'Mere, on the TWENTIETH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, January 16th., 1935.
[First publication, January 19th., 1935]
466—3–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2859. ARTHUR MARTIN, agent, de la cité de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, demandeur; vs DAME EVA DOUCET, épouse séparée de biens de Emile Halin, de la cité et du district des Trois-Rivières, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes en autant que besoin est, défenderesse.

Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Saint-Paul, en la cité des Trois-Rivières, mesurant environ soixante-douze pieds de largeur, sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné comme étant la partie centrale du lot numéro deux mille vingt-neuf (2029) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front par la dite rue, en profondeur par les lots Nos 2018 et 1996 du dit cadastre, du coté sud-est par la partie du dit lot No 2029, appartenant à la succession de Dame Vve Alfred Jacob, maintenant représentée par Félix Després, et du côté nord-ouest par la partie du dit lot No 2029 appartenant à Théophile Weaner—avec la maison à six logements en bois lambrissée en briques et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT ET UNIEME jour de FÉVRIER, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 janvier 1935.
[Première publication, le 19 janvier 1935]
469—3–2–o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivieres.

No. 2859. ARTHUR MARTIN, agent, of the city of Grand'Mère, district of Trois Rivieres, plaintiff; vs DAME EVA DOUCET, wife separate as to property of Emile Halin, of the city and district of Trois Rivieres, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, inasmuch as may be required, defendant.

An emplacement situate on the Northeast side of Saint Paul Street in the city of Trois Rivieres, measuring about seventy two feet in width by about ninety feet in depth, known and designated as being the central part of lot number two thousand and twenty nine (2029) on the official cadastre for the city of Trois Rivieres, bounded in front by the said Street, on the depth by lots Nos. 2018 and 1996 of said cadastre, on the Southeast side by part of said lot No. 2029, belonging to the estate of Dame Widow Alfred Jacob, now represented by Félix Després, and on the Northwest side by the part of said lot No. 2029, belonging to Théophile Weaner—with the wooden house encased in brick, containing six dwellings and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivieres, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, January 16th., 1935.
[First publication, January 19th., 1935]
470—3–2

Proclamation

Canada,
province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que, par l'article 1 de la Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26), il est statué que le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, décréter, par proclamation, qu'à compter de la date mentionnée dans la proclamation, les dispositions de la "Loi des fruits" (Statuts Revisés du Canada 1927, chapitre 80), et toute modification ou substitution qui peut être faite à l'avenir à ladite loi et leurs règlements, et qui sont ou peuvent être de la compétence de la Législature de cette province, auront, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, force de loi en cette province pour la période déterminée dans ladite Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière;

ATTENDU que la Loi du Parlement du Canada intitulée "Loi sur les fruits et le miel, 1934", articles 1 à 29 inclusivement (24-25 George V, chapitre 18), est une substitution à la "Loi des fruits" (Statuts Revisés du Canada 1927, chapitre 80);

ATTENDU que des règlements ont été édictés sous l'empire de la "Loi sur les fruits et le miel, 1934", (24-25 George V, chapitre 18), lesquels ont été publiés en anglais dans un supplément à la *Gazette du Canada* en date du 30 juin 1934 et, en français, dans un supplément à la *Gazette du Canada* en date du 4 août 1934;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil (arrêté ministériel numéro 2024 du 17 août 1934);

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter, conformément aux dispositions de la Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26), que les dispositions de la "Loi sur les fruits et le miel, 1934" (24-25 George V, chapitre 18), ainsi que les règlements édictés sous l'empire de ladite loi et publiés tel que mentionné ci-dessus auront force de loi en cette province à compter de la date de la publication de la présente proclamation:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de la Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la Loi du Parlement du Canada, intitulée "Loi sur les fruits et le miel, 1934" (24-25 George V, chapitre 18), de même que les règlements édictés sous l'empire de ladite loi et publiés dans la *Gazette du Canada* qui sont ou peuvent être de la compétence de la Législature de cette province aient force de loi dans cette province, à toutes fins et intentions, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS, under article 1 of the Act respecting root vegetables, fruits and the dairy industry (23 George V, chapter 26), it is enacted that the Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, order, by proclamation, that from the date mentioned in the proclamation, the provisions of the "Fruit Act" (Revised Statutes of Canada 1927, chapter 80) and any amendment or substitution which may hereafter be made to the said acts and their regulations, and which are or may be within the jurisdiction of the Legislature of this Province, shall, after their approval by the Lieutenant-Governor in Council, have force of law in this Province for the period determined in the said Act respecting root vegetables, fruits and the dairy industry;

WHEREAS the Act of the Parliament of Canada intituled "Fruit and Honey Act, 1934", articles 1 to 29 inclusively (24-25 George V, chapter 18), is a substitution to the "Fruit Act" (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 80);

WHEREAS regulations have been adopted under the provisions of the "Fruit and Honey Act, 1934", (24-25 George V, chapter 18), which were published in English in an extra of the *Canada Gazette* under date of June 30, 1934, and in French in an extra of the *Canada Gazette* dated August 4, 1934;

Whereas the said regulations have been approved by the Lieutenant-Governor in Council (Order in Council No. 2024 of August 17, 1934);

WHEREAS it is expedient to enact, pursuant to the provisions of the Act respecting root vegetables, fruits and the Dairy Industry (23 George V, chapter 26), that the provisions of the "Fruit and Honey Act, 1934" (24-25 George V, chapter 18), as well as the regulations adopted under the provisions of the said Act and published as hereinabove mentioned shall have force of law in this Province from the date of the publication of the present Proclamation:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Act respecting root vegetables, fruits and the dairy industry (23 George V, chapter 26), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the Act of the Parliament of Canada intituled "Fruit and Honey Act, 1934" (24-25 George V, chapter 18) as well as the regulations adopted under the provisions of the said Act and published in the *Canada Gazette* which are or may be within the jurisdiction of the Legislature of this Province shall have force of law in this Province, to all intents and purposes, on and from the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ESIOFF

membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre Province de QUÉBEC, ce SIXIEME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent trente-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-cinquième année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,

885-o Sous-secrétaire de la Province.

LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty five and in the twenty fifth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,

886 Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 6

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 815

AVIS DE CONCORDAT:—

Diverses..... 881

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière..... 867
Commission de l'Industrie laitière..... 868
Cripple Creek Mining & Milling Co., Ltd. 867
Deluxe Frocks, Inc..... 867
Diamond Taxicab Association, Ltd..... 867
Syndicat Catholique et National des Travailleurs de Meubles..... 869

BUREAU-CHEF:—

Atlas Crayon and Pencil Co., Ltd..... 869
Pan-Canadian Gold Mines, Ltd..... 869
W. McNally & Company, Inc..... 869

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Cité de Québec..... 870
Cité de Sherbrooke..... 871
Geo. Christie Canada, Limited..... 873
La Ligue des Propriétaires de Lachine... 878
Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph 874
L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes 874
Martin, Eddie *et al*..... 871
Montreal Industrial Land Co., Ltd..... 872
Royal Trust Company..... 872
Succession O.-S. Perreault..... 874
Sun Trust, Ltée *et al*..... 873
Ville de Montréal-est..... 873

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Baie-de-Trinité-Est..... 875

ERRATA:—

Municipalité du comté de Labelle..... 874
Municipalité du comté d'Yamaska..... 875

LETTRES PATENTES:—

Belvedere Foundation, Inc..... 843
C. Lamond & Fils, Ltée (C. Lamond & Sons, Ltd)..... 816
Collegi-Anna Dress Co., Ltd..... 820
Goulet Electric Co., Ltd..... 822

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 815

NOTICES OF COMPOSITION:—

Miscellaneous..... 881

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 867
Dairy Industry Commission..... 868
Cripple Creek Mining & Milling Co., Ltd. 867
Deluxe Frocks, Inc..... 867
Diamond Taxicab Association, Ltd..... 867
Syndicat Catholique et National des Travailleurs de Meubles..... 869

CHIEF-OFFICE:—

Atlas Crayon and Pencil Co., Ltd..... 869
Pan-Canadian Gold Mines, Ltd..... 869
W. McNally & Company, Inc..... 869

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

City of Quebec..... 870
City of Sherbrooke..... 871
Geo. Christie Canada, Limited..... 873
The Proprietors League of Lachine..... 878
Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph 874
L'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes 874
Martin, Eddie *et al*..... 871
Montreal Industrial Land Co., Ltd..... 872
Royal Trust Company..... 872
Estate O. S. Perreault..... 874
Sun Trust, Ltd. *et al*..... 873
Town of Montreal-East..... 873

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Baie-de-Trinité-Est..... 875

ERRATA:—

Municipality of the county of Labelle.... 874
Municipality of the county of Yamaska.. 875

LETTERS PATENT:—

Belvedere Foundation, Inc..... 843
C. Lamond & Fils, Ltée (C. Lamond & Sons, Ltd)..... 816
Collegi-Anna Dress Co., Ltd..... 820
Goulet Electric Co., Ltd..... 822

Grand Cloak Co., Inc. 823
Harricana Basin Mining Co. 844
Imprimerie Bourguignon, Ltée—Bourguignon Printing, Ltd. 825
Jane Arden Frocks, Inc. 857
Kyle Steamship Agencies, Limited. 826
La Compagnie de Publication Laurie. 845
Laurentian Heights Development Co., Ltd 847
Local Construction Co., Ltd. 827
Longueuil Pants Contractors, Ltd. 859
Marina Lingerie Co. 860
Martini Frocks, Inc. 831
Montreal Water Terminals, Ltd. 832
Piccadilly Dress Co., Ltd. 833
Riverside Oil, Limited. 849
Samuel Golick Dresses, Inc. 835
Shiller Amdur Manufacturing Co., Ltd. 836
Société Anonyme de Crédit, Inc. (Credit Corporation) 839
Strachan Brothers, Limited. 851
Syndicat d'Immeuble de Marieville, Ltée. 843
The Edgewater Beach Club, Inc. 863
The Glove Knitters, Inc. 864

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Deluxe Frocks, Inc. 866
J.-B. Renaud & Cie, Inc. 855

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Normandin. 875

MINUTES DE NOTAIRES:—

Larose, J.-Oscar. 875

NOMINATIONS:—

Diverses. 877

ORDRE DE COUR:—

Lorquet vs Héritiers L. Lorquet. 877

PROCLAMATION:—

Loi sur les fruits et le miel, 1934. 903

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

Cie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique. 877

VENTE—LOI DE FAILLITE:—

Desjardins, Onésime. 880
Houde, J.-Eméry. 881
Muir, Thomas-Lindsay. 879
Proteau-Perrault, Dame Maria. 879
Remy, Delpho. 878

VENTE POUR TAXES:—

Argenteuil, Munic. du comté. 876
Bonaventure, Munic. du comté. 876

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Lépinay vs Lemay. 883

Grand Cloak Co., Inc. 823
Harricana Basin Mining Co. 844
Imprimerie Bourguignon, Ltée—Bourguignon Printing, Ltd. 825
Jane Arden Frocks, Inc. 857
Kyle Steamship Agencies, Limited. 826
La Compagnie de Publication Laurie. 845
Laurentian Heights Development Co., Ltd 847
Local Construction Co., Ltd. 827
Longueuil Pants Contractors, Ltd. 859
Marina Lingerie Co. 860
Martini Frocks, Inc. 831
Montreal Water Terminals, Ltd. 832
Piccadilly Dress Co., Ltd. 833
Riverside Oil, Limited. 849
Samuel Golick Dresses, Inc. 835
Shiller Amdur Manufacturing Co., Ltd. 836
Société Anonyme de Crédit, Inc. (Credit Corporation) 839
Strachan Brothers, Limited. 851
Syndicat d'Immeuble de Marieville, Ltée. 843
The Edgewater Beach Club, Inc. 863
The Glove Knitters, Inc. 864

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Deluxe Frocks, Inc. 866
J.-B. Renaud & Cie, Inc. 855

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Normandin. 875

NOTARIAL MINUTES:—

Larose, J. Oscar. 875

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous. 877

RULE OF COURT:—

Lorquet vs Heirs L. Lorquet. 877

PROCLAMATION:—

Fruit and Honey Act, 1934. 903

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Railway Co. 877

SALE—BANKRUPTCY ACT:—

Desjardins, Onésime. 880
Houde, J.-Eméry. 881
Muir, Thomas-Lindsay. 879
Proteau-Perrault, Dame Maria. 879
Remy, Delpho. 878

SALE FOR TAXES:—

Argenteuil, Munic. of the county. 876
Bonaventure, Munic. of the county. 876

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Lépinay vs Lemay. 883

BEAUCE:—

Doyon vs Perreault..... 884
La Caisse Populaire de Saint-Honoré vs Héritiers R.-A. Paradis *et al*..... 884
Lapointe vs Létourneau..... 884

BEDFORD:—

Surprenant *et vir* vs Magoon..... 885

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Tremblay..... 886

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Papineau..... 895
Aubry *et al* vs Giroux..... 886
Bourdon vs Ste-Marie..... 892
Chagnon vs Charlebois..... 896
Chevalier vs Bouchard *et al*..... 891
Chicoine vs Piette..... 890
Cité de Verdun vs Succession S. Gervais *et al*..... 896
Cousineau vs Longtin *et al*..... 887
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Samuel..... 893
Dagenais vs Boileau..... 890
Fortin vs Leclaire..... 888
Gauthier vs Lamontagne..... 887
Legault vs Viau *et vir*..... 893
Le secrétaire et les syndics de l'association du fonds de retraite et de prévoyance de la compagnie du Grand Tronc de Chemin de fer du Canada vs Henson..... 891
Phaneuf *et al* vs Dimicca *et al*..... 894
Société d'Administration et de Fiducie vs Verhelst..... 897
Société St-Jean-Baptiste de Montréal vs Lanthier..... 888
Spénard *et al* vs Mazer..... 891
Synod of the Diocese of Montreal vs Desjardins..... 897
Synod of the Diocese of Montreal vs Longtin..... 894
Terrace Construction Co. vs Metropolitan Loan Corporation..... 888
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Crevier..... 889
The Royal Trust Co. vs Langevin..... 889
Viau *et al* vs Héritiers E. Parrot..... 892
Ville de Rigaud vs Paiement..... 895

NICOLET:—

Ferland vs Tousignant *alias* Burgess..... 898

QUÉBEC:—

Alliance Nationale vs Marcotte..... 900
Bastien vs Moore..... 899
Dussault vs Héritiers L. Tremblay..... 898
Grandbois *et vir* vs Grandbois..... 899

RIMOUSKI:—

Courcy vs Otis..... 900

ROBERVAL:—

Villeneuve vs Gagné..... 901

BEAUCE:—

Doyon vs Perreault..... 884
La Caisse Populaire de Saint Honoré vs Heirs R. A. Paradis *et al*..... 884
Lapointe vs Létourneau..... 884

BEDFORD:—

Surprenant *et vir* vs Magoon..... 885

CHICOUTIMI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Tremblay..... 886

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Papineau..... 895
Aubry *et al* vs Giroux..... 886
Bourdon vs Ste-Marie..... 892
Chagnon vs Charlebois..... 896
Chevalier vs Bouchard *et al*..... 891
Chicoine vs Piette..... 890
City of Verdun vs Estate S. Gervais *et al*..... 896
Cousineau vs Longtin *et al*..... 887
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Samuel..... 893
Dagenais vs Boileau..... 890
Fortin vs Leclaire..... 888
Gauthier vs Lamontagne..... 887
Legault vs Viau *et vir*..... 893
The Secretary and Trustees of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association vs Henson..... 891
Phaneuf *et al* vs Dimicca *et al*..... 894
Société d'Administration et de Fiducie vs Verhelst..... 897
Société St-Jean-Baptiste de Montréal vs Lanthier..... 888
Spénard *et al* vs Mazer..... 891
Synod of the Diocese of Montreal vs Desjardins..... 897
Synod of the Diocese of Montreal vs Longtin..... 894
Terrace Construction Co. vs Metropolitan Loan Corporation..... 888
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Crevier..... 889
The Royal Trust Co. vs Langevin..... 889
Viau *et al* vs Heirs E. Parrot..... 892
Town of Rigaud vs Paiement..... 895

NICOLET:—

Ferland vs Tousignant *alias* Burgess..... 898

QUEBEC:—

Alliance Nationale vs Marcotte..... 900
Bastien vs Moore..... 899
Dussault vs Heirs L. Tremblay..... 898
Grandbois *et vir* vs Grandbois..... 899

RIMOUSKI:—

Courcy vs Otis..... 900

ROBERVAL:—

Villeneuve vs Gagné..... 901

SAINT-FRANÇOIS:—

Paquet vs Devost 901

TERREBONNE:—

Eddie McNeilly Construction Co., Ltd. vs Banks 902

TROIS-RIVIÈRES:—

Eureka Vacuum Cleaner Co. vs Laforme. 903
Fleury Noel 902
Martin vs Doucet *et vir* 903

SAINT FRANCIS:—

Paquet vs Devost 901

TERREBONNE:—

Eddie McNeilly Construction Co., Ltd. vs Banks 902

TROIS-RIVIÈRES:—

Eureka Vacuum Cleaner Co. vs Laforme. 903
Fleury vs Noel 902
Martin vs Doucet *et vir* 903

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.